

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
NOTARIAT BELGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Juin 1909, à 2 heures 1/2

PAR

André THOMASSIN

Président : M. TISSIER, professeur

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur
WAHL, professeur*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, RUE RACINE, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
NOTARIAT BELGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Juin 1909, à 2 heures 1/2

PAR

André THOMASSIN



Président : M. TISSIER, professeur

*Suffragants : { MM. AMBROISE COLIN, professeur
WAHL, professeur*

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, RUE RACINE, 15

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE NOTARIAT BELGE

INTRODUCTION

De tous les pays étrangers, la Belgique est celui dont la législation se rapproche le plus de la législation française. Sur bien des points même, le droit Belge se confond purement et simplement avec notre droit. La Belgique en effet était réunie à la France au moment de la promulgation de nos Codes, qui sont restés en grande partie applicables chez nos voisins, après les événements de 1814 et de 1815.

Les modifications survenues respectivement depuis cette époque dans les deux législations sont nombreuses, est-il besoin de le dire, mais en général les différences établies portent plutôt sur des détails et n'affectent pas les bases fondamentales du droit.

La proximité géographique, l'identité de langues pour une partie au moins du territoire belge, la ressemblance des mœurs, la fréquence et l'intensité des relations commerciales expliquent ce résultat.

Parmi les lois les plus importantes, spéciales à la Belgique, il nous suffira de citer la loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire ; les lois des 18 mai 1875, 26 décembre 1881 et 22 mai 1886 sur les sociétés commerciales, les lois du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, et du 29 juin 1887 sur le concordat préventif de faillite.

On sait que sur ces différentes matières des lois nouvelles ont également en France remplacé ou modifié les dispositions du Code civil et du Code de commerce.

L'analogie que nous signalons se retrouve également dans l'organisation judiciaire. En Belgique comme en France il existe des Justices de paix, des Tribunaux de première instance, des Cours d'appel et une Cour de cassation.

La situation est-elle la même en ce qui concerne cette institution qualifiée par un membre du Tribunat de « magistrature privée », nous voulons parler du notariat ?

C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans cette étude. La loi du 25 ventôse, an XI, est, en Belgique comme en France, la charte organique du notariat ; de sorte qu'il y a dans les deux pays, non pas seulement ressemblance, mais identité de législation à cet égard. Toutefois, cela n'est vrai qu'au point de vue des grandes lignes de l'institution. Les lois, règlements, circu-

lares ou simplement la pratique ont engendré peu à peu des différences assez notables entre le notariat belge et le notariat français. Il nous a paru intéressant d'exposer ces différences qui peuvent donner matière à d'utiles rapprochements. Nous n'avons point, par suite, la pensée d'exposer dans leur ensemble les règles gouvernant le notariat belge. Une semblable étude dépasserait le cadre de ce travail et nous amènerait à développer des dispositions qui n'ont rien de spécial à la Belgique et dont l'étude trouve sa place naturelle dans tous les traités généraux du notariat.

Ce que nous proposons simplement, c'est de signaler et de grouper les divergences principales qui distinguent le notariat des deux pays, dont la législation offre par ailleurs tant de similitude.

Dans un premier chapitre, nous étudierons le mode de nomination des notaires belges. La loi de 1816, qui a rétabli en France la vénalité des charges, n'est pas applicable en Belgique.

Un second chapitre sera consacré aux conditions nécessaires pour être notaire en Belgique. Nous insisterons spécialement dans diverses sections sur le stage, le grade de candidat notaire et surtout sur l'enseignement notarial. Plusieurs lois ont été promulguées sur ces matières, la dernière remonte au 10 avril 1890.

Dans un troisième chapitre, nous étudierons l'exercice de la profession de notaire en Belgique.

Après avoir traité sommairement des attributions des notaires, de la comptabilité, du tarif et de la discipline, nous exposerons un peu plus en détail les dispositions

relatives au ressort notarial, au nombre des notaires, enfin à la forme des actes notariés.

Il n'existe en Belgique aucune loi analogue à la loi française du 21 juin 1843. Notre loi du 12 août 1902 a également créé de nouvelles différences entre les deux législations.

Enfin, nous terminerons par un résumé des critiques que l'examen du système belge comparé au système français nous aura suggérées.

CHAPITRE PREMIER

Nomination des Notaires belges

SECTION I

Nomination par le roi. — Absence de vénalité

L'article 45 de la loi du 25 ventôse, an XI, attribue la nomination des notaires au premier Consul, chef du pouvoir exécutif.

Conformément à cette règle les notaires belges sont nommés par arrêté royal, de même que les notaires français le sont par décret du Président de la République.

En Belgique comme en France les notaires sont nommés à vie, ne peuvent être changés de résidence sans leur consentement et leurs fonctions ne cessent que par décès, démission, destitution dans les cas prévus par la loi ou acceptation de fonctions incompatibles avec leur profession (1).

Deux circulaires du Ministre de la Justice en date des

(1) Defrénois : *Résumé de législ. étr.*, page 613.

3 janvier 1851 et 14 octobre 1896, déterminent la procédure à suivre pour obtenir la nomination.

Le candidat doit adresser au roi une requête en double exemplaire, l'un sur papier libre, l'autre sur papier timbré, en l'accompagnant des pièces établissant qu'il remplit les conditions exigées par la loi.

La requête est ordinairement communiquée à la Chambre des notaires.

Le procureur du roi, le procureur général, le président du tribunal de première instance, le premier président de la Cour d'appel, le gouverneur de province sont également appelés à donner leur avis sur le compte du candidat. Les procureurs généraux envoient au Ministre de la Justice les actes de décès des notaires de leur ressort, ces actes ainsi que les démissions font l'objet d'une publication dans *Le Moniteur*, et les demandes de nomination sont instruites après un délai de dix jours (1).

Si le mode de désignation des notaires est le même en France et en Belgique, une différence essentielle n'en doit pas moins être signalée entre les deux législations, sans parler des conditions d'aptitude et de capacité que nous étudierons dans le chapitre suivant.

D'après l'article 91 de la loi française du 18 avril 1816 :
« Les avocats à la Cour de cassation, notaires..... pour-
« ront présenter à l'agrément de Sa Majesté des suc-
« cesseurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées

(1) Voir Galopin : *Cours de Droit notarial*, page 35 ; — et Schicks, cours autographié professé à la Faculté de Louvain en 1905, page 120.

« par la loi. Cette faculté n'aura pas lieu pour les titulaires destitués. »

La vénalité des offices, notamment des offices de notaires, supprimée pendant la période révolutionnaire, s'est trouvée ainsi indirectement rétablie en France et l'on a reconstitué au profit des titulaires un droit de propriété portant non pas précisément sur la charge elle-même qui n'est pas dans le commerce, mais sur le droit de présentation, ce qui dans la pratique revient au même.

Il en résulte que la première condition indispensable pour exercer la profession de notaire est d'avoir obtenu l'agrément d'un titulaire avec lequel on aura conclu un traité de cession.

Rien de semblable ne se passe en Belgique, du moins normalement. Les principes de la loi de ventôse sont restés applicables et la législation belge n'admet ni la vénalité des offices de notaires, ni l'existence du droit de présentation, ni la validité des traités de cession.

Le choix du gouvernement se porte librement sur l'un des candidats remplissant les conditions d'aptitude, sans aucune participation ni ingérence officielle du prédécesseur ou de sa famille.

La situation de fait n'a pas toujours cependant correspondu exactement aux prescriptions légales. Les offices de notaires ont été souvent l'objet de transactions dissimulées, les candidats achetaient en cachette la démission des titulaires. Cette fraude a été facilitée par la disposition dont nous parlerons plus loin et qui autorise la transmission des minutes à titre onéreux. On

opérait une cession anticipée de ces dernières qui déguisait en réalité une véritable vente de l'office (1).

Le régime belge conserve d'ailleurs certaines dispositions qui sont comme un souvenir de l'ancienne vénalité. C'est ainsi tout d'abord que les offices de notaires se transmettent dans la pratique aux fils et aux gendres et même à tous les parents en ligne directe ascendante ou descendante, en ce sens que le gouvernement ne refuse jamais d'agréer ces derniers comme successeurs, pourvu bien entendu qu'ils remplissent les conditions prescrites pour aspirer au notariat (2).

Mais cet usage fort légitime ne va pas jusqu'à faire considérer la charge comme une propriété dépendant de la succession et pour la transmission de laquelle le concours des héritiers directs soit indispensable.

C'est une simple faveur réservée aux personnes désignées ci-dessus et que l'on a vainement proposé d'étendre au neveu et au beau-père (3).

En second lieu si la vente de l'office proprement dit est prohibée, si le droit de présentation n'existe pas, il est permis de céder les minutes. Les dispositions prescrites à cet égard par les articles 54 et suivants de la loi de ventôse sont restées en vigueur et offrent même plus d'intérêt sous le régime belge que sous le régime français. Aux termes de l'article 54 : « Les minutes et réper-
« toires d'un notaire remplacé ou dont la place aura été

(1) Discours prononcé le 17 octobre 1892 par M. Galopin, recteur de l'Université de Liège, sur la *Réforme du notariat*, page 22.

(2) Galopin, p. 36.

(3) *Annales parlementaires* : « Chambre des représentants » 83-84, pages 843 et 847. 97-98, page 745.

« supprimée pourront être remis par lui ou par ses
« héritiers à l'un des notaires résidant dans la même
« commune ou à l'un des notaires résidant dans le mê-
« me canton si le remplacé était le seul notaire établi
« dans la commune. »

D'après l'article 55 :

« Si la remise des minutes et répertoires du notaire
« remplacé n'a pas été effectuée conformément à l'arti-
« cle précédent, dans le mois à compter du jour de la
« prestation de serment du successeur, la remise en sera
« faite à celui-ci. »

Signalons encore l'article 59 ainsi conçu :

« Le titulaire ou ses héritiers, et le notaire qui rece-
« vra les minutes aux termes des articles 54, 55 et 56,
« traiteront de gré à gré des recouvrements à raison des
« actes dont les honoraires sont encore dus et du béné-
« fice des expéditions. S'ils ne peuvent s'accorder, l'ap-
« préciation en sera faite par deux notaires dont les par-
« ties conviendront ou qui seront nommés d'office
« parmi les notaires de la même résidence, où à leur
« défaut par ceux de la résidence la plus voisine. »

Nous avons tenu à rappeler ces textes parce qu'ils sont de nature à trouver en Belgique une application plus fréquente qu'en France.

Chez nous, la cession de l'office qui est autorisée, emporte en principe la transmission des minutes et les parties ne manquent pas d'ailleurs de s'expliquer sur ce dernier point dans le contrat. Théoriquement on concevrait que les minutes fussent transmises à un autre notaire que l'acquéreur de la charge, mais une sembla-

ble clause ne se rencontre jamais dans la pratique et il est certain que la Chancellerie ne ratifierait pas un traité qui la contiendrait (1).

Les dispositions des articles 54 et suivants de la loi de ventôse se trouvent ainsi dépourvus de portée dans tous les cas de cession amiable.

Il n'en va pas de même en Belgique.

Le notaire sortant ne peut en principe disposer de son étude, mais il garde le droit de céder ses minutes et répertoires avec le bénéfice des expéditions conformément aux règles de la loi de ventôse. Il y a là une sorte de vénalité partielle, les traités de cette nature sont connus sous le nom de *cession de protocole*.

Et comme ils sont seuls permis par la législation belge, il arrive souvent que le successeur du notaire nommé par le gouvernement ne recueille pas ses archives qui sont transmises à un autre notaire (2).

SECTION II

Examen critique des systèmes belge et français

§ I. — *Inconvénients du système belge*

Le mode de nomination des notaires belges a donné lieu à de graves abus et soulevé en Belgique même de vives critiques. Il aboutit en effet à laisser à l'arbitraire du gouvernement le choix des notaires comme s'ils

(1) Voir *Pandectes françaises*, Not. n° 858, off. n° 285.

(2). Galopin, p. 436.

étaient de véritables fonctionnaires au sens complet du mot.

Fonctionnaires, les notaires le sont sans doute en ce qu'ils assurent aux conventions des parties l'authenticité et la force exécutoire, et la loi de ventôse les qualifie en effet de fonctionnaires publics. Mais là ne se borne pas le rôle des notaires. La partie la plus importante et la plus délicate de leur mission consiste dans la rédaction même des conventions et surtout les conseils qu'ils donnent aux parties sur leurs affaires privées. Il est manifeste qu'à ce point de vue les notaires n'accomplissent pas une fonction publique, n'agissent pas au nom de l'Etat et s'occupent uniquement de concilier et de régler des intérêts entre particuliers. Il n'entre pas dans les attributions normales de l'Etat de désigner les personnes qui se livrent à une semblable profession et de les imposer ainsi à la confiance de leurs clients.

Le gouvernement belge a toujours maintenu avec un soin jaloux le droit de nomination que lui confère la loi de ventôse. Il songea même à l'affranchir de l'obligation de consulter la chambre de discipline sur le mérite des candidats. Un conflit grave s'éleva même, en 1847, entre lui et la Chambre des notaires de Bruxelles. Il se termina par le vote de la loi du 15 juillet 1849, qui retira aux chambres de discipline le pouvoir de délivrer aux candidats le certificat de capacité (1). Toutefois, nous avons vu que dans la pratique actuelle le gouvernement prend ordinairement l'avis des chambres de discipline.

(1) Campana : *Des garanties de capacité exigées en Belgique pour l'admission aux fonctions notariales et du mode de nomination*, page 6.

Mais le principal inconvénient du système n'en subsiste pas moins. La liberté du choix reste entière au gouvernement qui se laisse trop souvent guider par des considérations purement politiques.

« Dès les premières années de leur entrée dans la
« carrière, dit un publiciste belge, les compétiteurs se
« livrent à une véritable chasse aux influences. Celui-ci
« s'appuie sur la protection de tel personnage avec
« lequel le Ministre doit compter ; celui-là recherche
« l'intimité de quelque ami du Ministre de la Justice ;
« un autre se lance dans l'arène politique en vue de
« s'imposer un jour au choix des hommes du pouvoir ;
« enfin, un quatrième déjoue toutes les manœuvres des
« concurrents en s'emparant de l'amitié du Ministre
« lui-même. » (1)

M. Adolphe Maton, professeur à l'Université de Louvain signale avec autant de vivacité que de raison les abus engendrés par un pareil régime :

« Jamais, dit-il, la nomination aux fonctions de notaire ne devrait récompenser des services politiques rendus à un parti.

« C'est cependant ce qui arrive, et les ministres des
« deux partis, qui se disputent tour à tour le pouvoir, en
« Belgique ne s'en cachent pas ; ils ont avoué en pleine
« Chambre qu'une fois au pouvoir ils s'attachaient à
« nommer autant de candidats que le prédécesseur en
« avait nommé du sien. Ce mode de nomination oblige
« les aspirants à faire de la politique à outrance, à deve-

(1) F. de Potter : *Le Notariat belge et l'intérêt public*, pages 38 et 39.

« nir des agents électoraux ; de là des démarches et des
« manœuvres de nature à les déconsidérer aux yeux du
« public dont ils doivent cependant toujours mériter la
« confiance, car c'est pour le public qu'ils exerceront un
« jour les fonctions de notaire.

« Il est évident que dans tous ces agissements politi-
« ques l'aspirant perd sa dignité et son indépendance.
« Faire d'une charge publique la récompense d'un agent
« électoral, c'est miner sourdement la base de l'institu-
« tion notariale et commettre un passe-droit à l'égard
« de ceux qui se recommandent à la confiance du public
« par une aptitude exceptionnelle.

« Cela ne peut subsister ; il y a là un abus qu'il faut
« absolument déraciner. » (1).

Le système actuellement en vigueur en Belgique ne paraît avoir été défendu par aucun des jurisconsultes ou publicistes de ce pays (2).

Le danger qu'il présente de transformer les notaires en agents électoraux n'est du reste pas le seul. Si le régime de la vénalité peut être accepté là où il est établi, ce que nous examinerons plus loin, il est certain tout au moins qu'il est admissible seulement quand la loi l'a formellement consacré.

La vénalité occulte ne doit pas être tolérée. Or, nous avons déjà signalé la fréquence des pactes secrets qui se concluent entre les titulaires des charges et les candidats. Ils emploient ensuite toutes leurs influences pour

(1) *Dict. de la pratique notariale belge*, tome II, page 7.

(2) Voir « Critiques nouvelles » dans la *Revue pratique du Notariat belge*, numéros des 20 et 28 février 1909.

circonvenir le Ministre et obtenir la nomination désirée; ils y parviennent d'autant plus aisément que l'acheteur a donné plus de gages à la politique du gouvernement. L'égalité se trouve rompue au détriment des candidats moins mêlés aux luttes électorales, moins fortunés, ou simplement plus scrupuleux observateurs de la loi. Les inconvénients inhérents à la vénalité se rencontrent ainsi sans aucun des avantages qui leur servent en France de contre-partie.

L'attention du gouvernement belge fut appelée à plusieurs reprises sur ce funeste état de choses. Il donna lieu à deux circulaires du Ministre de la Justice. La première porte la date du 26 juillet 1843. On y lit le passage suivant :

« Nos lois, disait le Ministre de la Justice, ne permettent la transmission à prix d'argent d'aucun office ou charge dont les titulaires sont nommés par le gouvernement. L'arrêté du 16 mars 1831 a posé, en ce qui concerne spécialement le notariat, des principes dont le maintien rigoureux est impérieusement réclamé par des considérations d'intérêt public et pour l'avenir de cette institution elle-même.

« Cependant, il est arrivé souvent, bien que la démission pure et simple du titulaire fut exigée, que des arrangements ont été conclus entre lui et l'un des candidats qui pouvaient aspirer à le remplacer, et que l'on a invoqué ces arrangements comme un titre à l'obtention de la place. »

Et plus loin :

« Dès que les candidats sauront que ces conventions,

« contraires à la loi, loin d'être un titre pour eux, seront
« plutôt un obstacle à leur nomination, il est à espérer
« qu'ils éviteront de les conclure et que les abus signa-
« lés ne se reproduiront plus. »

Le Ministre se faisait singulièrement illusion comme en témoigne un rapport présenté le 21 mai 1893 à l'assemblée fédérale des candidats notaires de Belgique. Ce document cité par M. Campana (1) révèle la persistance de l'abus que la circulaire voulait réprimer. Les cessions secrètes se sont multipliées à tel point que certains journaux, paraît-il, publiaient des annonces demandant des candidats pour les études avec indication des prix. Aussi, le Ministre de la Justice crut-il devoir rappeler les prescriptions légales dans une nouvelle circulaire du 11 mai 1892, où se trouvent ces lignes bien significatives :

« Il est devenu notoire, dit cette nouvelle circulaire,
« qu'il se fait aujourd'hui en Belgique un trafic des
« charges notariales. Les démissions s'achètent ; on sait
« même quelles sont les études à vendre et le prix
« auquel elles sont à acheter.

« La vénalité des offices notariaux, abolie par le
« décret de l'Assemblée constituante des 29 septembre
« et 6 octobre 1791, se trouve ainsi souvent rétablie en
« fait. »

Cette dernière circulaire n'avait pas au bout d'un an produit d'effets appréciables ainsi que le constate le rapport cité plus haut ; mais la situation s'est, au témoi-

(1) Op. cit., page 49.

gnage de M. Galopin (1), modifiée dans ces dernières années. La vigilance plus grande des parquets et du gouvernement a rendu beaucoup plus rare les conventions irrégulières conclues entre les titulaires de charges et les candidats.

Quoi qu'il en soit, le premier inconvénient, que nous avons signalé et qui est inséparable du mode de nomination pratiqué en Belgique pour les notaires, subsiste dans son entier.

§ II. — *Examen critique du système français*

Le système français, basé sur la vénalité des charges de notaires, ne peut encourir les mêmes critiques que le régime belge. Le notaire français, choisi par son prédécesseur, obligé seulement de faire approuver par la Chancellerie les conditions du traité de cession, conserve son indépendance politique. Mais le principe de la vénalité des charges soulève des objections qu'il nous paraît intéressant d'examiner sommairement. Le Sénat a été saisi, en 1902, d'une proposition de loi déposée par M. Clemenceau et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet l'abolition de la vénalité des offices ministériels. Cette proposition de loi a fait l'objet d'un rapport annexé au procès-verbal de la séance du 27 février 1903, et qui, tout en concluant à la prise en considération à raison des intérêts engagés, exprime un avis nettement défavorable à l'adoption définitive.

(1) Op. cit., p. 429.

Les adversaires de la vénalité font observer d'abord qu'elle constitue un privilège, un monopole injustifiable, la valeur de l'office, disent-ils, peut bien être augmentée dans une certaine mesure par le mérite du titulaire et la confiance qu'il inspire, mais elle a pour base principale la fonction même, dans les conditions particulières où elle s'exerce à l'abri de la libre concurrence. Or, cette fonction consiste essentiellement pour les notaires à donner aux actes et contrats le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique. C'est bien une fonction publique au premier chef. Il est inadmissible qu'elle soit remplie par une autre personne qu'un représentant de l'Etat.

La confier aux notaires tels qu'ils se recrutent actuellement, c'est commettre une confusion entre la fonction publique et l'industrie. Et l'abus est d'autant plus grand qu'en autorisant les notaires à transmettre leur charge à titre onéreux on leur permet en quelque sorte de tirer un parti pécuniaire de la puissance publique.

L'Etat trouve-t-il au moins son intérêt à l'établissement de ce privilège exorbitant ?

En aucune façon.

La loi de 1816 qui a rétabli la vénalité s'est bornée à exiger le doublement du cautionnement imposé aux officiers ministériels. Le public n'y gagne pas davantage. Le notaire qui a dû pour acquérir payer son étude souvent un prix fort élevé a une tendance à exploiter la clientèle. Parfois même il se livre à des spéculations hasardeuses. Et l'on ne manque pas de rappeler à cet égard la crise qui, à certaines époques, a sévi sur le nota-

riat, les condamnations pénales qui ont frappé un très grand nombre de notaires. C'est la vénalité qui serait l'une des principales causes des déconfitures notariales. Et l'Etat a sa part de responsabilité puisqu'il consacre un aussi funeste régime.

La suppression, désirable en principe, soulève il est vrai un gros problème d'ordre financier. Comment trouver les sommes énormes indispensables pour faire face au remboursement des titulaires actuels ?

Certains publicistes éludent la réponse par un procédé très commode.

D'après eux les officiers ministériels ne sont pas propriétaires de leurs charges, la loi de 1816 leur a concédé une simple faculté qu'une autre loi peut leur retirer. Sans doute, en fait, les études ont été transmises à titre onéreux, mais les acheteurs ont agi à leurs risques et périls ; en acquérant une chose qui n'était pas dans le commerce ils s'exposaient à voir se manifester un jour le vice originel affectant leur acquisition et à perdre par suite toute possibilité de revente (1).

Sans aller aussi loin dans cette voie d'autres adversaires de la vénalité déclarent que tout au moins le remboursement ne peut excéder le montant du prix de cession. Ce n'est pas que les officiers ministériels aient à cet égard un véritable droit, mais il peut sembler équitable de leur restituer un prix qu'ils ont payé avec l'agrément du gouvernement en vertu d'un traité

(1) Varenne : *Etude critique sur le droit de cession des offices ministériels*, pages 40 - 75.

approuvé par lui. En tout cas, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la valeur actuelle de la charge (1).

Quant aux moyens financiers nécessaires à la réalisation de l'opération, ils sont, prétend-on, faciles à trouver. Il suffirait d'émettre des obligations négociables, portant intérêt à 3 o/o et remboursables en soixante-quinze ans par tirages annuels. Les notaires devenus fonctionnaires percevraient désormais pour le compte de l'Etat les sommes qu'ils touchent aujourd'hui à titre d'honoraires. En déduisant le traitement qui leur serait attribué, les frais divers, le salaire des clerks en tenant compte de tous les éléments d'appréciation, notamment d'une certaine diminution dans le nombre des actes reçus, les sommes obtenues permettraient largement de pourvoir au paiement des intérêts et à l'amortissement des obligations (2).

Le principal avantage de cette réforme consisterait à faire cesser la confusion dont nous avons parlé plus haut entre la fonction et l'industrie.

L'Etat reprendrait la fonction qu'il confierait à ses agents seuls chargés dorénavant d'assurer l'authenticité aux conventions des parties. Quant au rôle de mandataire de conseil, aujourd'hui rempli par les notaires, ces derniers seraient placés à cet égard sous le régime normal de la libre concurrence.

Ces arguments nous semblent loin d'être décisifs et de

(1) *Proposition Clemenceau*, page 50.

(2) Voir pour plus de détails sur l'économie de l'opération : *Proposition Clemenceau*, pages 61 et suivantes.

Voir aussi Hug : *Projet de réforme du notariat*.

puissantes considérations nous paraissent militer en faveur de l'organisation française du notariat.

Tout d'abord il ne saurait être question de vénalité au sens fâcheux que comportait cette expression sous l'ancienne monarchie. La vente ne porte plus aujourd'hui sur un élément de la puissance publique qui doit en effet rester inaliénable, mais sur la clientèle que le notaire a su conserver ou acquérir par son travail, ses capacités, sa probité. Le prix qu'il reçoit est donc parfaitement légitime et l'objet transmis est bien dans le commerce.

Sans doute la profession n'est pas libre, mais ce monopole trouve sa justification dans l'intérêt public.

Le notaire n'a pas seulement pour mission de donner aux conventions le caractère d'actes authentiques, il est encore et surtout le conseiller des parties. Il exerce, on l'a dit justement, une sorte de « magistrature privée »; dépositaire des secrets des familles, il concilie les intérêts, prépare, rédige les contrats, en surveille l'exécution. Il importe au plus haut point que des fonctions aussi délicates soient exercées par des personnes présentant de sérieuses garanties au point de vue de l'honnêteté, de l'intelligence, et ajoutons de la solvabilité. En pareille matière la libre concurrence risque d'avoir des résultats néfastes, elle expose le public à donner sa confiance à des mandataires qui ne la méritent à aucun titre.

D'un autre côté, un agent de l'Etat ne peut par définition même jouer le rôle de conseil et de conciliateur aujourd'hui rempli par les notaires. Si consciencieux, si

bon employé qu'on le suppose, il se bornera à rédiger fidèlement les conventions qui lui seront apportées par les parties. Il ne connaîtra pas leurs secrets, ne pourra s'intéresser à elles, les éclairer par ses avis, les diriger. La confiance ne se commande pas, elle n'ira pas spontanément au fonctionnaire souvent étranger au pays et s'y considérant simplement comme de passage. D'ailleurs alors que le plus souvent celui-ci ne fera aucun effort pour s'attirer cette confiance.

Du reste les adversaires de la vénalité le reconnaissent eux-mêmes et leur intention n'est pas d'attribuer à des fonctionnaires publics l'exercice intégral de la profession de notaire. La nature des choses s'y oppose et ils le savent bien. Ils en arrivent fatalement à créer deux catégories de notaires, les notaires publics fonctionnaires chargés uniquement de dresser les actes authentiques, conserver les minutes, délivrer les expéditions et des notaires-conseils choisis librement par les parties. « Ces
« notaires marrons, dit fort justement M. Gomot, sans
« mandat fixe ni responsabilité, ne seront en réalité
« que des agents d'affaires. Leur principal souci consis-
« tera à frustrer le Trésor, à exiger des honoraires
« exorbitants qu'aucun tarif ne pourra réduire et à sus-
« citer du procès pour faire durer plus longtemps leur
« mandat.

« Les lois de réforme de la procédure judiciaire ten-
« dent, d'ordinaire, à la diminution des dépenses par la
« simplification des formalités. Ce n'est point atteindre
« ce but que de forcer les contractants à consulter et
« à payer désormais deux notaires au lieu d'un. »

Les intérêts du Trésor comme ceux des particuliers concordent donc à faire désirer le maintien du système actuel qui résout avec le moins d'imperfection les difficultés du problème. Sans doute, en pure théorie, il serait plus logique de confier à des fonctionnaires de l'Etat la mission d'assurer l'authenticité des conventions. Mais il s'agit là après tout d'une question de forme, et comme ces fonctionnaires ne peuvent exercer la profession de notaire dans ce qu'elle a au fond de plus important, n'est-il pas préférable en pratique de subordonner la forme au fond, et de laisser les notaires, conseils des parties et rédacteurs des contrats, investir ces derniers de l'authenticité et de la force exécutoire ? On évite ainsi les complications et les frais qu'entraînerait la séparation des fonctions, les dangers que présenterait la multiplication des agences d'affaires.

Le régime du reste a fait ses preuves.

Si l'on fait abstraction des défaillances individuelles, fort regrettables assurément, mais dont il ne faut pas exagérer le nombre, la corporation des notaires est toujours restée dans son ensemble digne de la confiance que le public lui témoigne. L'obligation même où se trouve le candidat notaire d'obtenir l'agrément de son prédécesseur, de disposer d'un certain capital pour acquérir l'étude, le droit qu'il possède de disposer à son tour d'une charge dont il aura su conserver ou développer la valeur constituent des garanties dont la clientèle est la première à profiter. Les traités de cession doivent du reste être approuvés par la Chancellerie et la nomination définitive appartient au gouvernement. Ce droit

de contrôle suffit, semble-t-il, à sauvegarder l'intérêt public et correspond à la situation du notaire qui présente dans une mesure restreinte seulement le caractère d'un fonctionnaire.

Des considérations financières, ajoute-t-on, rendent en tous cas absolument impraticable la réforme proposée. Il est incontestable d'abord qu'on ne peut se refuser de reconnaître au profit des notaires un droit de propriété portant au moins sur la clientèle. Ce droit consacré par les principes généraux de notre législation, est affirmé implicitement par le gouvernement à chaque traité de cession. La loi du 18 juillet 1866, qui a supprimé le monopole des courtiers de marchandises, a fixé le mode de règlement de l'indemnité revenant aux titulaires en exercice. Or, il ne suffit pas, comme on le propose, de rembourser aux notaires le prix d'acquisition de leur étude.

« Un officier ministériel, dit encore M. Gomot (1), a
 « acheté sa charge 20.000 francs, il en a doublé la valeur
 « par une vie de travail, par son intelligence des affaires ; la loi n'en tient aucun compte, on se contente de
 « lui verser le prix d'achat. Comme conditions de la
 « vente, il a été forcé de faire des dépenses d'installation, d'acheter ou de construire un immeuble. Devant
 « un jury d'expropriation, il pourrait se défendre et
 « obtenir une équitable indemnité après débat contradictoire ; tout recours lui est fermé, ses doléances sont

(1) *Rapport au Sénat*, page 6.

« vaines, il n'a qu'à s'incliner devant la loi de spolia-
« tion. »

Il faut donc en bonne justice rembourser aux notaires une somme égale à la valeur actuelle de leur étude. La charge imposée au Trésor public serait considérable et les chiffres prévus par l'auteur de la proposition doivent être de ce chef singulièrement augmentés.

En outre, la réforme amènerait nécessairement une diminution énorme des actes authentiques. M. Toutain, président de la Chambre des notaires de Rouen, l'a fait observer sous une forme vive et saisissante dans une allocution adressée aux élèves de l'Ecole de notariat :
« Nos antagonistes, dit-il, ne craignent pas d'affirmer
« que les offices rapportant aujourd'hui 145 millions,
« rapporteront sensiblement la même somme sous le
« régime qu'ils préconisent.

« A qui fera-t-on croire pourtant que les fonctionnai-
« res à appointements invariables, percevant pour le
« compte de l'Etat, obtiendraient des études le même
« produit que les officiers publics actuels qui encaissent
« ce produit pour leur compte ?...

« La chose est d'évidence. Nos contradicteurs le
« reconnaissent dans une certaine mesure : aussi, met-
« tent-ils de ce chef, en avant, une diminution hypothé-
« tique de dix millions.

« Ce chiffre est divinatoire et ne repose sur rien de
« réel.

« La diminution se fera sentir dans des proportions
« bien autres.

« Il n'y a qu'à consulter le répertoire de n'importe

.

« quel notaire pour trouver sur ce point spécial la
« vérité. J'en appelle à tous les notaires ici présents :
« Imaginez, mes chers confrères, que nous devenions,
« sous le nouveau régime, nos propres successeurs ;
« quels actes et quels contrats recevriions-nous ? Ré-
« pondez : Le moins possible, n'est-ce pas ? Nous rece-
« vriions ceux pour lesquels l'authenticité est obligatoire,
« ceux-là seulement et pas les autres ; ce qui revient à
« dire que le produit des études diminuerait d'au moins
« un tiers, probablement même beaucoup plus. » Il en
résulterait d'abord une plus grande difficulté à faire
face aux intérêts et à l'amortissement des obligations
dont la proposition prévoit la création en vue d'assurer
le remboursement des titulaires. Le Trésor perdrait
également une grande partie des droits d'enregistre-
ment perçus actuellement sur les actes authentiques.
L'opération serait donc à tous points de vue désastreuse
pour les finances publiques.

En résumé, nous ne voyons aucun motif de suppri-
mer en France le régime de la vénalité, d'accroître le
nombre déjà beaucoup trop grand de nos fonctionnaires,
en adoptant un système analogue à celui qui est en
vigueur en Belgique.

Les avantages de la réforme seraient, croyons-nous,
compensés et bien au-delà par des inconvénients multi-
ples, notamment le danger des nominations politiques.

SECTION III

Réformes proposées en Belgique

Les jurisconsultes et publicistes belges s'accordent,

nous l'avons vu, à réclamer un changement dans le mode de nomination des notaires, afin de soustraire ces derniers à l'arbitraire gouvernemental. Frappé de cet abus, un rédacteur du dictionnaire notarial belge en arrive à réclamer : « le rétablissement de la vénalité « comme en France ou bien la nomination à un concours public dirigé par un jury indépendant. » (1).

Ce n'est pas toutefois dans le rétablissement de la vénalité que l'on voit en général en Belgique le remède à la situation, et certains auteurs se prononcent nettement contre elle (2).

Il faut reconnaître que la question ne se présente pas absolument sous le même aspect qu'en France. Nous croyons avoir montré que le régime fonctionnant chez nous se recommandait par de sérieux avantages et qu'il était dans tous les cas bien préférable à celui par lequel on voudrait le remplacer. Mais en Belgique, où la vénalité n'existe pas, on comprend parfaitement qu'avant de songer à l'établir on cherche en toute liberté le meilleur mode de nomination. Les choses sont entières, il n'y a pas comme en France de situations acquises, d'habitudes séculaires à bouleverser ou à maintenir, ni de problème financier à résoudre.

Et nous avons vu à quelles difficultés énormes on se

(1) Voir *rapport Gomot*, page 12.

(2) V. Adolphe Maton : *De l'enseignement du notariat en Belgique*, pages 59 et suivantes.

Galopin, discours cité, page 18.

Van Iseghem : *L'organisation du notariat*. « Discours de rentrée » prononcé le 1^{er} octobre 1900, à la Cour d'appel de Gand, pages 20 et suivantes.

heurterait de ce dernier chef seulement en supprimant la vénalité. Une grande partie des arguments invoqués en faveur de la vénalité disparaît donc quand il s'agit non plus de la conserver mais de l'instituer.

Quoi qu'il en soit, on réclame d'abord en Belgique la suppression du droit de disposer du protocole (1). Cette faculté, nous l'avons dit, permet trop souvent la conclusion de traités secrets contraires à la loi. Or, la vénalité occulte ne doit évidemment pas être tolérée. De plus, il y a là une disposition peu logique et peu conciliable avec l'interdiction de céder la charge elle-même. M. Van Iseghem (2), met très bien en lumière les inconvénients de cette situation : « Les minutes d'un notaire décédé, « démissionnaire ou déplacé, devraient être transmises « de plein droit à son successeur. Le notaire est un « fonctionnaire public, tenu en cette qualité de garder « et de conserver les minutes des actes qu'il reçoit. Il « n'est pas le propriétaire de ces documents ; ceux-ci, « dit Favard, intéressent tous les citoyens et, sous ce « rapport, on pourrait les considérer comme une propriété publique. Le notaire n'a pas plus de droit sur « ses minutes que tout autre fonctionnaire sur ses « archives ; il les conserve non pour lui-même, mais « dans l'intérêt général.

« Il est donc peu rationnel de lui permettre ou de « permettre à sa famille d'en disposer au profit d'un « notaire autre que le successeur ; on se fait, dans bien

(1) Galopin : discours cité p. 22.

(2) Discours cité, p. 29.

« des cas, de la cession une arme contre le nouveau
« notaire. J'ajouterai que la suppression de cette faculté
« serait conciliable avec l'allocation d'une indemnité à
« fixer de commun accord ou à dires d'experts.

« Si la transmission du protocole doit être opérée gra-
« tuitement à l'avenir, une disposition transitoire pour-
« rait sauvegarder la situation des notaires actuellement
« en exercice. Ils ont payé les minutes de leur prédé-
« cesseur ou d'un autre notaire avec l'espoir de retrou-
« ver, lors de leur déplacement ou de leur retraite, ou
« de laisser à leurs héritiers une somme à peu près
« égale à celle qu'ils ont déboursée. Ceux qui seraient
« nommés sous l'empire du régime nouveau, sauraient
« qu'ils ne pourront rien réclamer du chef de la cession
« du protocole ; ils pourraient être astreints à payer à
« leurs prédécesseurs ou à sa famille un dédommage-
« ment qui serait évalué à l'amiable ou par une exper-
« tise. »

« Mais ce n'est là qu'une des faces de la question et il
« reste toujours à déterminer le mode de nomination
« des notaires. M. Maton (1) préconise le système du
concours qui est en vigueur en Espagne. Le candidat
doit être muni au préalable d'un diplôme obtenu à la
suite d'études spéciales faites à l'Université, puis il
prend part au concours qui est public et comporte des
épreuves théoriques et pratiques. Le jury se compose
d'un magistrat choisi par le tribunal de première ins-
tance, de deux professeurs de notariat ou de la Faculté

(1) Op. cité, pages 47 et suivantes.

de Droit (ou à leur défaut de deux avocats), enfin du doyen et du secrétaire du collège notarial.

Il désigne pour chaque étude vacante, trois candidats entre lesquels le Ministre de la Justice est obligé de choisir le titulaire.

Ce procédé du concours, si séduisant au premier abord, soulève cependant certaines objections. Il a fonctionné en France depuis la loi du 6 octobre 1791 jusqu'à celle du 25 ventôse, an XI. Dès cette époque on lui adressait divers reproches. Le dernier nommé du concours d'une année prime, disait-on, le premier du concours de l'année suivante, et cela est d'autant plus choquant que les candidats de cette dernière étaient peut-être dans l'ensemble beaucoup plus instruits. Mais il y a là, comme on l'a répondu, un inconvénient inhérent à tout concours et qu'il est facile d'atténuer en admettant chaque année un nombre de candidats sensiblement égal à celui qui est nécessaire pour remplir les postes vacants (1). De même, il ne semble pas qu'il faille prendre au sérieux le grief tiré de cette circonstance, que le candidat une fois reçu est dépourvu de tout motif d'émulation et cesse de travailler. En effet, si les dispositions sont bien prises, il s'écoule un temps relativement court entre l'admission et la nomination définitive, et on peut au besoin obliger le candidat à une occupation comme celle de clerc chez un notaire, par exemple, ou de suppléant d'un notaire empêché.

(1) Hug op. cité, p. 12.

On a dit aussi, l'observation a été faite par Réal et Jaubert, lors de la discussion de la loi de ventôse, que le concours favorisait les audacieux, au détriment de candidats souvent beaucoup plus capables, mais auxquels la timidité enlève une partie de leurs moyens. De plus, la chance y joue un grand rôle. Cela est vrai, mais il est impossible, en pareille matière, d'arriver à une perfection absolue et l'on ne peut nier qu'un concours soigneusement organisé, ne présente en somme de sérieuses garanties au point de vue de l'appréciation de la valeur des candidats.

Nous sommes frappés davantage de la critique suivante formulée par M. Van Iseghem (1) :

« J'ajouterai qu'en toute hypothèse, le concours ne
« peut donner que la mesure des capacités des candidats.
« Or, la rectitude du jugement, la probité, la délicatesse,
« la loyauté, la discrétion, la conduite, ne sont-elles pas
« des conditions aussi nécessaires que l'instruction et la
« pratique des affaires ? Quelle compétence peut-on
« reconnaître à un jury de concours pour apprécier ces
« qualités morales ? Le jury pourra refuser d'admettre
« les aspirants que la justice a frappés. Mais, comment
« pourra-t-il écarter ceux qui n'ont pas subi de condam-
« nation ? Comment surtout pourra-t-il désigner le rang
« des candidats en ayant égard, non seulement à leur
« mérite, mais à leur valeur morale ? Il ne me paraît
« pas possible de confier à une collectivité irresponsable
« le choix de fonctionnaires publics. La responsabilité

(1) Discours cité, page 34.

« ministérielle alors même qu'elle serait restreinte dans
« les limites fixées par les présentations des candidats,
« offrirait des garanties plus sérieuses : notre pacte
« fondamental les a jugées les meilleures pour la nomi-
« nation aux fonctions élevées de la magistrature assise. »

M. Galopin (1) exprime sensiblement le même avis :

« Demander, dit-il, l'établissement du concours,
« comme en Espagne où le gouvernement est tenu de
« nommer un des trois candidats nommés par le jury (2),
« serait chose vaine dans l'état de nos mœurs politiques.
« Aucun ministre ne consentirait à abdiquer à peu près
« complètement une prérogative aussi importante que
« celle du choix des notaires. Il faut bien dire d'ailleurs
« que le concours peut révéler les plus habiles, mais
« non les plus honnêtes et que la moralité et la probité
« sont plus nécessaires encore dans le notariat que la
« science et l'habileté. Comment écarter du concours
« les postulants d'une moralité douteuse, mais qui n'ont
« jamais subi de condamnation pénale ? Ne voit-on pas
« les immenses dangers d'une décision spéciale et
« publique du jury sur la moralité des candidats ? L'ex-
« clusion du concours deviendrait une note d'infamie
« infligée sans aucun débat contradictoire, sans aucune
« des garanties de sentences judiciaires ! »

M. Campana (3) est, au contraire, un partisan

(1) Discours cité, p. 33.

(2) *Ley y reglamento del notariado* : Gongora, éditeur, Madrid, 1888.

(3) Op. cité, pages 89 et suivantes.

convaincu du système du concours. Il est permis d'espérer, dit-il, que la substitution en Belgique du suffrage universel tempéré au suffrage censitaire, enlevant au gouvernement une partie de l'intérêt qu'il pouvait avoir à transformer les notaires en agents électoraux, le rendra moins hostile à la réforme proposée. Quant à l'objection faite par M. Galopin et touchant au fond même de la question, elle ne paraît pas décisive à M. Campana. Il rappelle d'abord, après M. Maton, que les preuves de capacité exigées des candidats constituent de fortes présomptions en faveur de leur moralité, les études sérieuses exerçant d'ordinaire une influence salutaire sur ceux qui s'y adonnent. Il ajoute que le jury en écartant les candidats de moralité douteuse, ne motivera pas sa décision, et se contentera de nommer celui qui lui semble le plus digne. Il suffit d'ailleurs de composer soigneusement le jury pour obtenir le résultat désiré, celui d'un choix éclairé à tous égards.

D'après M. Campana, il y aurait, pour toute la Belgique, un seul jury siégeant à Bruxelles. Il comprendrait des présidents des Chambres de notaires et des chefs-lieux de cour d'appel, un haut fonctionnaire de l'enregistrement, délibérant sous la présidence d'un membre de la Cour de cassation.

Les épreuves dureraient une semaine, seraient exclusivement écrites, et comporteraient une partie théorique et une partie pratique à chacune desquelles serait attribuée une valeur égale conformément à cette harmonie souhaitée par Demolombe dans sa préface célèbre du cours de Code civil.

A la différence du système espagnol, qui favorise encore les intrigues et attribue trop d'influence au gouvernement, le jury ne se bornerait pas à proposer trois candidats pour une place, mais choisirait lui-même les titulaires.

Une exception toutefois serait admise au profit des fils de notaires. Il leur suffirait de remplir les autres conditions d'aptitude imposées à tous les candidats notaires et dont nous parlerons plus loin, mais ils seraient dispensés de concours.

« Cette faveur accordée aux fils de notaires, dit « M. Campana, serait conforme à la tradition et à la « pensée des législateurs de ventôse. Grâce à elle serait « conservé aux charges notariales le caractère familial « qui a fait leur grandeur. »

Cette observation nous paraît très fondée et nous croyons du reste que, dans son ensemble, le système proposé par M. Campana offre beaucoup d'avantages et peut être admis dans un pays où la vénalité n'étant pas établie l'on n'a pas à se préoccuper des difficultés de tout ordre qu'entraînerait sa suppression.

D'autres projets de réformes ont été également mis en avant.

La Fédération des Candidats notaires de Belgique, dans une assemblée du 16 juillet 1893, a repris à son compte un système préconisé en 1848 par une Commission extraparlamentaire (1).

(1) Voici le texte complet du projet de la Fédération :

« Art. 14. — Les notaires seront nommés par le Roi, et obtiendront « de lui une commission qui énoncera le lieu fixe de la résidence.

La nomination serait faite par le Roi sur deux listes contenant chacune trois candidats et formées, l'une par le Tribunal de première instance, l'autre par la Chambre des notaires.

D'après M. Galopin (1) ce régime gênerait encore trop le gouvernement pour avoir des chances de rencontrer son approbation. D'ailleurs, les tribunaux qui n'ont aucun rapport avec les clercs de notaires ne peuvent émettre à leur égard un avis bien éclairé.

« Quant à la présentation par la Chambre des notaires, ajoute le savant professeur, elle ne nous inspire-
« rait que de la défiance : l'esprit de clocher, les cama-

« Art. 15. — Les nominations seront faites sur deux listes triples présentées l'une par le Tribunal de première instance, l'autre par la Chambre de discipline de l'arrondissement où se trouve la place à conférer.

« Les candidats portés sur une liste pourront également être portés sur l'autre.

« Les présentations seront motivées, et dans les motifs il sera tenu compte de l'ancienneté des aspirants tant au point de vue du stage que du diplôme.

« Elles seront rendues publiques au moins quinze jours avant la nomination.

« Art. 16. — Lorsqu'il y aura plusieurs places vacantes dans un même arrondissement et qu'elles seront sollicitées par de mêmes aspirants, les présentations devront être faites de telle manière que le gouvernement conserve, après chaque nomination, un choix entre au moins trois candidats.

« Art. 17. — Les requêtes aux fins de nomination seront adressées au Roi dans les quinze jours de vacances rendues publiques par la voie du *Moniteur*.

« Les nominations seront faites en suivant l'ordre des vacances et dans les trois mois de chacune d'elles.

« Art. 18. — Seront admis à postuler tous les notaires en exercice et tous les candidats-notaires réunissant les conditions prescrites par la loi. »

(1) Discours cité, page 34.

« raderies personnelles et le népotisme sont plus à craindre encore que les passions politiques. Arbitraire pour arbitraire, nous préférons celui d'un ministre qui passe à celui d'une coterie qui reste ! »

Cette dernière appréciation n'est-elle pas empreinte d'une certaine exagération ? La corporation des notaires n'est-elle pas la première intéressée à améliorer son recrutement, à éviter de s'adjoindre des membres indignes dont l'incapacité ou la malhonnêteté rejailliront sur elle. Il semble donc excessif de considérer comme nulle la garantie qui résulte de la recommandation du candidat par la Chambre des notaires. Mais cette réserve faite, nous admettons très bien que l'on préfère encore le système de M. Campana, qui laisse d'ailleurs une place à l'influence légitime des Chambres de notaires dont certains membres contribuent à former le jury de concours.

M. Galopin se rallie en définitive à un régime qui se rapprocherait de la législation applicable en Alsace-Lorraine (1). Le gouvernement choisirait librement les notaires parmi les candidats ayant non pas précisément pris part à un concours, mais subi avec succès un examen spécial purement pratique devant un jury composé de magistrats, de fonctionnaires de l'enregistrement et de notaires. Les candidats devraient en outre, bien entendu, avoir poursuivi certaines études et obtenu certains diplômes dont nous parlerons plus loin. Cette

¹ (1) Voir Franz : *Le notariat en Alsace-Lorraine*, pages 255 et suivantes. *Ann. de la Société de législation comparée*, 1880, pages 384 et suivantes.

solution nous paraît laisser trop de prépondérance au gouvernement et apporter un remède insuffisant à l'abus des nominations politiques dont on se plaint si vivement en Belgique.

Nous avons vu que les notaires belges étaient nommés à vie. On s'accorde à reconnaître qu'il est impossible de leur assigner une limite d'âge, puisqu'ils ne touchent aucun traitement de l'Etat et, par suite, aucune pension de retraite. Mais il peut arriver qu'un notaire devienne incapable d'exercer ses fonctions à la suite d'infirmités, de maladie ou simplement à raison de l'âge. En France, le droit qui appartient au titulaire de vendre sa charge suffit ordinairement dans la pratique à éviter de ce chef tout inconvénient. Le notaire est le premier intéressé à ne pas laisser diminuer entre ses mains la valeur de son étude et à résilier ses fonctions dès que ses forces le trahissent. Il est très rare de voir un notaire continuer l'exercice de sa profession jusqu'à l'extrême vieillesse. En Belgique, où la vénalité n'existe pas, l'intérêt personnel ne peut servir de remède au danger que nous signalons. Aussi certains auteurs estiment-ils que la loi devrait y pourvoir par une disposition formelle (1). Lorsqu'un notaire serait devenu pour cause physique incapable de remplir ses fonctions, il serait remplacé sur les réquisitions du ministère public et après avis motivé du tribunal.

Une procédure analogue serait employée en cas de déconfiture d'un notaire.

(1) Van Iseghem, discours cité, p. 36.

En cas d'empêchement purement temporaire à raison de maladie ou pour tout autre cas le notaire pourrait-il être remplacé par un notaire voisin choisi par la justice sur la demande de l'intéressé, de sa famille ou du ministère public. L'article 53 de la loi néerlandaise du 9 juillet 1842 contient une disposition en ce sens sur ce dernier point.

M. Thiry a consacré une monographie à cette question de la suppléance des notaires qui se pose notamment encore en temps de guerre. Il examine les diverses solutions dont elle est susceptible (1). Il écarte d'abord le système dans lequel le remplaçant est désigné par le président de la chambre des notaires ou le président du tribunal parmi les notaires voisins. Cette nomination qui nécessite un certain temps ne permet pas de pourvoir aux cas urgents, celui par exemple d'un moribond qui veut faire un testament. De plus, il peut y avoir des inconvénients à laisser un concurrent prendre connaissance des affaires d'une étude.

Pour assurer d'une façon permanente la suppléance des notaires, on pourrait constituer une catégorie de notaires suppléants qui exerceraient leurs fonctions sur n'importe quel point du territoire, et seraient choisis parmi les anciens magistrats, les anciens notaires, les clercs ayant accompli un certain temps de stage. Mais, le recrutement de ces « notaires vagabonds » ne serait pas aisé et dans la pratique ne se ferait guère qu'entre les clercs.

Dès lors, M. Thiry trouve préférable de s'en tenir à

(1) *De la suppléance des Notaires.*

une organisation imitée de la loi hongroise du 12 décembre 1874. Tout notaire empêché pourrait être remplacé par un de ses clerks, remplissant d'ailleurs les conditions voulues pour être notaire. La continuité de la suppléance est ainsi garantie et les fonctions de suppléant confiées à une personne qui est au courant des affaires de l'étude et se fera facilement accepter par la clientèle (1). Par ce moyen l'on évite les abus qui se produisent aujourd'hui en cas d'empêchement d'un notaire. L'un de ses clerks rédige l'acte puis le porte chez un autre notaire qui se borne à le signer après en avoir à peine pris connaissance. Ce procédé ne présente aucune garantie pour le public et expose éventuellement le notaire signataire à encourir une responsabilité à raison d'un acte dont il n'a pas véritablement la paternité et qui ne donne lieu pour lui à la perception d'aucun honoraire (2).

Il conviendrait du reste, d'après M. Thiry, de prendre certaines précautions. L'acte devrait mentionner la cause qui a empêché le notaire d'instrumenter en personne. Le clerk suppléant devrait aviser dans les vingt-quatre heures le procureur du roi et le président de la Chambre des notaires. Il encourrait une peine très sévère en cas d'immixtion irrégulière dans la réception des actes. Les prohibitions faites aux notaires d'instrumenter au profit de leurs parents ou alliés seraient étendues aux suppléants comme le prévoit l'article 14 de la loi prus-

(1) Voir dans le même sens Rodenbach : *Revue pratique du notariat*, 1892, pages 481 et suivantes.

(2) Voir Bruxelles, 25 juin 1884 ; Pasicrisie, 1886. — 2 — 304.

sienne du 15 juillet 1890. On attribuerait au suppléant une partie des honoraires, le quart, par exemple, ou seulement un cinquième si la suppléance durait plus de quinze jours. Enfin l'acte engagerait la responsabilité solidaire du suppléant et du suppléé, conformément à la disposition admise également par la loi prussienne.

Avec ce système, les notaires pourraient prendre régulièrement des congés dans des limites à déterminer. M. Thiry propose de permettre aux notaires de s'absenter pendant cinq jours tous les deux mois. Pour des congés plus longs n'excédant pas ou dépassant un mois, les notaires devraient obtenir l'autorisation du président de la Chambre des notaires dans le premier cas, du premier président de la Cour d'appel dans le second.

L'organisation de cette suppléance remédierait encore à un inconvénient qui se présente fréquemment en Belgique. Il s'écoule souvent un temps assez long, un an parfois, entre le décès d'un notaire et la nomination de son successeur. Le président du Tribunal pourrait en effet désigner, parmi les clerks de l'étude aptes à exercer la profession de notaire, un suppléant qui serait chargé de remplir l'intérim sous sa responsabilité et encaisserait les honoraires pour son compte. L'étude conserverait ainsi ses clients qui trouveraient également leur avantage à l'absence de toute interruption dans son fonctionnement.

Il y a là un ensemble de dispositions ingénieuses et pratiques qui nous semblent s'adapter assez bien au régime du notariat belge qui ne comporte pas la vénalité.

En France, du reste, pas plus qu'en Belgique, la question de la suppléance des notaires n'est tranchée d'une façon générale, et elle aurait besoin de l'être, ne serait-ce qu'en vue de l'éventualité d'une guerre. Une proposition de loi a été déposée à ce sujet le 21 novembre 1893 à la Chambre des députés. Elle n'a jamais à notre connaissance donné lieu à un débat. Ce serait les notaires eux-mêmes qui pourraient dès le temps de paix faire agréer leurs suppléants. C'est, en effet, le seul système compatible avec la vénalité.

Signalons cependant une innovation apportée sur un point spécial par la loi du 12 août 1902. D'après l'article 31, § 2, modifié de la loi de ventôse, « en cas de décès
« ou d'empêchement justifié du titulaire, le président
« du tribunal pourra, à la requête du procureur de la
« République ou du titulaire empêché, désigner comme
« suppléant un notaire d'un des ressorts de justice de
« paix limitrophe du même arrondissement. » Cette réforme n'a pas une portée aussi grande que son texte le ferait supposer au premier abord. Elle s'applique en effet uniquement au cas où il n'existe qu'un seul notaire par canton, comme la loi le permet aujourd'hui par une modification sur laquelle nous reviendrons dans un autre chapitre. Le rapport de M. Guérin au Sénat est formel en ce sens. Le président du Tribunal peut du reste choisir comme suppléant, non seulement un notaire de canton, mais un notaire résidant au chef-lieu de l'arrondissement, car sa compétence s'étend à tout l'arrondissement et il est justiciable de la même Chambre de discipline que le notaire remplacé (1).

(1) En ce sens Defrénois : *Commentaire pratique de la loi du 12 août 1902 sur la réforme du notariat*, p. 51.

CHAPITRE II

Des conditions nécessaires pour être notaire en Belgique

SECTION I

Généralités

Pour être notaire en Belgique, comme en France, il faut d'abord remplir les conditions prévues par l'article 35 de la loi de ventôse, c'est-à-dire être citoyen belge, avoir satisfait aux lois sur la conscription militaire, être âgé de vingt-cinq ans accomplis, et justifier d'un certain stage.

Nous donnerons quelque développement sur ce dernier point.

Certaines professions sont incompatibles avec celle de notaire. Telles sont les fonctions de l'ordre judiciaire, sauf celles de juge suppléant (art. 175 et 178 de la loi du 18 juin 1869), celles de gouverneur, député permanent, greffier provincial et commissaire d'arrondissement (articles 140 de la loi du 30 avril 1836 et 28 de la

loi du 22 avril 1898, celles d'avoué, huissier, receveur des impôts, commissaire de police (art. 7 de la loi de ventôse). Il en est de même de la profession d'avocat (décret du 14 décembre 1810, art. 18). L'exercice du commerce n'est pas interdit au notaire par la législation belge. On s'accorde à réclamer à cet égard une modification (1).

L'article 65 de la loi du 15 juillet 1849 a abrogé les articles 43 et 44 de la loi de ventôse qui exigeaient un certificat de capacité et de moralité délivré par la Chambre des notaires.

En France, depuis la loi du 12 août 1902, la Chambre de discipline ne donne plus à cet égard qu'un simple avis.

Les notaires français sont astreints à fournir un cautionnement, conformément aux dispositions établies par les articles 33 et 34 de la loi de ventôse. D'après ces textes, les notaires exercent sans patente. La loi du 11 février 1816 a compris les notaires parmi les fonctionnaires assujettis à la patente ; un arrêté royal du 19 juin 1816 en a tiré cette conséquence qu'ils étaient désormais dispensés de cautionnement. La justesse de cette déduction est fort contestable. De plus, au moment où est intervenu cet arrêté, le roi Guillaume n'était pas investi du pouvoir législatif transféré aux Etats généraux. Aussi, les jurisconsultes belges déclarent-ils en général que l'obligation du cautionnement existe toujours en

(1) Galopin, page 343.

théorie, mais dans la pratique, aucun cautionnement n'est exigé (1).

Les avis sont partagés sur la question de savoir s'il conviendrait de remettre en vigueur la règle posée par la loi de ventôse. M. Van Iseghem estime que la garantie qui en résulte est le plus souvent illusoire et de nature à présenter des inconvénients. Pour la rendre efficace, il faudrait élever à une somme considérable le montant du dépôt. A chaque déconfiture notariale, le déficit dépasse de beaucoup le chiffre du cautionnement que l'on pourrait fixer. L'obligation de fournir ce dernier a donc pour unique conséquence d'écarter de la profession de notaire des candidats, pleins de mérite peut-être, mais dépourvus de fortune. A cette dernière objection, M. Vermersch répond que l'intérêt public doit primer l'intérêt particulier.

Toutes les administrations imposent un cautionnement à leurs comptables, bien que ces derniers aient entre les mains des sommes souvent bien inférieures à celles dont les notaires peuvent être dépositaires. Les sommes prévues par la loi de ventôse, et même les sommes actuellement exigées en France, paraissent d'ailleurs à M. Vermersch absolument insuffisantes ; d'après lui, le minimum pour les études de troisième classe ne devrait pas descendre au-dessous de 5.000 francs. Le dépôt en argent pourrait être remplacé par

(1) Galopin, page 33.

Schicks, page 105.

Van Iseghem, page 37.

Vermersch : *La réforme du notariat*, page 20.

une garantie hypothécaire, de façon à faciliter l'accès de la profession à ceux qui ne disposent pas de sommes liquides. Ce sont surtout les petits capitalistes qui confient leurs fonds aux notaires et ils seraient, pense M. Vermersch, suffisamment protégés par la réforme qu'il préconise (1).

Quoi qu'il en soit, les notaires belges, à la différence des notaires français, ne versent aucun cautionnement.

Mais ce n'est point là la principale différence existant entre le régime appliqué respectivement dans les deux pays. En France, aucun diplôme, ni général ni spécial n'est exigé pour l'exercice de la profession de notaire, mais la loi du 12 août 1902 a exigé un examen de premier clerc et un examen professionnel. En Belgique, au contraire, il n'existe pas d'examen de premier clerc ni d'examen professionnel, mais il est nécessaire d'avoir obtenu le diplôme de candidat notaire.

En outre, l'enseignement notarial n'est pas organisé sur les mêmes bases en France et en Belgique.

Nous traiterons en détail ces différentes questions après avoir parlé du stage.

(1) M. Hug (Projet de réforme du notariat, page 47 et suivantes) examinant la question au point de vue du notariat français, a proposé la création d'une caisse de cautionnement par arrondissement. En cas d'insuffisance de l'actif d'un notaire, la somme nécessaire serait complétée pour moitié par les revenus de la caisse de l'arrondissement et pour l'autre moitié par les revenus des caisses de toute la France.

SECTION II

Du stage

§ I. — *Réglementation du stage en Belgique d'après la loi de ventôse.*

En France, le stage a été réglementé de nouveau par la loi du 12 août 1902, qui modifie sur un certain nombre de points les articles 36 à 42 de la loi de ventôse. Ces derniers, au contraire, sont encore en vigueur en Belgique ; il y a lieu d'en rappeler les dispositions :

Art. 36. — « Le temps de travail au stage sera, sauf
« les exceptions ci-après, de six années entières et non
« interrompues, dont une des deux dernières au moins
« en qualité de premier clerc chez un notaire d'une
« classe égale à celle où se trouvera la place à remplir. »

Les six années doivent donc être ininterrompues. Mais, d'après la pratique administrative, le stage peut-être suspendu et repris ensuite, de telle sorte que les années courues avant la suspension comptent pour la durée totale. La suspension est admise lorsque le clerc prépare dans l'intervalle des examens universitaires ou se livre à des occupations qui ne s'éloignent pas trop du notariat (1). Le stage peut du reste se placer avant ou après les études universitaires et commencer à un âge quelconque.

Il n'est pas nécessaire, suivant nous, que le temps du

(1) V. Galopin, page 18.

stage soit accompli en entier dans une étude d'une classe au moins égale à celle du poste sollicité. L'article 36 en effet n'impose cette exigence que pour l'année de première cléricature. Il y a là sans doute un défaut d'harmonie dans la loi, les articles suivants envisagent toujours pour la réduction du stage la classe de l'étude dans laquelle il a été effectué en son entier. Mais le texte nous paraît trop formel pour comporter une autre interprétation (1).

La durée du stage est susceptible d'être réduite dans les cas suivants :

Art. 37. — « Le temps de travail pourra n'être que de « quatre années, lorsqu'il en aura été employé trois « dans l'étude d'un notaire d'une classe supérieure à la « place qui devra être remplie, et lorsque pendant la « quatrième l'aspirant aura travaillé en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe supérieure ou « égale à celle où se trouvera la place pour laquelle il se « présentera ».

Art. 39. — « L'aspirant qui aura travaillé pendant « quatre ans sans interruption chez un notaire de première ou de seconde classe et qui aura été pendant « deux ans au moins défenseur ou avoué près d'un tribunal civil, pourra être admis dans une des classes où il « aura fait son stage, pourvu que pendant l'une des « deux dernières années de son stage, il ait travaillé, en « qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe « égale où se trouvera la place à remplir. »

(1) En sens contraire Galopin, page 19.

Art. 40. — « Le temps de travail exigé par les articles
« précédents devra être d'un tiers en sus toutes les fois
« que l'aspirant, ayant travaillé chez un notaire d'une
« classe inférieure, se présentera pour remplir une place
« d'une classe immédiatement supérieure. »

Art. 41. — « Pour être admis à exercer dans la troi-
« sième classe de notaire, il suffira que l'aspirant ait
« travaillé pendant trois années chez un notaire de pre-
« mière ou seconde classe, ou qu'il ait exercé comme
« défenseur ou avoué, pendant l'espace de deux années
« auprès du tribunal d'appel ou de première instance,
« et qu'en outre il ait travaillé pendant un an chez un
« notaire. »

Un auteur (1) enseigne que le travail d'une durée quel-
conque, dans une étude de première ou de deuxième
classe, compte double au point de vue de l'admission à
la troisième. Cela résulterait de la combinaison des
articles 36 et 41. De même que trois ans suffisent au lieu
de six dans l'hypothèse envisagée, soit une réduction
de moitié, deux années de travail dans une des deux
premières classes donneraient droit à une réduction du
tiers, et ainsi de suite. Mais cette opinion nous semble
devoir être écartée. L'article 36 pose le principe et tous
les articles suivants y compris l'article 41, revêtent un
caractère exceptionnel qui interdit d'en étendre les dis-
positions (2).

L'article 40 permet à l'aspirant d'obtenir une étude
d'une classe immédiatement supérieure à celle dans

(1) Schicks : *Revue pratique*, 1901, page 65.

(2) Galopin, page 21.

laquelle il a travaillé. Mais le temps de travail est alors prolongé d'un tiers, et comme la loi ne distingue pas, cette exigence s'applique à la période de première cléricature comme aux autres années du stage. Lorsque le stage a été accompli pour partie seulement dans une étude d'une classe inférieure, la prolongation indispensable porte uniquement sur cette partie.

Enfin le stage est parfois entièrement supprimé ainsi que le permet l'article 42 ainsi conçu :

« Le gouvernement pourra dispenser de la justification du temps d'étude les individus qui auront exercé des fonctions administratives ou judiciaires. »

La loi de ventôse ne contient aucune disposition relative à la preuve du stage. Deux circulaires ministérielles du 22 décembre 1846 et du 3 février 1847 ont réglementé cette matière. Les notaires doivent adresser dans la première quinzaine de janvier, à la Chambre de leur arrondissement, un tableau des clercs attachés à leur étude, ils doivent également lui faire connaître aussitôt les mutations qui se produisent dans leur personnel. Ces tableaux sont envoyés par la Chambre du procureur du roi, qui en transmet à son tour le relevé au Ministre de la justice avec ses observations s'il y a lieu.

Ajoutons qu'aux termes de l'article 38 de la loi de ventôse :

« Le notaire déjà reçu, et exerçant depuis un an dans une classe inférieure, sera dispensé de toute justification de stage pour être admis à une place de notaire vacante dans une classe immédiatement supérieure. »

La dispense n'existe donc qu'au profit du notaire qui

veut passer à la classe immédiatement supérieure, mais rien n'empêche le notaire de troisième classe d'en user deux fois et d'obtenir une étude de première classe sans justification de stage, après avoir exercé pendant un an dans la seconde.

§ II. — *Critique du système belge
et projets de réforme.*

Si les dispositions de la loi de ventôse étaient appliquées, si le stage était sérieux, les aspirants au notariat présenteraient, au moins au point de vue des connaissances pratiques, certaines garanties de capacité. Et c'est ce qui a lieu en France où le stage est presque toujours effectif, d'autant plus que la nécessité de payer pour une étude un prix parfois élevé recule l'âge auquel les candidats sont en mesure de traiter et accroît l'intérêt qu'ils ont à acquérir de l'expérience. Par contre, on ne s'est point préoccupé suffisamment de s'assurer de leur instruction théorique.

En Belgique, la situation est absolument renversée.

La loi du 15 juillet 1849, sur laquelle nous reviendrons, a institué le diplôme de candidat-notaire, qui s'obtient à la suite d'un examen portant sur des études purement théoriques. Elle a en même temps retiré aux chambres de discipline le pouvoir de délivrer les certificats de capacité. Depuis cette époque, le stage ne s'accomplit plus d'une façon réelle et a perdu toute efficacité ; les candidats sont nommés sur le vu de certificats de com-

plaisance. Tous les auteurs belges s'accordent à constater le mal et à le déplorer :

« Avant l'établissement des grades académiques, dit
« M. Adolphe Maton (1), l'aspirant au notariat, était
« forcé de travailler.

« Alors on ne formait pas de notaires à l'Université :
« c'était dans une étude de notaire que l'aspirant se ren-
« dait pour acquérir, au contact des affaires, les connais-
« sances théoriques et pratiques qui sont indispensables
« pour exercer la profession avec sécurité. On étudiait
« la théorie et la pratique en même temps : c'était la pra-
« tique, donc le travail réel, qui se chargeait de la partie
« théorique et qui initiait l'élève à la combinaison si diffi-
« cile des divers éléments que le notaire met journalle-
« ment en œuvre. »

Mais aujourd'hui, le stage est purement fictif, comme l'ont constaté à maintes reprises les publicistes, les membres du Parlement, les notaires et les chambres de discipline. La Fédération des candidats notaires de Belgique s'en est plainte à son tour.

« Il suffit, dit M. Campana (2), de traverser la Bel-
« gique pour s'assurer que ces constatations sont
« exactes et n'ont rien d'exagéré.

« Quelques aspirants au notariat se rendent bien de
« temps en temps à l'étude, notamment à Bruxelles ;
« mais ce n'est généralement qu'à des intervalles irrè-
« guliers qu'ils y font une apparition. Comme il est

(1) *Dictionnaire de la pratique notariale belge*.

(2) Page 45. Voir aussi Vermersch, page 17 ; — Van Iseghem, page 23 ; — *Discours de M. Galopin*, page 33.

« impossible de compter sur eux, on ne leur donne le
« plus souvent que des copies à faire, besogne rebutante
« et infructueuse dont ils ne tardent pas à être las.

« Aussi, la plupart s'abstiennent-ils de venir à l'étude
« et, comme le travail doit cependant être fait, comme
« le notaire ne peut pas se passer de collaborateurs, il
« a à son service, notamment dans les Flandres, des
« employés salariés, désignés sous le nom de commis,
« qui, non seulement font les courses et les expéditions,
« mais encore rédigent les minutes des actes cou-
« rants, de telle sorte que le vrai stage est accompli par
« les commis, c'est-à-dire par ceux qui jamais ne seront
« notaires, puisqu'ils n'ont point fait et ne feront ja-
« mais les études nécessaires pour l'obtention du grade
« de candidat-notaire.

« Quant aux stagiaires, ils se contentent trop souvent
« de paraître deux fois à l'étude : une fois pour deman-
« der d'être inscrits sur le tableau des clerks, et une
« autre fois pour retirer le certificat constatant que leur
« inscription a été maintenue pendant la durée prescrite
« par la loi de ventôse pour l'accomplissement du
« stage.

« L'étude n'étant point encombrée par la présence
« des stagiaires, le notaire admet à l'inscription sans
« difficulté tous ceux qui se présentent. Aussi, dans cer-
« taines études, le nombre des stagiaires inscrits atteint-
« il des chiffres fantastiques.

« On comprend maintenant que, dans la séance du
« 19 novembre 1889, M. Raepsaet ait pu dire à la
« Chambre des représentants, sans trouver de contra-

« dicteur : « De l'aveu de tous, le stage est aujourd'hui
« devenu illusoire et la confiance du législateur de l'an
« XI est singulièrement trompée. »

Les travaux préparatoires de la loi de ventôse témoignent, en effet, de l'importance que ses auteurs attachaient justement au stage. Lui seul est capable de donner au futur notaire l'expérience indispensable à l'exercice de sa profession et que la science du droit, si parfaite qu'on la suppose, ne peut à elle seule remplacer. L'enseignement pratique distribué à l'Université et dont nous étudierons plus loin l'organisation est lui-même insuffisant. C'est « une application en quelque
« sorte théorique. La vraie pratique ne s'apprend que
« dans l'étude du notaire, lorsque le clerc, aux prises
« avec les difficultés réelles, s'initie à la technique des
« fonctions notariales. » (1).

Le régime belge relativement au stage est donc très inférieur au système français et appelle sans aucun doute une réforme. M. Van Iseghem estime que le stage devrait commencer seulement après la délivrance du diplôme de candidat-notaire, il serait de quatre ans et réduit à deux ans pour les docteurs en droit (le grade de docteur en Belgique correspond à la licence française). La loi organiserait un contrôle afin de rendre le stage effectif et d'éviter les certificats de complaisance. Un examen professionnel serait passé à la fin du stage devant un jury composé de magistrats, de notaires,

(1) Van Iseghem, page 23. Cf: « Discours de M. Wœste », *Annales parlementaires*; « Chambre des représentants », session 1889-90, page 1044.

d'avocats et d'un délégué de l'administration de l'enregistrement (1). Le gouvernement n'aurait plus la faculté de dispenser du stage des fonctionnaires de l'ordre administratif. Les magistrats, avocats ou avoués seraient dispensés seulement de l'examen universitaire et d'une partie du stage, mais auraient toujours l'obligation de subir l'examen professionnel.

Enfin, les distinctions établies entre les différentes classes de notaires devraient disparaître, la direction d'une étude de campagne n'étant pas nécessairement moins difficile que celle d'une étude de grande ville et parfois même l'étant davantage à raison de l'ignorance de la clientèle.

M. Vermersch pense également que le stage doit être interdit avant la fin des études. A cette condition seulement il peut être profitable. Le clerc ignorant les principes du droit en est réduit pendant longtemps à une besogne machinale de copiste. Par contre, la durée du stage ainsi compris et succédant à des études théoriques pourrait être réduite. Mais le point le plus important consisterait à assurer la réalité du stage par un contrôle sérieux et surtout par l'établissement d'un examen professionnel. Pour toutes les carrières libérales, notamment pour la médecine, on exige la justification de connaissances pratiques ; on peut d'autant moins faire exception à l'égard des notaires que leur profession n'est pas soumise à la libre concurrence.

(1) M. Schicks (cours autographié, page 3), préconise également l'établissement d'un examen professionnel.

Monsieur Campana demande, lui aussi, que le stage soit commencé par l'étudiant seulement après sa sortie de l'université ; il devrait être pourvu du diplôme de docteur en droit. Quatre années de stage avec assiduité constatée seraient suffisantes. Les dispenses prévues par la loi de ventôse au profit des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire seraient supprimées. Le programme des travaux à l'Université comporte du reste, dans la pensée de M. Campana, un enseignement d'application joint à l'enseignement théorique, nous reviendrons sur ce point. Mais le savant auteur désire en outre que, pendant la durée du stage, le clerc soit astreint à suivre des cours de pratique notariale organisés par les chambres de discipline. A la fin de chaque année, il passerait un examen de difficulté croissante, exclusivement pratique, comprenant une partie écrite et une partie orale. Le jury, siégeant au chef-lieu de la Cour d'appel, se composerait de magistrats, de fonctionnaires de l'enregistrement et de trois notaires délégués par les chambres du ressort. Les notaires enverraient à ce jury des notes relatives aux clercs travaillant dans leur étude. C'est seulement après avoir subi l'examen avec succès que les candidats seraient admis dans l'année subséquente de cléricature ; la quatrième, une fois passée, ils recevraient le titre de candidat-notaire et seraient aptes aux fonctions notariales.

§ III. — *Réforme consacrée en France par la loi
du 12 août 1902*

Telles sont en résumé les principales réformes récla-

mées en cette matière du stage par les jurisconsultes qui se sont préoccupés du notariat belge.

Il nous semble intéressant d'en rapprocher les innovations apportées par la loi française du 12 août 1902 au régime de la loi de ventôse.

La durée du stage reste, d'après le nouvel article 36, fixée en principe à six années ininterrompues. Mais ce chiffre ne varie plus selon la classe de l'étude à laquelle il s'agit de désigner un titulaire. Une grande simplification est ainsi apportée à la réglementation du stage, elle est d'autant plus heureuse que la distinction entre les classes n'avait pas vraiment de raison d'être, les notaires de troisième classe étant plus isolés, leurs clients ayant plus besoin de conseils, et les affaires traitées par eux étant souvent aussi importantes que celles de leurs collègues des autres classes.

Deux années et non plus une seule comme autrefois, doivent avoir été accomplies en qualité de premier clerc et l'une d'elle dans un office d'une classe au moins égale à celle de l'office dont le titulaire sera à remplacer. Cette dernière disposition apparaît comme un souvenir de l'ancienne division des classes et cadre mal avec l'ensemble des modifications adoptées. Il n'est pas nécessaires du reste que les deux années de première cléricature soient les dernières du stage, elles peuvent ne pas se suivre et même être faites en plusieurs fois (1).

Le temps du stage est réduit à quatre années, dont une au moins en qualité de premier clerc, si le candi-

(1) Defrénois : *Commentaire pratique de la loi du 12 août 1902*.

dat justifie du diplôme de docteur ou de licencié en droit, ou du certificat d'élève diplômé d'une école de notariat reconnue par l'Etat. Nous aurons occasion de revenir sur ces écoles et l'organisation de leur enseignement. L'année de première cléricature peut dans cette hypothèse encore ne pas être la dernière du stage ; et la loi n'exige pas qu'elle soit accomplie dans une étude d'une classe égale à celle que vise le candidat (1).

« Les membres des tribunaux civils ou des cours,
« porte le nouvel article 37, ayant au moins deux ans de
« fonctions, les avoués et les avocats ayant au moins
« deux ans d'inscription au tableau, les receveurs et les
« agents supérieurs de l'enregistrement, les greffiers en
« chef des cours et tribunaux civils, licenciés en droit,
« ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au
« moins, peuvent être admis aux fonctions de notaire
« en vertu d'une dispense expresse du Garde des Sceaux,
« en justifiant d'une année de stage dans une étude de
« notaire d'une classe égale à celle à laquelle aspire le
« candidat et après avoir subi avec succès l'examen pres-
« crit par les articles 42 et 43 ci-après. »

Ici encore la loi nouvelle n'a pas cru devoir, on ne voit pas bien pour quel motif, échapper complètement au principe suranné de la division des classes.

« Le notaire en exercice n'a besoin d'aucune nou-
« velle justification pour être admis à une place de
« notaire vacante, même dans une classe supérieure à
« celle à laquelle il appartient. » (Art. 38 nouveau).

(1) Defrénois, page 53.

« Nul ne peut être admis à l'inscription de stage, s'il
« ne justifie qu'il est âgé de dix-sept ans accomplis et
« s'il ne produit un certificat de bonnes vie et mœurs. »
(Art. 39 nouveau).

Les innovations les plus importantes de la loi du 12 août 1902 concernent l'avancement de grade, l'examen de premier clerc et l'examen professionnel.

Désormais, d'après l'article 40 : « L'aspirant au notariat n'obtiendra un avancement de grade que sur la
« production d'un certificat délivré par le notaire chez
« lequel il travaillera. Ce certificat renfermera des renseignements précis et détaillés sur les aptitudes, la
« capacité et la moralité de l'aspirant. Si la mutation
« de grade s'effectue dans un autre arrondissement que
« celui où l'aspirant était déjà inscrit, celui-ci devra
« joindre au certificat ci-dessus un certificat de capacité
« et de moralité délivré par la Chambre de discipline
« dans le ressort de laquelle il travaillait. »

« Aucun aspirant au notariat ne pourra être admis à
« prendre l'inscription de premier clerc s'il n'a préalablement subi avec succès, devant la Chambre dans le
« ressort de laquelle il travaille, un examen après lequel
« il sera déclaré apte à ces fonctions. L'examen comprendra une épreuve écrite et une épreuve orale. La
« délibération motivée qui sera prise par la Chambre
« visera : la capacité et la moralité du candidat. » (Article 41 nouveau.)

On avait proposé d'ajouter qu'une copie de cette délibération serait délivrée à l'aspirant. Mais cette mesure ne fut pas adoptée afin d'éviter le danger de voir

le bénéficiaire « se prévaloir de son aptitude aux fonctions de premier clerc pour créer une agence d'affaires souvent à côté de l'étude dans laquelle il a travaillé. » (1).

Enfin les articles 42 et 43 nouveaux obligent l'aspirant notaire à passer avant tout traité un examen dont ils réglementent la forme.

Article 42 : « L'aspirant qui voudra être investi des fonctions de notaire produira avec le diplôme d'aptitude, un avis de la Chambre de discipline du ressort dans lequel il se propose d'exercer et un certificat de chaque Chambre dans le ressort de laquelle il aura travaillé, constatant la durée de son stage et sa moralité.

« Aucun aspirant ne sera admis aux fonctions de notaire s'il ne justifie avoir subi avec succès un examen professionnel.

« Cet examen comprendra deux épreuves, l'une écrite, dans laquelle l'aspirant rédigera au moins deux formules d'actes ; l'autre orale, qui portera sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à l'exercice du notariat.

« Les épreuves orales seront subies publiquement. L'examen sera passé au chef-lieu du département dans lequel l'aspirant sera au stage, devant une commission spéciale réunie, sur la convocation du prési-

(1) Rapport de M. Guérin au Sénat, cité par Defrénois, page 61.
Voir ibid, pages 78-81, circulaire du Ministre de la Justice du 16 août 1902 concernant l'application de la loi du 12 août.

« dent de la Chambre des notaires du chef-lieu compo-
« sée de cinq membres au moins, et comprenant :

« Le président ou le syndic de la Chambre des notai-
« res du chef-lieu du département, qui en aura la pré-
« sidence ; un ou plusieurs notaires délégués par cha-
« cune des Chambres du département ;

« Et un agent supérieur de l'Enregistrement désigné
« par la direction. »

Art. 43 : « L'examen devra être passé avant tout
« traité de cession d'office ; mais le diplôme d'aptitude
« ne sera délivré par le secrétariat de la Chambre
« dépositaire du rapport de la Commission d'examen
« qu'au moment de la confection, par le parquet, du
« dossier de présentation du candidat.

« A Paris, la Chambre des notaires fera fonction de
« Commission spéciale ; il lui sera adjoint un agent
« supérieur de l'Enregistrement désigné par le direc-
« teur.

« Il en sera de même dans les départements où il
« n'existerait qu'une seule Chambre de notaire.

« Tout candidat dont l'insuffisance aura été constatée
« dans l'une et l'autre des deux épreuves sera ajourné
« et ne pourra subir un nouvel examen avant le délai
« d'un an. »

Déjà, sous le régime de la loi de ventôse, l'usage s'était
établi de ne délivrer le certificat de capacité et de mora-
lité exigé par elle qu'après un examen subi par le can-
didat. Mais cet examen n'offrait aucune garantie ; il était
passé après le traité d'acquisition et devant les futurs
confrères du candidat. Ceux-ci pouvaient être soup-

çonnés d'indulgence excessive à raison du désir qu'ils devaient naturellement avoir de sanctionner le choix du précédent titulaire et de confirmer une situation pour ainsi dire acquise. Un autre motif moins légitime, celui d'accueillir un concurrent peu dangereux pouvait aussi parfois paraître les guider. Les dispositions nouvelles remédient d'une façon fort heureuse à ces inconvénients. Du reste, dans son ensemble, la loi de 1902 a réalisé dans le régime du notariat français de notables améliorations et effectué des réformes sensiblement analogues à celles que les auteurs cités plus haut voudraient voir adopter en Belgique.

Le système français présente donc, au point de vue des connaissances pratiques exigées des futurs notaires et de la justification de celles-ci, des avantages incontestables sur le système belge.

Nous allons maintenant examiner la situation existant dans les deux pays à l'égard de l'instruction théorique.

SECTION III

Du grade de Candidat-Notaire.

§ I. — *Précédents, travaux préparatoires et texte de la loi du 10 avril 1890.*

Pendant longtemps, aussi bien en Belgique qu'en France le législateur a négligé d'exiger des futurs notaires une instruction théorique appropriée à l'exercice

de leur profession. La loi de ventôse prescrivait bien la délivrance par les chambres de discipline d'un certificat de capacité et l'usage s'était établi de faire subir au préalable un examen au candidat. Mais cet examen, dont nous avons constaté le caractère illusoire en France avant la loi du 12 août 1902, ne présentait pas en Belgique plus de garanties. C'était une simple formalité, les questions posées étaient absolument élémentaires (1). Le gouvernement belge, désirant exercer sur la nomination des notaires une influence plus grande encore, en arriva même, comme nous l'avons déjà fait observer, à se passer entièrement de l'avis des chambres de discipline.

En 1846, M. d'Anethan proposa à la Chambre des représentants la création d'un véritable examen de capacité. Ce projet n'aboutit pas. Mais la discussion fut reprise sur ce point à l'occasion de la réforme de l'enseignement supérieur. La loi du 13 juillet 1849 abrogea les articles 43 et 44 de la loi de ventôse relatifs au certificat de capacité et de moralité, mais par contre elle institua le grade de candidat-notaire et organisa l'enseignement notarial dans les universités de l'Etat.

D'après l'article 65 de cette loi : « Nul ne peut être « nommé notaire si, indépendamment des autres conditions requises, il n'a subi devant un jury spécial un « examen sur le Code civil, les lois organiques du notariat et les lois financières qui s'y rattachent ainsi que « sur la rédaction des actes ».

Voir *Belgique judiciaire*, 1846, page 210.

Le principe ainsi posé subsiste encore, mais diverses modifications ont été apportées successivement dans son application. D'après la loi du premier mai 1857, pour être admis à passer l'examen de candidat-notaire, il fallait produire un certificat d'humanités complètes. La loi du 27 mars 1861 exigea en outre un examen préalable analogue à celui de gradué en lettres. La loi du 20 mai 1876 supprima la graduation en lettres et le certificat d'humanités. « Sous le régime de cette malheureuse « loi, dit M. Galopin (1), les cours de la candidature « en notariat furent encombrés d'adolescents qui avaient « quitté l'athénée ou le collège, dès la 3^{me} ou la 4^{me} « latine, ou qui n'avaient fait que quelques études professionnelles. Ils devinrent aussi le refuge des élèves « rebutés aux examens par les facultés de philosophie ou « des sciences. C'est alors que le professeur exilé dans « un cours de notariat pouvait se remémorer le fameux « vers d'Ovide :

« Barbarus hic ego sum, quia non intelligor ulli ».

Cette fâcheuse situation se prolongea jusqu'à la loi du 10 avril 1890 qui est encore en vigueur. Le projet (2) déposé le 10 décembre 1886 par M. Thonissen, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique comportait quatre innovations. Il rétablissait la nécessité de justifier d'études littéraires ; les études notariales devaient durer trois ans au lieu de deux et comprenaient

(1) Discours cité, page 26.

(2) Voir, sur les travaux préparatoires de la loi du 10 avril 1890, Campana, pages 2 et suivantes.

certaines matières nouvelles. Mais l'épreuve pratique de rédaction d'actes, instituée par les lois antérieures, était supprimée afin de maintenir à l'enseignement notarial le caractère purement théorique qu'il avait par ailleurs et qu'il devait exclusivement conserver. Cette dernière proposition suscita de vives critiques et de nombreuses pétitions émanées des chambres de notaires, demandèrent le rétablissement de l'épreuve pratique.

La même thèse fut soutenue avec beaucoup de force par divers orateurs lors de la discussion de la loi. On objectait que la rédaction des actes n'est pas du domaine de l'enseignement supérieur.

« Mais qui donc a décidé, répondit M. Raepsaet à la « Chambre des représentants, qui surtout a démontré « que la rédaction des actes — disons mieux : la prati- « que notariale — n'est pas du domaine de l'enseigne- « ment supérieur. »

Et M. Raepsaet faisait valoir ensuite que le stage, tel qu'il est effectué en Belgique, ne peut suppléer à l'absence de toute instruction pratique donnée à l'Université. Du reste, d'après l'orateur, le stage même, s'il était plus sérieux, ne pourrait avoir une efficacité complète, car il apprend seulement « l'exécution matérielle, « mécanique des travaux de l'étude, la manutention en « un mot. »

M. Wæste préconisa également le rétablissement de l'épreuve pratique, mais émit l'opinion que la partie théorique de l'enseignement universitaire était de beaucoup la plus importante, l'art de l'application devant s'acquérir surtout par le stage. « Une chose me paraît

« évidente, dit-il : c'est que les cours de notariat sont
« principalement des cours théoriques. Sans doute ces
« cours comprennent une partie pratique..., mais il n'en
« est pas moins vrai que le côté théorique des cours
« domine le côté pratique.

« Le texte même qui nous est soumis le prouve. Il
« renferme neuf branches théoriques ; la dixième seule
« est une branche pratique.

« Comment contester d'autre part que pour pouvoir
« s'initier à l'application d'une matière, il faut d'abord
« posséder très bien cette matière, il faut commencer
« par apprendre la théorie ; et qui méconnaîtra que celle-
« ci absorbera une grande partie de l'année scolaire ?

« Je reconnais parfaitement qu'il faudra enseigner aux
« jeunes gens qui se destinent au notariat l'application
« des matières étudiées... mais, je maintiens que cette
« application ne constituera que la partie la moins im-
« portante du cours.

« Je n'admets pas non plus avec l'honorable M.
« Raepsaet que j'aurais eu tort de prétendre que l'ap-
« plication devait surtout s'apprendre pendant le stage
« notarial.

« L'application qu'on enseignera aux universités,
« qu'on me pardonne cette expression en apparence
« contradictoire, sera une application.... théorique. La
« vraie application continuera à s'apprendre pendant le
« stage ; c'est celle qui met le candidat-notaire aux prises
« avec les dossiers et en rapport avec les clients ; c'est
« dans l'étude des dossiers, c'est dans les relations avec

« la clientèle que le candidat-notaire achève de se
« former (1) ».

Voici en définitive les dispositions adoptées par la loi
du 10 avril 1890.

D'après les articles 5 et suivants : « Nul n'est admis à
« l'examen de candidat-notaire s'il ne justifie par certifi-
« cat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités de six
« années, au moins, y compris la rhétorique...

« Ce certificat devra constater en outre que l'élève est
« jugé apte à suivre avec fruit les cours de l'enseigne-
« ment supérieur...

« Les certificats sont examinés par un jury institué par
« arrêté royal.

« A défaut de certificat admis par le jury, le récipien-
« daire doit justifier qu'il a subi une épreuve prépara-
« toire qui comprend :

« 1° Les principes de la rhétorique ;

« 2° La traduction en français ou en flamand d'un au-
« teur latin emprunté au programme de la rhétorique ;

« 3° La traduction d'un auteur flamand, allemand ou
anglais, au choix du récipiendaire ;

« 4° Une composition française, allemande ou fla-
« mande, au choix du récipiendaire ;

« 5° L'arithmétique ;

« 6° L'algèbre élémentaire, y compris la théorie des
« progressions et des logarithmes ;

« 7° La géométrie plane et les éléments de la géomé-
« trie des trois dimensions ;

(1) *Annales parlementaires*. « Chambre des représentants », séance du
1^{er} avril 1890, page 1044.

- « 8° La géographie ;
- « 9° L'histoire de la Belgique ;
- « 10° Les faits principaux de l'histoire ancienne, de l'histoire du moyen-âge et de l'histoire moderne.

« ... Le gouvernement aura également le droit de décider que l'épreuve comprend une traduction du grec en français ou en flamand. »

Les conditions préalables d'admissibilité étant ainsi réglées, l'article 17 fixe de la manière suivante le programme de l'examen de candidat-notaire :

« L'examen pour le grade de candidat-notaire comprend :

« 1° Les notions de la philosophie morale et le droit naturel ;

« 2° L'encyclopédie du droit ;

« 3° L'introduction historique au droit civil ;

« 4° Les éléments du droit international privé ;

« 5° Les lois particulières qui régissent la capacité et les biens des établissements publics, la législation sur les aliénés, les dispositions des règlements sur la dette publique, les règlements sur la caisse des dépôts et consignations ;

« 6° Les lois de procédure civile relatives à l'ouverture des successions, à l'exécution forcée des jugements et des actes, aux saisies arrêts, aux saisies exécutions, à la saisie des fruits pendants par racine, à la distribution par contribution, à la saisie immobilière, à l'ordre et à la saisie des rentes ;

« 7° Le droit civil (Code civil en entier) ;

« 8° Les éléments de droit commercial ;

« 9° Les lois organiques du notariat et les lois fiscales
« qui s'y rattachent (droits d'enregistrement, de succes-
« sion, de timbre et d'hypothèque) ;

« 10° L'application des matières comprises sous les
« n^{os} 4 à 9 du présent article et la rédaction d'actes sur
« ces matières.

« Chaque épreuve de l'examen de candidat-notaire
« comprendra la solution de cas d'application et la rédac-
« tion d'actes notariés.

« Les actes seront rédigés, au choix des récipiendaires,
« soit en langue française, soit en langue flamande, soit
« dans les deux langues.

« Les récipiendaires sont, en outre, admis à justifier
« de leur aptitude à rédiger des actes en langue alle-
« mande.

« Il sera fait mention, au certificat et au diplôme, de
« la langue ou des langues dont le récipiendaire s'est
« servi pour cette épreuve pratique.

« Les matières énumérées ci-dessus feront l'objet de
« trois épreuves, et de trois années d'études au moins (1).

(1) D'après l'article 16 de la loi du 10 août 1890, les candidats au grade de docteur en droit peuvent demander à être interrogés sur celles des matières de l'examen de candidat-notaire qui ne font point partie du programme spécial de leurs études ; en cas de succès, le diplôme leur reconnaît, outre le grade de docteur en droit, celui de candidat-notaire.

Bien que les récipiendaires aient la faculté de passer cet examen supplémentaire en même temps que la dernière épreuve du doctorat, en fait ils ne demandent à le subir qu'après avoir obtenu le grade de docteur en droit. Ils consacrent généralement six mois à la préparation spéciale de cet examen supplémentaire. Le délai est considéré comme un peu court pour apprendre d'une façon approfondie les lois fiscales qui se rattachent au notariat.

§ 2. — *Appréciation de la loi du 10 avril 1890
et projets de réforme.*

La loi du 10 avril 1890 a réalisé d'incontestables améliorations, mais le système qu'elle établit est, d'après certains auteurs, encore susceptible de perfectionnement.

Trois ordres de questions doivent être successivement envisagés : les conditions d'admission à l'examen de candidat-notaire ; le programme de cet examen et par suite des études notariales, la réglementation de l'enseignement pratique.

A. — *Conditions d'admission à l'examen de
candidat-notaire.*

Ce premier point ne souffre aucune difficulté, le progrès est évident. Il était absolument illogique de dispenser les aspirants au notariat de toute justification relative à des études littéraires préalables alors que ces dernières sont exigées pour l'accès à toutes les autres carrières libérales et aux fonctions publiques. Cette anomalie inexplicable existe encore en France. Il en résulte que certains notaires témoignent d'un défaut d'instruction générale vraiment surprenant (1). Assurément, la situation s'est modifiée depuis la loi du 12 août 1902. Les examens qu'elle prévoit permettent d'écarter les candidats par trop dépourvus de culture intellectuelle. Mais cette

(1) M. Coste (Des conditions exigées par la loi du 12 août 1902) thèse Paris, 1905, page 33, cite à cet égard d'après M. Rouxel le texte bien significatif d'une lettre écrite par un notaire à l'un de ses clients.

garantie est bien insuffisante à raison du caractère purement professionnel de ces examens. Il ne serait pas excessif de demander aux futurs notaires la preuve des connaissances jugées nécessaires pour occuper le poste le plus modeste dans une administration publique et la législation française pourrait avec avantage s'inspirer à cet égard de l'exemple de la Belgique.

Dans ce dernier pays du reste l'assimilation n'est pas complète entre les futurs notaires et les jeunes gens qui désirent poursuivre leurs études de droit. Les uns et les autres sont astreints lors de leur entrée à l'Université à fournir les mêmes justifications, mais tandis que les premiers peuvent commencer aussitôt les études notariales, les études de droit ne sont accessibles qu'aux personnes pourvues du diplôme de candidat en philosophie et lettres, lequel suppose deux années de travail accomplies à l'Université (1). Le grade de candidat notaire peut ainsi être obtenu en trois ans tandis que cinq années sont nécessaires pour celui de docteur en droit. D'après certains auteurs cette inégalité devrait disparaître ; le niveau des candidats notaires serait ainsi relevé et ils cesseraient « d'être considérés comme « les pharmaciens du droit » (2). Beaucoup de bons esprits estiment que les deux années de littérature et de philosophie imposées aux étudiants en droit pourraient être réduites sans inconvénients à une seule. Soit, mais alors il convient de la déclarer également obligatoire pour les aspirants au notariat.

(1) Campana, page 53.

(2) Campana, page 74.

Sans aller jusqu'à l'assimilation, d'autres publicistes (1) signalent l'insuffisance des connaissances générales exigées du futur notaire. On y comprend à juste titre la morale et le droit naturel. Pourquoi n'avoir pas parmi les sciences philosophiques ajouté la logique, si utile au point de vue de la formation de l'esprit et l'habitude du raisonnement ? Les dangers de cette préparation incomplète sont d'autant plus grands qu'elle a pour résultat d'encombrer la carrière notariale, le grade de candidat-notaire étant parmi les diplômes universitaires le plus facile à conquérir. L'intérêt public en souffre par suite du défaut de capacité des élus et d'autre part beaucoup de jeunes gens se trouvent amenés après plusieurs années d'efforts à obtenir un titre qui ne leur sera d'aucune utilité pratique. Fatigués d'attendre une nomination qui ne vient pas, ils finissent par grossir le nombre déjà trop grand des agents d'affaires.

Ces critiques contiennent sans doute une part de vérité, mais il y a lieu selon nous de ne rien exagérer. En se montrant trop exigeants pour les études théoriques, alors que l'accomplissement d'un stage sérieux est indispensable, au risque de retarder trop l'époque à laquelle l'aspirant sera en mesure de remplir ses fonctions, de fermer la carrière à des jeunes gens méritants et sans fortune, enfin de compromettre même le recrutement des petites études. Pour atteindre le résultat désiré, le législateur pourrait, croyons-nous, s'inspirer à son tour

(1) Campana, page 11.

de la loi du 12 août 1902. Cette dernière diminue la durée du stage pour les candidats pourvus du diplôme de docteur ou de licencié en droit. En fait, beaucoup de notaires français avaient même sous le régime antérieur obtenu ce dernier titre et quelquefois le premier, ce qui supposait des études littéraires préalables ; la loi nouvelle en augmentera le nombre. On pourrait, nous semble-t-il, chercher dans cette voie pour améliorer encore en Belgique le système inauguré par la loi du 10 avril 1890.

B. — *Programme des études notariales*

Les avantages de la réforme sont également certains à cet égard. La durée des études est portée de deux à trois ans et le programme est sensiblement élargi. D'après les lois de 1857 et de 1861, il comprenait seulement : le droit civil, l'organisation du notariat et les lois fiscales s'y rattachant. L'encyclopédie du droit et l'introduction historique au cours du Code civil furent ajoutés par la loi de 1876.

La loi de 1890 y joignit les matières suivantes :

Les notions de la philosophie morale et le droit naturel ;

Les éléments du droit international privé ;

Les lois particulières qui régissent la capacité et les biens des établissements publics, la législation sur les aliénés, les dispositions des règlements sur la dette publique, les règlements sur la Caisse des dépôts et consignations ;

Les lois de procédure civile relatives à l'ouverture des successions, à l'exécution forcée des jugements et des actes, aux saisies-arrêts, aux saisies-exécutions, à la saisie des fruits pendants par racine, à la distribution par contribution, à l'ordre et à la saisie des rentes ;

Les éléments du droit commercial.

Cette énumération suffit et il n'est pas besoin d'insister pour faire ressortir l'intérêt que présentent ces diverses branches du droit relativement à l'exercice de la profession notariale.

Faut-il aller plus loin encore ? Certains auteurs le pensent et regrettent que la loi n'ait pas exigé des futurs notaires le grade de docteur en droit, suivant le vœu émis à plusieurs reprises par la Faculté de droit de Liège (1). On objecte qu'il est inutile d'enseigner aux aspirants au notariat des matières absolument étrangères à la pratique notariale telles que le droit romain, le droit criminel, l'économie politique. Mais, répond M. Galopin, il y a lieu de se placer à un point de vue moins étroit :

« Ce qui est à examiner, c'est s'il convient, pour
« former l'esprit de l'aspirant et le mûrir, pour le pré-
« parer convenablement à l'intelligence de la pratique
« du droit, de l'astreindre à faire l'ensemble harmoni-
« que des études du doctorat, ou s'il suffit de lui tracer
« un programme bizarre fait de toutes sortes de pièces
« et de morceaux détachés de différents cours, dans des

(1) Discours de M. Galopin, page 26 ; — voir aussi Rutgeerts, *Moniteur du notariat*, 1871, page 25.

« vues d'exercice immédiat de la profession. Ce qui est
« à savoir, c'est si l'aspirant doit recevoir une éducation
« juridique sérieuse, qui lui permette de s'affranchir
« plus tard de la tutelle des avocats, ou s'il est destiné
« à rester toujours un juriste imparfait, un vulgaire
« praticien incapable d'étudier et de résoudre lui-même
« les difficultés de droit que soulèvent à chaque instant
« les affaires dont il est chargé. »

Et M. Galopin rappelle ensuite les avantages qu'offre l'étude du droit romain pour l'intelligence du droit civil et la formation de l'esprit juridique. Il cite à l'appui de son opinion l'avis autorisé de M. Dupond, conseiller à la Cour de Bordeaux, ancien directeur de l'Ecole de notariat de cette ville (1).

Plusieurs auteurs estiment malgré tout qu'il serait excessif d'imposer au futur notaire le grade de docteur en droit.

« Le champ départi, dit M. Campana (2), à l'activité du jeune homme qui se destine au notariat est
« certes assez vaste pour absorber toute son énergie.
« N'allons pas l'obliger à cultiver des parcelles d'un domaine étranger. Evitons le surmenage, et, conformément à la tendance qui se révèle en France depuis
« quelques années, spécialisons les études si nous voulons les rendre vraiment fortes. »

Il est certain, en effet, que si plusieurs matières enseignées aux étudiants ordinaires, telles que la procédure

(1) *De l'enseignement spécial au notariat*, page 92.

(2) Page 76 — Voir dans le même sens, Van Iseghem, page 20 — Ver-mersch, page 16.

sont d'une utilité moins grande pour le futur notaire, celui-ci par contre a besoin de connaître d'une façon beaucoup plus complète d'autres matières, telles que le droit fiscal, absolument accessoires au point de vue des études de doctorat. Il semble donc difficile d'assimiler entièrement les deux enseignements.

La loi du 10 avril 1890 permet du reste de les cumuler. Aux termes de l'article 16 les étudiants en doctorat peuvent demander à être interrogés sur les matières qui ne font pas partie de leur programme et sont spéciales à l'enseignement notarial ; ils obtiennent ainsi outre le diplôme de docteur en droit le grade de candidat-notaire. Rien n'empêche de passer en même temps les deux examens, mais le plus souvent en fait, celui de candidat-notaire est subi six mois après l'admission au doctorat (1).

Sans aller jusqu'à admettre la nécessité de ce dernier grade, on peut souhaiter une certaine extension des études théoriques et diverses modifications dans leur développement. Le programme notarial manque d'études préparatoires, il ne comporte aucun élément jouant le rôle assigné au droit romain dans l'enseignement juridique général. Il semble que le notaire soit considéré comme ayant besoin de connaissances juridiques moins grandes que l'avocat ou le magistrat. C'est là une erreur, car le notaire doit travailler en vue de l'avenir

(1) Campana, page 23.

« et il est bien plus facile de discuter le passé que de « prévoir toutes les éventualités possibles » (1).

Sans doute la spécialisation s'impose à partir d'un certain moment, mais il y a tout avantage à faire précéder d'une introduction l'enseignement notarial.

C'est la pensée qui a inspiré M. Campana (2) dans le projet de programme qu'il a élaboré et réparti sur quatre années :

La première comprendrait :

1° L'histoire du notariat et la législation comparée sur le notariat contemporain ;

2° L'encyclopédie du droit ;

3° Le droit naturel ;

4° Les Institutes du droit romain avec les notions historiques nécessaires ;

5° L'introduction historique au cours de droit civil.

Cette première année serait donc entièrement consacrée à la théorie, se rattacherait aux études d'humanités, habituerait l'étudiant aux spéculations juridiques et le préparerait à recevoir avec fruit l'enseignement spécialisé des années suivantes. On voit que sans exiger le grade de docteur en droit, M. Campana partage l'opinion des nombreux jurisconsultes qui continuent à voir dans le droit romain « un admirable instrument de culture intellectuelle » (3). Il ajoute d'ailleurs

(1) Vermersch, page 12. — C'est également l'opinion de M. Dupond. Voir *Compte-Rendu de la distribution des récompenses de l'Ecole de notariat de Bordeaux*, 1893, page 12.

(2) Opuscule cité, pages 177 et suivantes.

(3) Laurent Patria, Belgica, tome II, page 564.

qu'il conviendrait seulement d'insister sur les parties se rapprochant du droit moderne, la théorie des obligations par exemple en négligeant les institutions disparues dont l'intérêt est purement théorique.

Voici maintenant le programme qu'il propose pour les deuxième, troisième et quatrième années.

DEUXIÈME ANNÉE

- 1° Eléments du droit civil ;
- 2° Lois organiques du notariat ;
- 3° Disposition du Code pénal concernant les fonctionnaires publics ;
- 4° Application de ces matières et rédaction d'actes sur ces matières.

TROISIÈME ANNÉE

- 1° Droit civil (livres I, II et livre III, titres 1, 2, 3 et 4 du Code civil : articles 1 à 1386) ;
- 2° Lois particulières qui régissent la capacité et les biens des établissements publics, législation sur les aliénés, disposition des règlements sur la dette publique, règlements sur la Caisse des dépôts et consignations ;
- 3° Lois de procédure civile relative à l'ouverture des successions, à l'exécution forcée des jugements et des actes, aux saisies-arrêts, aux saisies-exécutions, à la saisie des fruits pendants par racine, à la distribution par contribution, à la saisie immobilière, à l'ordre et à la saisie des rentes ;

4° Application de ces matières et rédaction d'actes sur ces matières.

QUATRIÈME ANNÉE

1° Droit civil (livre III, titre 5 et suivants du Code civil : articles 1387 à dernier) ;

2° Droit commercial dans ses rapports avec le notariat ;

3° Droit international privé dans ses rapports avec le notariat ;

4° Lois fiscales se rattachant au notariat (droits d'enregistrement, de succession, de timbre et d'hypothèque) ;

5° Application de ces matières et rédaction d'actes sur ces matières.

Il y a lieu de signaler la méthode proposée par M. Campana au point de vue de l'enseignement du droit civil (1).

La règle de la spécialisation appliquée aux autres matières dès la deuxième année n'est pas suivie en ce qui le concerne. On se borne d'abord à exposer les éléments, les principes et l'on renvoie en troisième et quatrième années l'examen des détails. Le Code civil est ainsi parcouru deux fois, ce que justifie son importance toute particulière et ce qui permet en outre de donner aux élèves une vue d'ensemble fort utile.

C. Réglementation de l'enseignement pratique.

Nous avons dit que l'épreuve pratique imposée par les

(1) Voir, dans le même sens, Vermersch, page 15.

lois antérieures avait été maintenue par la loi de 1890.

Celle-ci organisa également un enseignement pratique, ce que n'avaient pas fait les lois précédentes. Cet enseignement est réparti sur trois années d'études et comprend l'application des matières inscrites au programme et la rédaction d'actes sur ces matières.

Il donne lieu à trois épreuves subies à l'expiration de chaque année.

On avait lors de la discussion proposé de supprimer l'épreuve pratique de la première année ; l'enseignement pratique aurait commencé seulement la seconde année (1).

M. Campana s'est inspiré de la même idée dans le projet de programme que nous avons cité et qui comporte pour la première année un enseignement purement théorique. Ce mode de procéder ne soulève aucune objection dans le système du savant auteur qui augmente la durée des études d'une année servant en quelque sorte d'introduction à la science du droit notarial. Mais tant que le régime établi par la loi de 1890 prévaudra, nous croyons préférable de maintenir chaque année l'enseignement et l'épreuve pratiques correspondant à l'enseignement théorique de cette année.

Mais en quoi doit consister au juste l'enseignement pratique ? Une certaine hésitation s'est manifestée à cet égard dans les esprits lors de la discussion de la loi, comme en témoignent les extraits de discours que nous

(1) Voir Campana, page 55. M. D'Hondt, professeur à l'Université de Gand, estime même que l'enseignement pratique devrait être réservé à la troisième année.

avons reproduits. Les uns voyaient dans les cours d'application professés à l'Université le moyen de suppléer entièrement à l'insuffisance reconnue du stage tel qu'il était effectué. Les autres répondaient avec raison que le stage demeurerait toujours indispensable.

Une divergence analogue s'est manifestée parmi les professeurs de droit.

« La pratique notariale, dit M. Maton (1), peut s'acquérir dès l'Université...

« Et le cours pratique a sur le stage cette importante supériorité qu'il initie l'aspirant à l'application, non pas seulement de quelques cas qu'il aurait eu l'occasion de rencontrer dans l'étude, mais dans tous les cas qui résultent des lois et de la jurisprudence ; en effet, le cours de pratique prend le Code civil et les autres lois corps à corps, depuis les premiers articles jusqu'aux derniers, en rapprochant chaque article des dispositions fiscales qui le gouvernent et en approfondissant le tout jusqu'à ce que la lumière soit faite sur la difficulté. Cet ordre scientifique offre encore sur le stage dont les études sont accidentelles, hachées par conséquent, l'avantage de l'harmoniser avec le système suivi par le professeur lors de l'enseignement des principes : chaos d'un côté, méthode de l'autre. »

L'opinion contraire est cependant plus généralement suivie pour des motifs que M. Campana (2) expose

(1) *De l'enseignement du notariat en Belgique*, pages 33 et suivantes.

(2) Pages 66 et suivantes, voir également *Discours de M. Galopin*, page 31.

sous une forme aussi saisissante que pittoresque. « Les
« cours les plus savants et les plus techniques seront
« toujours, selon nous, impuissants à former un notaire.
« Pour se rompre aux difficultés de la profession, l'as-
« pirant au notariat doit joindre à l'enseignement de
« l'Université la pratique assidue des affaires au milieu
« des réalités de la vie. Le stage est le complément
« nécessaire de l'Ecole.

« Un notaire des plus distingués, M. Rémy de Liège,
« a écrit :

« Les cours de pratique sont au notariat ce que la cli-
« nique enseignée et pratiquée au chevet du malade est
à la médecine. »

« Tout en trouvant cette comparaison ingénieuse, je
« me permettrai de faire observer qu'elle n'est pas
« absolument exacte.

« Dans le cours de pratique, de deux choses l'une :

« Ou bien le maître étudie avec ses élèves une espèce
« dont il a forgé l'ensemble et les détails ;

« Ou bien il leur explique une affaire qui s'est passée
« dans la vie réelle, qui est terminée et dont il
« dépouille le dossier.

« Dans le premier cas, c'est une pièce anatomique
« qu'il démonte devant eux.

« Dans le second cas, c'est une dissection qu'il opère
« en leur présence.

« Les cours de pratique ne peuvent être au notariat
« que ce que l'enseignement de l'amphithéâtre est à la
« médecine.

« La clinique notariale ne peut être enseignée et pra-

« tiquée qu'en face d'une réalité vivante, c'est-à-dire « pendant le stage et par le contact avec les clients. »

Aussi convient-il de distinguer l'application et la pratique. Cette dernière doit être réservée au stage et l'application seule être enseignée à l'Université. Il faut entendre par là l'adaptation des principes juridiques à des hypothèses concrètes. Pour emprunter l'expression de M. Galopin, l'éminent professeur de l'Université de Liège, le cours d'application « constitue une sorte de « répétition collective des matières enseignées dans les « cours théoriques et remplace les conférences que les « agrégés font en France dans les Facultés de droit. » L'étudiant est interrogé et peut demander des éclaircissements sur les points qu'il a mal compris.

De cette communication plus étroite avec le maître, il retire de multiples avantages, voit se développer en lui le goût du travail et l'habitude de l'initiative. Mais quant à la pratique notariale, elle s'apprend par le stage.

SECTION IV

De l'Organisation de l'Enseignement notarial

Nous avons analysé les dispositions de la loi belge relative à l'enseignement notarial, il nous reste à rechercher comment il est compris dans la pratique. On sait qu'il existe en Belgique deux Universités de l'Etat, celle de Gand et de Liège et deux Universités libres : l'Université libérale de Bruxelles et l'Université catholique de

Louvain. Les dernières comme les premières peuvent du reste délivrer des diplômes, notamment celui de candidat-notaire. Chacune ne peut faire passer les examens qu'aux étudiants inscrits à ses cours ; le jury est choisi parmi les professeurs. Quant aux étudiants qui ne sont inscrits à aucune université ou qui ne veulent pas subir l'examen devant le jury de celle à laquelle ils sont attachés, ils se présentent devant un jury central siégeant à Bruxelles, désigné par le gouvernement et comprenant, outre un professeur appartenant à chaque université, un président pris en dehors du corps enseignant, ordinairement parmi les hauts magistrats.

L'examen comporte toujours une épreuve écrite non éliminatoire, consistant dans une rédaction d'actes, et la solution de difficultés, et une épreuve orale roulant sur la partie théorique. L'étudiant peut être reçu ou ajourné à la session suivante, ou refusé, ce qui l'oblige à attendre un délai d'un an pour se représenter. Il y a deux sessions par an, en juillet et octobre, dans les universités, en août et novembre devant le jury central de Bruxelles. Les diplômes doivent être entérinés par une commission spéciale siégeant à Bruxelles, nommée par le gouvernement sans qu'aucun professeur de l'Université puisse en faire partie, et dont le rôle consiste à vérifier la régularité de la délivrance (1).

Mais, ce qui est surtout intéressant d'examiner, c'est la méthode suivie par le développement du programme

(1) Voir Campana, pages 38 et suivantes.

suivi par la loi. Il y a lieu d'envisager successivement l'enseignement théorique et l'enseignement pratique.

§ I. — *De l'Enseignement théorique*

Au point de vue de l'enseignement théorique, l'Université de Gand se sépare des trois autres. Dans ces dernières, les professeurs procèdent comme leurs collègues des facultés françaises, c'est-à-dire d'une façon doctrinale et dictatique, en exposant dans un ordre logique les principes de la matière et leurs applications sans faire appel directement à la collaboration de l'élève. C'est le cours avec l'acception que comporte ce mot par opposition à celui de conférence.

A Gand, au contraire, les étudiants ont entre les mains un manuel qu'ils étudient en dehors des heures de cours et que le professeur se borne à commenter en certaines parties, faisant en outre des interrogations orales et corrigeant les devoirs qu'il a donnés (1). C'est la méthode employée en France dans l'enseignement secondaire, dans les Conférences des Facultés de droit, et enfin dans les écoles de notariat, nous aurons l'occasion de revenir sur ce dernier point.

Lors de la discussion de la loi de 1890, elle avait été préconisée par un orateur à la Chambre des représentants. « Pour réaliser, dit-il, un vrai progrès dans l'enseignement universitaire du droit, on devrait se pré-

(1) Voir Campana, pages 25 et suivantes.

« occuper d'une réforme qui a son importance et qu'on
« ne trouve pas dans le projet de loi : elle a trait à la
« manière de donner des leçons.

« Qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Un professeur a son
« cours parfaitement préparé. Toutes les années il vient
« lire les mêmes cahiers et l'élève se borne à écrire sous
« sa dictée ; rien de plus. Dans ces conditions, donnez-
« moi des cahiers bien faits et je serai aussi bon profes-
« seur que le meilleur des professeurs du monde.

« Avec un semblable système, je le demande, à quoi
« sert le professeur ? Que fait l'élève au cours ? Zéro,
« absolument zéro !

« Et que faut-il faire ? Il faudrait mettre aux mains
« des élèves des manuels imprimés ; il faudrait leur en
« faire étudier certaines parties, il faudrait leur faire
« réciter les leçons, les interroger, habituer ces juris-
« consultes en herbe, ces avocats de l'avenir, à discuter,
« à exprimer clairement leur pensée. Voilà le but à at-
« teindre.

« Un membre ayant dit :

« Il y a des professeurs qui font cela ! »

« Ils devraient tous le faire ! répliqua M. War-
« nant, je voudrais que cela fût établi non seulement
« comme une faculté, mais comme une obligation pour
« les professeurs. Je considère cette mesure comme
« devant exercer la plus grande influence sur le progrès
« de l'enseignement supérieur » (1).

Pour notre part, nous croyons qu'il n'appartient pas

(1) *Annales parlementaires* ; « Chambre des représentants », séance du
21 novembre 1889, page 52.

au législateur lui-même de trancher cette question qui, malgré son grand intérêt, reste dans le domaine de la réglementation incombant soit au gouvernement, soit aux universités. Du reste, au fond, la méthode didactique nous paraît, malgré tout, préférable pour l'enseignement théorique tout au moins. Quoi qu'on en dise, le manuel, si bien fait qu'il soit, ne vaut pas la parole vivante du professeur, et il n'est pas indifférent de voir ce dernier parcourir dans un ordre logique le cycle entier des matières figurant au programme. Sans doute, il importe de stimuler le zèle de l'étudiant et de provoquer de sa part un effort personnel, mais l'organisation de l'enseignement pratique permet suffisamment d'atteindre ce résultat, sans qu'il soit nécessaire de bouleverser par ailleurs une méthode séculaire qui a fait ses preuves.

Si nous examinons dans ce détail le programme des études adopté dans les quatre universités belges, nous constatons une différence entre l'Université de Bruxelles et les trois autres au point de vue de l'enseignement du droit civil. Dans celles-ci, il est comme en France fractionné entre les trois années au cours de chacune desquelles une partie du Code se trouve expliquée. A Bruxelles, au contraire, suivant un procédé qui, nous l'avons vu, a reçu l'approbation de M. Campana, la division commence seulement à partir de la deuxième année, les simples éléments du droit civil étant exposés dans la première (1).

(1) Il nous a paru intéressant de reproduire ci-après (voir pages suivantes) le tableau des cours professés dans les quatre universités belges aux étudiants en notariat pendant l'année 1907-1908.

D'autres différences peuvent être signalées dans l'ordre des programmes respectifs. A Liège, la première année est entièrement consacrée aux matières d'introduction et au droit civil ; dans les trois autres universités on étudie en outre les lois organiques du notariat. A Liège également, l'enseignement du droit civil est donné seulement dans les deux premières années, la troisième étant consacrée uniquement aux matières spéciales. Dans les quatre universités, les éléments du droit international privé et du droit commercial figurent au programme de la troisième année. Il en est de même du droit fiscal, sauf qu'à Louvain, les éléments de cette science sont enseignés pendant la deuxième année, et le cours approfondi reporté à la troisième. Quant aux lois administratives et de procédure, on les étudie à Liège la troisième année et la deuxième dans les autres universités.

Ajoutons que dans les quatre universités belges, il est fait aux étudiants en doctorat un cours sur les éléments de lois fiscales se rattachant au notariat.

§ II. — *De l'enseignement pratique.*

Comment est conçu l'enseignement pratique ? Dans les quatre universités il existe pour chacune des trois années un cours d'application et de rédaction d'actes correspondant aux matières traitées pendant l'année. En outre, à Gand, les étudiants peuvent suivre deux cours facultatifs, l'un d'exercices pratiques sur le Code civil, l'autre de comptabilité industrielle et commerciale.

UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

1^o Tableau des Cours. — (Année académique 1907-1908)

DÉSIGNATION des COURS	NOMS des PROFESSEURS	JOURS ET HEURES	
		Prem. Sem.	Deux. Sem.
Examen de Candidat-Notaire			
Première épreuve			
	MM.		
Notions de la philosophie mor.	DWELSHAUDERS	lundi 10	lundi 10
Encyclopédie du droit.....	CATTIER	lundi 8	
Introduction histor. au droit civil.....		vendredi 8	vendredi 8 samedi 8
Lois organiques du notariat...	SERVAIS	lundi 11 mardi 11 mercredi 11	lundi 11 mercredi 11
Appl. et réd. d'actes.....	VAN HALTEREN		mardi 9
Eléments du droit civil.....	M. VAUTHIER	lundi 9 mardi 8 mercredi 8	lundi 9 mercredi 8 jeudi 9
Seconde épreuve			
Droit naturel.....	WODON	mercredi 8 samedi 8	
Droit administratif	VAUTHIER	samedi 9	
Procédure civile	BEHAEGHEL	mardi 9 mercredi 10	
Droit civil (livres I et II et livre III titre 1 ^{er} du Code civil) ...	VANDER REST	lundi 10 mardi 10 jeudi 10	mardi 10 jeudi 10 vendredi 10 samedi 10
Appl. et réd. d'actes.....	VAN HALTEREN BEHAEGHEL	samedi 10 mercredi 9	
Troisième épreuve			
Droit civil (livre III du Code civil moins le titre 1 ^{er})	HANSENS	lundi 8 mercredi 9	lundi 8 mercredi 9
		samedi 8	samedi 10
	VANDER REST	lundi 9 mardi 9 mercredi 10	lundi 9 mercredi 9 samedi 10
		jeudi 9	jeudi 9
		vendredi 9	vendredi 9
Lois fiscales se rattachant au notariat.....	THOMAS	samedi 9	samedi 9
Eléments du droit international privé.	VAUTHIER		mardi 8 vendredi 8
Eléments du droit commercial.	VAUTHIER	mercredi 8 jeudi 8	mercredi 8 jeudi 8 samedi 8
Appl. et réd. d'actes	VAN HALTEREN	mardi 8	lundi 10-11 1/2

UNIVERSITÉ DE GAND

1^o Tableau des Cours (Année académique 1907-1908)

DÉSIGNATION des COURS	NOMS des PROFESSEURS	JOURS ET HEURES	
		Prem. Semest.	Deux. Semest.
Examen de Candidat-Notaire			
Première épreuve			
	MM.		
Notions de philosophie morale.....	J. HALLEUX		vend. 10 h. à 11 1/2 jeudi 8 h. 1/2 à 10 merc. 10 h. à 11 1/2
Droit civil (L I et II)	J. NOSSENT	merc. sam. 10 h. à 11 1/2	
Encyclopédie du droit..	R. DE RIDDER	vend. 8 h. 1/2 à 10	
Introduction historique au droit civil	R. DE RIDDER		merc. 8 h. 1/2 à 10
Lois organ. du notariat.	J. OBRIE	merc. sam. 8 h. 1/2 à 10	
Cours d'application (p ^{ie} en flamand)	J. OBRIE		samedi 8 h. 1/2 à 10
Deuxième épreuve			
Droit naturel.....	J. HALLEUX		mardi 10 h. à 11 1/2 jeudi 10 h. 1/2 à 12
Droit civil (L III t. I à 4)	P. VANDENBOSSCHE	lundi, mardi, merc. jeudi 8 h. 1/2 à 10	
Droit civil (L III t. 6 à 17 19 et 20).....	id. id.		lundi 10 h. à 11 1/2 jeudi 9 h. à 10 1/2
Droit administratif nota- riat.....	O. PYFFEROEN		sam 8 h 1/2 à 10
Procédure civile.....	P. VANDENBOSSCHE		mercredi, vendredi 8 h. 1/2 à 10
Cours d'application (p ^{ie} en flamand).....	J. OBRIE		merc. 10 h. à 11 1/2
Troisième épreuve			
Droit civil (L III t. 5 à 18).	G. BEAS TE	merc. 10 h. à 11 1/2 jeudi 8 h. 1/2 à 10	
Eléments du droit inter- national privé.....	A. ROLIN	vend. 8 h. 1/2 à 10	lundi 8 h. 1/2 à 10
Eléments du droit com ^l .	A. DAUGE	lundi, jeudi, samedi 10 h. à 11 1/2	mardi 8 h. 1/2 à 10 jeudi 10 h. 1/2 à 12
Lois fiscales se ratta- chant au notariat ...	G. BEAS TE		vend. 8 h. 1/2 à 10
Cours d'application (p ^{ie} en flamand).....	J. OBRIE		
Cours facultatifs			
Exercices pratiques sur Code civil (pour les élèves en notariat)...		1 ^{re} année merc. 11 h. 1/2 à 1	mardi 8 h. 1/2 à 10
Comptabilité indust ^{lle} et commerc ^{le} (pour les élèves du doctorat en droit et du notariat) .	P. VERMEERSCH	2 ^e année lundi 11 h 1/2 à 1 vend. 11 h. 1/2 à 1	merc. 11 h. 1/2 à 1 sam. 10 h 1/2 à 11 1/2
	E. FAGNART	3 ^e année merc. 11 h. 1/2 à 1	jeudi 10 h. 1/2 à 12 merc. 11 h. 1/2 à 1

UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

1^o Tableau des Cours (*Année académique 1907-1908*)

DÉSIGNATION des COURS	NOMS des PROFESSEURS	JOURS ET HEURES	
		Prem. Semest.	Deux. Semest.
Examen du Candidat-Notaire			
Première épreuve			
	MM.		
Code civil	MABILLE	mardi, mercredi et vendredi 8 h. à 9 h 1/2	mardi 9 h. 1/2 à 11 h 1/2 vend. sam. 8 h. à 9 h 1/2
Encyclopédie du droit..			
Introduction historique au droit civil	DESCAMPS	mardi 9 h. 1/2 à 11 h.	jeudi 11 h. à 12 h 1/2
Lois organiques du notariat (1 ^{re} partie)....	SCHICKS	lundi 11 h. 1/2 à 1 h.	
Notions de philosophie morale.....	BOSSU	jeudi 11 h. à 12 h. 1/2	merc. 11 h. à 12 h 1/2
Droit naturel.....	DEPLOIGE	merc. vend. 11 h.	merc. vend. à 11 h.
App. et réd. d'actes....	SCHICKS		mercredi 9 h. 1/2 à 11
Deuxième épreuve			
		lundi 12 h. à 1 h.	lundi 11 h. 1/2 à 1 h.
Code civil.....	MABILLE	mardi 9 h. 1/2 à 11 h.	mardi 8 h. à 9 h 1/2
Lois organiques du notariat (2 ^e partie)....	SCHICKS	jeudi 8 h. à 9 h. 1/2	mercredi 8 h. à 9 h 1/2
Lois fiscales se rattachant au notariat (éléments)	SCHICKS		lundi 10 h. à 11 h 1/2
Lois de procédure civile (se ratt ^e au notariat) .	SCHICKS	mercredi 11 à 12 h 1/2 jeudi 11 h. à 12 h 1/2	
Lois particulières (se rattachant au notariat) .	SCHICKS	lundi 10 h. à 11 h 1/2	mardi 9 h. 1/2 à 11
App. et réd. d'actes	SCHICKS	mardi 11 h. à 12 h 1/2	mardi 11 h. à 12 h 1/2
Troisième épreuve			
		merc. jeudi à 9 h. 1/2	vend. sam. 9 h. 1/2 à 11
Code civil	VANBIERVLIE	vend. sam. à 11 h. 1/2	
Eléments du droit commercial	CORBAU	mardi, mercredi, vend. sam. 8 h. à 9 h 1/2	
Eléments du droit international privé	POULLET		vend. sam. 8 h. à 9 h 1/2
Lois fiscales (cours approfondis).....	SCHICKS		merc. 11 h. à 12 h 1/2
App. et réd. d'actes....	SCHICKS	vend. 11 h. à 12 h 1/2	lundi 11 h. 1/2 à 1 h.

UNIVERSITÉ DE LIÈGE

1^o Tableau des Cours (*Année académique 1907-1908*)

DÉSIGNATION des COURS	NOMS des PROFESSEURS	JOURS ET HEURES	
		Prem. Semest.	Deux. Semest.
Examen de Candidat-Notaire			
Première épreuve			
	MM.		
Droit civil.....	G. GALOPIN	(voir doctorat 1 ^{er} ép.)	(voir doctorat 1 ^{er} ép.)
Droit naturel.....	CH. DEJACE		mardi, jeudi 10 h. à 11 h. 1 ²
Encyclopédie du droit .	F. VANDER SMISEN	lundi 10 h. à 11 1 ² merc. 10 h. à 11 1 ²	
Introduction historique au droit civil.....	CH. DEJACE	jeudi 11 h. à 12 1 ²	
Notions de philosophie- morale.....	A. GRAFÉ	jeudi, sam. 10 h. à 11	
Examens d'application .	F. CORNESSE		Une séance par semaine
Deuxième épreuve			
Droit civil.....	G. GALOPIN		merc. vend 8 h. à 10
id.	A. LEMAIRE	(voir doct rat 2 ^o ép.)	(voir doctorat 2 ^o ép.)
Droit notarial.....	G. GALOPIN	jeud. sam. 10 h. 1 ² à 12	
Exercices d'application.	F. CORNESSE		Une séance par semaine
Troisième épreuve			
Eléments du droit inter- national privé.....	E. MAHAÏM		lundi 11 à h. à 12 1 ² jeudi 10 h. à 11 1 ²
Procédure civile.....	F. THIRY	mardi, jeudi et ven- dredi 11 h. 1 ² à 12 1 ²	
Eléments du droit com- mercial.....	A. LEMAIRE	merc. 10 h. à 11 1 ² vend. 8 h. 1 ² à 10	merc. vend. 8 h. 1 ² à 10
Droit administratif....	O. ORBAN	vend. 10 h. à 11	merc. vend. 10 h à 11
Droit fiscal.....	G. GALOPIN	lundi 10 h. à 11 1 ²	lundi 9 h. à 11 samedi 8 h. à 9 1 ²
Exercices d'application.	F. CORNESSE	Deux séances par semaine pendant toute l'année	

Mais ces cours ne sont pas organisés de la même façon dans les quatre universités (1). A Bruxelles on a adopté, comme pour l'enseignement théorique, la méthode purement didactique. Les élèves ne subissent aucune interrogation et n'ont pas à faire de devoirs écrits corrigés ensuite par le professeur. Ce dernier se borne, après avoir rappelé succinctement les principes, à fournir quelques explications pratiques ; il indique les pouvoirs et les obligations des notaires, les moyens d'éviter les responsabilités éventuelles, donne une formule-type de chaque acte avec le montant des droits d'enregistrement.

A Gand et à Liège, au contraire, on demande aux étudiants un effort personnel. Le professeur leur donne des actes à rédiger et des problèmes juridiques à résoudre ; ces travaux, faits à domicile, sont corrigés publiquement à l'un des cours suivants.

Mais c'est à Louvain que l'enseignement pratique est distribué avec le plus d'ampleur et organisé depuis le plus longtemps. Nous avons signalé les inconvénients, simplement atténués du reste aujourd'hui, qui résultaient autrefois de l'insuffisance de l'enseignement notarial jointe au caractère illusoire du stage. M. Adolphe Maton avait cherché à y remédier en fondant à Bruxelles, en 1875, une école de pratique notariale ouverte aux jeunes gens pourvus du diplôme de candidat-notaire ou de docteur en droit (2). Cette initiative fut très appréciée en Belgique et, en 1886, M. Maton, devenu

(1) Voir Campana, page 25.

Coste. — Thèse de Doctorat, page 98.

(2) Voir Campana, pages 8 et suivantes.

professeur à l'Université de Louvain, y transporta son enseignement et sa méthode. Les études ainsi faites duraient deux ans et étaient sanctionnées par le grade extra-légal de *licencié en notariat*. Cette organisation fut adaptée au régime inauguré par la loi de 1890.

Quant à la méthode de M. Maton, elle comportait également des interrogations orales et des corrections de devoirs, mais elle présentait, au témoignage de M. Campana, un caractère original sur le point suivant. Pendant les deux premières années avaient lieu des cours d'application et de rédaction, la troisième était réservée aux cours de pratique notariale. Et voici en quoi ces deux catégories de cours se distinguent : « Les cours
« d'application et de rédaction portent sur chaque bran-
« che du droit successivement et même dans chaque
« branche, ils ne doivent et ne peuvent porter que sur
« les parties déjà étudiées au cours théorique. Ils sui-
« vent en définitive les cours théoriques, pas à pas, et
« voilà pourquoi ils peuvent être faits avec fruit dès la
« première année (1).

« Les cours de pratique notariale embrassent l'en-
« semble du droit. Ils consistent dans la combinaison
« des diverses branches du droit et spécialement du droit
« civil et du droit fiscal. Ils initient à la direction des af-
« faires, si complexes soient-elles.

« Ils apprennent à l'étudiant à rechercher, comme doit
« le faire le notaire, les vraies intentions des parties dans

(1) Voir des aperçus de cours d'application et de rédaction dans la *Revue pratique du notariat belge*, n° du 30 novembre 1893, pages 673 à 684, et n° du 30 janvier 1894, pages 37 à 52.

« un exposé fait parfois dans le langage vulgaire, à la
« manière des personnes ignorant le droit. Ils enseignent
« l'art de rédiger l'acte qui convient avec cette fidélité et
« cette adresse qui, tout en respectant les volontés des
« parties et la loi, engagent le moins la responsabilité
« notariale et évitent l'écueil fiscal. Ils font connaître
« enfin les formalités à remplir après la passation de
« l'acte jusqu'à la terminaison de l'affaire. En un mot,
« ils sont l'image d'une véritable étude de notaire. Voilà
« pourquoi ils ne peuvent être faits avec fruit que pen-
« dant la troisième année alors que les étudiants ont vu
« l'ensemble du droit. »

M. Schicks, l'éminent successeur de M. Maton à l'Université de Louvain, est partisan en grande partie au moins de ses idées.

Toutefois son enseignement pratique se rapproche assez sensiblement de celui des autres universités belges et s'en tient à l'application et à la rédaction d'actes, actuellement du moins, mais il est partisan d'un enseignement pratique plus étendu.

Nous ne saurions mieux faire d'ailleurs que de reproduire in-extenso la méthode et les idées de M. Schicks relativement à l'enseignement pratique qu'en lui laissant la parole à ce sujet :

« Notre enseignement pratique, nous a-t-il dit, ne date que de la loi du 10 août 1890.

« Il y a eu et il devait y avoir fatalement des tâtonnements et j'ai moi-même fait l'essai de diverses méthodes.

(1) Campana, page 37.

« C'est après ces essais que j'ai limité mon enseignement pratique à ces deux objets.

« A. — La rédaction des actes courants et usuels, ce qui comprend pour chaque espèce d'acte « un thème » d'acte à faire, puis des observations pratiques indiquant les clauses à ajouter et les modifications à faire dans telle ou telle situation spéciale.

« B. — Les exercices de liquidation.

« Je crois toujours, a ajouté M. Schicks, à la possibilité d'un enseignement pratique plus complet, mais cet enseignement devrait suivre l'enseignement théorique au lieu de l'accompagner. Car la pratique est complexe, elle suppose la connaissance préalablement acquise des parties les plus diverses de la législation civile et fiscale. Il devrait donc se donner après l'achèvement des études théoriques, tandis que dans notre programme, la pratique est divisée comme le sont les cours théoriques : vente, donation, hypothèques, etc...

« Je crois que dans ces conditions on ne peut viser à donner un enseignement pratique complet et que ce serait de la prétention de « remplacer » le stage, il faut seulement viser à le préparer (1). »

Telles sont les différences existant entre les diverses universités belges au point de vue de l'organisation de l'enseignement notarial pratique.

A quel système convient-il de donner la préférence ?

(1) Ces idées ont d'ailleurs été exposées plus au long dans le numéro du 20 décembre 1908 de la *Revue pratique du notariat belge*.

Nous croyons qu'il y a lieu d'écarter la méthode suivie à Bruxelles. Elle offre le grand inconvénient de laisser l'étudiant livré à lui-même et de n'exiger de lui aucun effort personnel. Pour l'enseignement théorique ce danger est compensé par l'avantage de permettre un exposé logique complet et bien ordonné des matières du programme. Mais du moment que l'on a la prétention d'instituer un enseignement pratique il faut, à notre avis, sous peine de n'aboutir à rien, mettre l'élève en contact plus direct avec le professeur et assurer un contrôle permanent du travail effectué.

Maintenant, doit-on se borner, comme on le fait à Gand et à Liège, aux cours et aux exercices d'application et de rédaction, ou bien y ajouter comme autrefois, à Louvain, des cours et des exercices de pratique notariale ? En principe, nous l'avons dit, les connaissances pratiques proprement dites devraient s'acquérir par le stage et non par des études accomplies à l'Université. Mais tant que le stage conservera en Belgique un caractère fictif et illusoire, les cours de pratique tels qu'ils étaient autrefois professés à Louvain garderont leur utilité.

§ III. — *Des Ecoles françaises de Notariat.*

Il nous paraît intéressant de rapprocher du système belge l'organisation française de l'enseignement notarial.

En Belgique, comme nous l'avons vu, cet enseignement théorique et pratique est entièrement donné dans les universités et le stage ne compte que d'une façon

purement nominale. En France, jusque dans ces dernières années, on suivait presque partout exactement la méthode inverse. La pratique s'apprenait uniquement par le stage. Quant à l'enseignement théorique, il n'était pas, sauf dans quelques villes, organisé suivant un mode approprié aux étudiants en notariat. Certains d'entre eux faisaient sans y être obligés et sans en retirer un avantage au point de vue de l'abréviation du stage, des études générales de droit dans une Faculté, et ils y trouvaient rarement des cours professés sur les matières spéciales les intéressant particulièrement (1).

Cependant l'initiative privée avait fondé quelques écoles de notariat. La plus ancienne est celle de Bordeaux (2). Elles ont pour but de donner au futur notaire et sans le dispenser du stage la formation à la fois théorique et pratique dont il a besoin. Aucune consécration légale ne leur avait été donnée avant la loi du 12 août 1902. D'après la modification apportée par cette dernière à l'article 36 de la loi de ventôse, la durée du stage a été réduite à quatre années, dont une au moins en qualité de premier clerc, pour le candidat justifiant, soit du diplôme de licencié ou de docteur en droit, soit du certificat d'élève diplômé d'une école de notariat reconnue par l'Etat. Il n'existe donc point encore d'organisation unique et d'ensemble. Notre législation con-

(1) Un essai de ce genre avait été cependant tenté à la Faculté de Lyon en 1889.

Voir Eloy, *la Réforme du notariat*, thèse Paris, 1905, page 135.

(2) *Sur les origines et le fonctionnement de cette école*, Dupond, pages 52 et suivantes.

tinue de n'exiger aucun diplôme en dehors des examens professionnels dont nous avons parlé, au point de vue de l'abréviation de stage consentie, les études poursuivies dans une Faculté ou dans une Ecole de notariat sont placées sur le même pied, bien que les premières présentent ordinairement bien des lacunes au point de vue des spécialités notariales. L'innovation n'en est pas moins fort importante. Un décret est intervenu le 1^{er} mai 1905 pour réglementer les formes de la reconnaissance d'utilité publique des écoles de notariat, leur fonctionnement, le régime des études et des examens (1).

Depuis cette époque, un certain nombre d'écoles ont été par décret spécial reconnues d'utilité publique (2).

Les Ecoles fondées avant 1905 se divisaient en deux catégories (3).

Les plus nombreuses et notamment la première en date, celle de Bordeaux, étaient des écoles de clercs. Etablies dans quelques grandes villes, elles avaient pour but de compléter les connaissances acquises à l'étude par le travail de la journée. Cette conception s'explique d'autant plus facilement que ces écoles avaient été créées ou patronnées par les Chambres de discipline et que les notaires y trouvaient l'avantage de grouper autour d'eux

(1) Voir le texte entier de ce décret paru au *Journal Officiel* du 4 mai 1905 et reproduit par M. Lacombe. De quelques réformes à apporter au notariat, pages 113 et suivantes.

(2) Voir Lacombe, op. cité, page 112 en (ouvrage publié en 1907) neuf établies à Angers, Bordeaux, Marseille, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Toulouse, et l'Ecole fondée à Paris par l'Association polytechnique.

(3) *Circulaire du Comité des notaires*, page 720, citée par Eloy, pages 142 et 143.

une élite de travailleurs. On aperçoit facilement les critiques qu'elle soulève : « Faire profiter de l'enseignement les seuls clercs qui, par leur famille ou leur situation de fortune, ont l'avantage de pouvoir résider au siège d'une école, négliger leurs collègues du ressort, les laisser dans la nécessité de se suffire à eux-mêmes pour leur instruction professionnelle, les priver des avantages que confère le diplôme, dépeupler les études suburbaines au profit de celles des grands centres, voilà le grand reproche que l'on fait aux écoles de notariat, voilà ce qui a entravé le développement des écoles existantes et empêché de nouvelles créations dans un grand nombre de ressorts » (1).

Pour remédier à certains de ces inconvénients, l'Ecole fondée à Paris en 1865 avait adopté un point de vue tout opposé. Elle ne se considérait pas comme une école de clercs, mais comme une école préparatoire au stage. Elle avait organisé un enseignement complet, théorique et pratique, absorbant entièrement le temps de l'élève et l'empêchant momentanément de travailler dans une étude.

La loi de 1902 ne s'est pas prononcée entre les deux systèmes, mais le décret de 1905 a fait prévaloir le premier. D'après l'article 8, en effet, les élèves suivant le cours de l'Ecole peuvent en même temps être inscrits comme clercs, et cette inscription leur est comptée pour la durée du stage. Il eût mieux valu, selon nous. inter-

(1) Voir « les Ecoles de Notariat et la loi du 12 août 1902 » : *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1903, pages 286 et suivantes.

dire ce cumul. La durée des études à l'Ecole est fixée à deux ans par l'article 7 du décret et ce n'est pas trop demander, semble-t-il, que ces deux années soient entièrement consacrées à l'enseignement, du moment que le diplôme obtenu doit dispenser de deux années de stage. Le candidat peut aujourd'hui traiter après quatre ans de stage seulement, dont deux pendant lesquelles le travail de l'étude et celui de l'école auront été menés de front. Il paraît difficile d'obtenir en si peu de temps l'ensemble des connaissances théoriques et pratiques indispensables. « Ce que je demande, disait « M. Deschanel dans un discours prononcé à la distribution des prix de l'Ecole de Notariat de Paris, « le 10 décembre 1904, c'est le non cumul entre le stage « et l'école professionnelle ; quatre ans de stage et deux « ans d'école, je dis que c'est là le véritable esprit de la « loi de 1902 (je la connais puisque je l'ai votée), oui, « c'est là l'esprit du législateur. »

Le gouvernement n'a pas tenu compte de ce vœu, vraisemblablement par la crainte qu'il avait d'entraver le recrutement des petites études. Cette considération ne modifie pas notre manière de voir. Deux ans d'école et quatre ans de stage, ce n'est vraiment pas excessif pour une profession exigeant des garanties d'expérience et de capacité, alors surtout que la fréquentation de l'école n'est pas obligatoire et confère simplement l'avantage de diminuer la durée du stage. Encore faut-il que ce stage réduit soit efficace et sérieux. Autrement on risque de voir se produire les inconvénients auxquels donne naissance le système belge qui sacrifie la pratique à la théorie.

Un autre point qui à notre avis aurait dû être réglé différemment concerne l'ordre respectif dans lequel doivent se placer les études et le stage. La loi est muette et le décret se borne à dire que l'élève peut suivre les cours de l'Ecole et en même temps être inscrit comme clerc. Nous croyons non seulement que ce cumul ne devrait pas être autorisé, mais que les études devraient précéder le stage. C'est on se le rappelle la conception qui avait inspiré M. Maton, à Louvain, dans l'enseignement extra-légal qu'il avait organisé avant la loi de 1890 et qui était seulement ouvert aux élèves muni du diplôme de candidat-notaire ou de docteur en droit. L'enseignement théorique devait à ses yeux précéder l'enseignement pratique. De même il nous semble que l'enseignement à la fois théorique et pratique donné dans nos écoles de notariat trouve logiquement sa place avant le stage. Cette méthode permet au clerc possédant déjà des connaissances générales, initié même à certains détails d'application, habitué à la rédaction, de tirer du travail de l'étude un profit plus durable et plus utile.

Nous avons vu qu'en Belgique l'enseignement notarial même pratique était confié aux professeurs des universités et formait simplement une branche des études poursuivies dans ces dernières. En France, une conception toute différente a prévalu. Les écoles de notariat ont leur autonomie. Dans certaines d'entre elles seulement les professeurs de Faculté sont chargés des cours théoriques à titre individuel, mais leur organisation est indépendante de celle des Facultés. Cette

dernière méthode nous paraît préférable. Elle permet, en effet, dans les villes où siègent les Facultés, de profiter de la science des professeurs qui consentent à apporter leur concours, de compléter, s'il y a lieu, les cadres en faisant appel à des avocats ou d'autres jurisconsultes et surtout de susciter la fondation d'écoles de notariat dans un plus grand nombre de villes.

Le décret du 1^{er} août 1905 établit dans chacune d'elles un conseil de surveillance composé de : 1^o le président du tribunal civil ; 2^o le procureur de la République ; 3^o un professeur de la Faculté de droit désigné par le doyen ou un avocat désigné par le bâtonnier, s'il n'y a pas de Faculté de droit ; 4^o le directeur ou à son défaut un inspecteur de l'enregistrement ; 5^o le président de la Chambre des notaires. La présidence du conseil de surveillance appartient de droit au président du Tribunal civil. On a ainsi fait place à la magistrature, à l'Université, au barreau, à l'administration et à la corporation des notaires, afin d'enlever à l'enseignement le caractère trop exclusivement technique, sans négliger pour cela le côté professionnel. La nomination du directeur de l'Ecole est soumise à l'agrément du Ministre de la Justice par le conseil de surveillance. C'est également le ministre qui prononce l'admission des professeurs et répétiteurs nommés par le directeur après avis du même conseil.

Une préoccupation analogue se retrouve dans la composition du jury d'examen passé à la fin de la seconde année pour l'obtention du certificat d'élève diplômé.

Ce jury comprend : 1^o un conseiller à la Cour d'appel

désigné par le premier président, ou le président du Tribunal civil, s'il n'y a pas de Cour d'appel ; 2° un professeur de la Faculté de droit désigné par le doyen ; 3° le directeur de l'Ecole ou en cas d'empêchement, un professeur de l'Ecole désigné par le directeur ; 4° un employé supérieur de l'Enregistrement, désigné par le directeur du département ; 5° le président de la Chambre des notaires ou à son défaut un membre de la Chambre. Le jury est présidé par le magistrat appelé à en faire partie. L'examen comporte deux épreuves : une épreuve écrite sur une question de droit et la rédaction d'un projet d'acte ; une épreuve orale sur l'ensemble des matières enseignées pendant les deux années d'études.

Ces matières comprennent : le droit civil, la procédure civile, le droit commercial, le droit administratif, le droit international privé, la législation fiscale dans leurs rapports avec le notariat, et les lois, ordonnances et décrets organiques du notariat. Ce programme est identique à celui qui est adopté dans les universités belges pour les études menant au diplôme de candidat-notaire, sauf qu'en Belgique l'enseignement et l'examen portent également sur les notions de la philosophie morale et le droit naturel, l'encyclopédie du droit, et l'introduction historique du droit civil. Les études durent trois ans dans ce dernier pays et deux ans seulement dans les écoles de notariat françaises. Rappelons aussi que nul n'est admis à l'examen de candidat-notaire s'il ne justifie par certificat avoir suivi avec fruit un cours d'humanités de six années au moins, y compris la rhétorique, ou s'il ne subit une épreuve préparatoire sur les matières de l'enseignement

secondaire. En France au contraire l'accès des Ecoles de notariat est ouvert indistinctement à tous les étudiants qui le désirent, sans qu'ils aient à faire la preuve d'une culture générale quelconque. Au surplus, la fréquentation même de ces écoles n'est pas obligatoire ; il suffit au candidat d'avoir accompli le stage réglementaire et, depuis la loi de 1902, d'avoir subi les examens professionnels qu'elle prévoit. Nous avons déjà signalé l'infériorité du système français à cet égard.

Quant à la méthode d'enseignement employé dans les Ecoles de notariat, elle s'inspire en grande partie de celle qui est suivie dans les lycées et collèges (1). A l'Ecole de Paris notamment les élèves rédigent, d'après les notes prises par eux aux cours, des cahiers qui sont périodiquement inspectés par le professeur. Ils font périodiquement, sur des données ou des thèmes indiqués par celui-ci, des compositions, rédactions d'actes, solutions d'espèces qui sont corrigées publiquement et notées. Ils sont réunis chaque semaine en des conférences où ils sont exercés à prendre la parole pour discuter publiquement des espèces ou des points de droit qui leur ont été indiqués à l'avance. Toute cette organisation nous paraît excellente en ce qu'elle oblige l'élève à un effort personnel et crée entre le professeur et lui un contact direct qui peut être très profitable. Mais nous éprouvons quelques doutes sur l'efficacité des exercices de pratique qui, d'après le programme, comportent le classement et le dépouillement de dossiers réels, ainsi que la direction et la con-

(1) Voir Coste, page 113.

duite d'affaires fictives. On se rappelle que M. Maton avait inauguré un procédé semblable d'enseignement à Bruxelles d'abord, à l'Université de Louvain ensuite. Nous croyons avec M. Galopin et M. Campana que le stage seul est capable de remplir le but qu'on se propose d'atteindre à l'aide des exercices purement pratiques. Et cela nous paraît d'autant plus vrai en France que, d'une part, le stage est sérieusement accompli et que, d'autre part, les études dans les écoles de notariat durent seulement deux ans. Il serait préférable, à notre avis, de les consacrer entièrement à l'enseignement théorique, aux cours, conférences et exercices d'application.

Il nous reste à signaler une tentative intéressante faite par l'Association polytechnique. Elle a créé à Paris une Ecole polytechnique de notariat qui a obtenu, comme l'école dont nous parlons plus haut, un décret de reconnaissance par l'Etat. Mais en dehors de l'enseignement théorique et pratique distribué à Paris, elle a créé un enseignement du notariat par correspondance à l'usage des clercs de notaire des départements éloignés des centres où existent des écoles de notariat. D'après une circulaire émanant de l'Association polytechnique, cet enseignement se compose de 66 leçons ou thèmes donnant l'explication entière du droit, de la pratique et des formules, et contraignant l'élève à un travail progressif de réflexion, de recherches et de rédaction. Les leçons sont envoyées de Paris et les devoirs, retournés par les élèves, sont corrigés par 100 professeurs appartenant au notariat parisien, à la magistrature, au barreau, etc. L'Ecole comp-

tait à la fin de 1907 plus de 400 élèves. Cet enseignement, dans les conditions où il est donné, ne peut évidemment avoir la même efficacité que la fréquentation régulière d'une école de notariat. Mais tant que cette fréquentation ne sera pas obligatoire, ou que la loi n'aura pas exigé de garantie de capacité équivalente, il répond à une utilité réelle et rend d'appréciables services aux jeunes gens qui, par suite de circonstances diverses, ne peuvent ou ne veulent suivre les cours d'une école de notariat ou d'une Faculté de droit.

CHAPITRE III

De l'exercice de la Profession de Notaire en Belgique

SECTION I

*Des attributions des notaires. De la comptabilité.
Du Tarif. De la discipline.*

Nous avons indiqué comment les notaires étaient nommés en Belgique, et les conditions d'aptitude qu'ils devaient remplir. Il nous reste suivant notre plan à exposer les règles qui gouvernent l'exercice de la profession en tant qu'elles présentent des différences notables avec le système français.

Les attributions des notaires sont à peu près les mêmes dans les deux pays. Ils sont, suivant les termes de la loi de ventôse chargés de recevoir les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère de l'authenticité. L'identité serait complète si les actes soumis d'une façon obligatoire à la forme authentique n'étaient pas un peu plus nombreux en Belgique.

C'est ainsi que les actes translatifs et déclaratifs de la propriété immobilière ne sont admis à la transcription que s'ils ont été passés ou reconnus devant notaire, tandis qu'en France les actes sous seings privés peuvent être transcrits (1). Il en résulte pratiquement qu'en Belgique, pour les actes dont il s'agit, l'intervention du notaire est nécessaire. Beaucoup d'auteurs voudraient voir ce régime appliqué en France afin de mieux garantir la sécurité des transactions immobilières (2).

Quant aux ventes judiciaires d'immeubles, elles se font en Belgique toujours devant le notaire. C'est ce que décident plusieurs lois, celle du 12 juin 1816 pour les ventes des biens de mineurs, d'émancipés, d'interdits ; celle du 18 avril 1851 pour les ventes de biens dépendant d'une faillite, celle du 15 août 1854 pour les ventes sur saisie immobilière et les reventes sur surenchères ou folle enchère. Le tribunal n'a pas comme en France la faculté de retenir les ventes judiciaires à la barre, s'il estime que ce procédé est plus conforme à l'intérêt des parties. Les auteurs les plus récents inclinent également à penser que le législateur français serait bien inspiré en adoptant sur ce point le système belge (3). Il présente suivant eux divers avantages, les adjudications effectuées par devant notaire étant en général mieux préparées, réalisées plus rapidement, à moins de frais et dans des conditions plus fructueuses.

(1) Adolphe Maton : *De l'enseignement du notariat en Belgique*, p. 52.

(2) Lacombe, page 183. Legrand, page 17. Hug, page 25. Girardin, *Etude sur une question de finances et de notariat*, page 22.

(3) Voir Lacombe, pages 185 et suivantes et les autorités citées.

Signalons encore dans un ordre d'idées voisin que la clause dite de *voie parée* est autorisée en Belgique. « Il « est permis, porte l'article 90 de la loi du 15 août 1854, « de stipuler dans la convention qu'à défaut d'exécution « des engagements pris envers lui le créancier privilégié « ou hypothécaire aura le droit de faire vendre son gage « dans la forme des ventes volontaires s'il est premier « inscrit et si la stipulation de voie parée a été rendue « publique par l'inscription. » Cette clause était d'un usage courant en France lorsque la loi du 2 juin 1841 est venue l'interdire. Beaucoup d'auteurs en demandent aujourd'hui le rétablissement dans un intérêt de simplification et d'économie pour redonner du crédit à la petite propriété rurale (1).

Nous avons parlé plus haut de la vente des biens de mineurs régie par la loi du 12 juin 1816. En France, lorsqu'on veut éviter les complications et les frais qu'entraîne à cet égard l'observation des formalités légales, on recourt au procédé suivant : L'acte de vente est passé à l'amiable et les majeurs, copropriétaires de l'immeuble avec le mineur, se portent forts que celui-ci ratifiera la vente après sa majorité. Cette combinaison est valable au point de vue des principes du droit civil, car elle n'impose aucune obligation au mineur qui peut toujours refuser plus tard la ratification (2). Mais il est impossible de recourir en Belgique à cette combinaison. En effet, l'article 1 de l'arrêté du 12 septembre 1822 « fait

(1) Voir Lacombe, pages 190 et suivantes et autorités citées.

(2) Baudry Lacantinerie : *Obligations*, tome 1, page 136.

« défense très expresse à tous notaires de prêter leur
« ministère, sous quelque prétexte que ce soit, pour des
« actes contraires à aucunes dispositions législatives
« actuellement en vigueur, et notamment pour ceux où
« seraient perdus de vue ou qui pourraient éluder les
« dispositions de la loi du 12 juin 1816. » Il en résulte
que dans ce cas les parties ne peuvent se procurer la
preuve authentique d'une convention valable (1).

Les notaires belges ont plus souvent que les notaires français l'occasion de procéder à des ventes publiques de meubles. Tout d'abord, en effet, l'institution des commissaires priseurs n'existe pas en Belgique. Le monopole des notaires n'est partagé en cette matière que par les huissiers et par les greffiers qui étaient en fonctions le 17 mai 1884. Une loi du 25 novembre 1889 a retiré aux autres greffiers le privilège que leur avaient conféré les lois de 1790 et 1793 (2).

Relevons encore une autre différence entre les deux législations à propos du divorce. D'après les articles 281 à 284 du Code civil, qui n'ont pas été abrogés en Belgique en cas de divorce par consentement mutuel, ce sont les notaires qui rédigent les procès-verbaux de comparution des époux devant le président du tribunal.

En France les notaires sont astreints à tenir une comptabilité dans les conditions précisées par les décrets des 30 janvier et 2 février 1890 et l'arrêté ministériel du 15 février 1890 (3).

(1) Galopin, page 96.

(2) Galopin, page 57. Schicks, page 7.

(3) Voir Lacombe, pages 76 et suivantes. Eloy, pages 109 et suivantes.

Aucune obligation semblable n'existe jusqu'à présent en Belgique. Un projet de loi déposé le 11 mars 1896 par M. Nérinex, ministre de la justice, propose d'ajouter à la loi de ventôse un article 6 *bis* qui serait ainsi conçu :

« Tout notaire doit tenir une comptabilité destinée
« spécialement à constater les recettes et les dépenses de
« toute nature effectuées pour le compte de ses clients.

« A cet effet, il tient un livre-journal, un grand-livre
« et un livre de quittances, d'émoluments et de frais.

« Le livre-journal présente jour par jour tout ce que
« le notaire reçoit et paye à quelque titre que ce soit et
« notamment les sommes dont le notaire a été constitué
« détenteur et leur destination.

« Le grand-livre contient les comptes de chaque
« client, par le relevé de toutes les recettes et dépenses
« effectuées par le notaire.

« Le livre de quittances reproduit les quittances d'é-
« moluments et de frais que le notaire doit délivrer cha-
« que fois qu'il en perçoit.

« Chaque article du livre-journal et du livre de quit-
« tances aura un numéro d'ordre et contiendra un ren-
« voi au folio du grand-livre où se trouve rapportée soit
« la recette soit la dépense.

« Tous les livres sont tenus par ordre de date, sans
« blancs, lacunes ni transferts en marge.

« Ils sont exempts du timbre.

« Les notaires doivent les conserver pendant trente
« ans.

« Le livre-journal et le livre de quittances sont visés,

« cotés et paraphés par le président du Tribunal de pre-
« mière instance de la résidence du notaire. Le grand-
« livre est coté. Le paraphe pourra être remplacé par le
« sceau du tribunal.

« 6 *ter*. — Tout dépôt de fonds reçu en contravention
« de l'article 6, n° 7, est nul de plein droit.

« Le notaire qui contrevient aux dispositions des arti-
« cles 6 et 6 *bis* sera suspendu de ses fonctions pendant
« trois mois, et destitué en cas de récidive (1).

Ce projet n'a pas encore à notre connaissance été l'ob-
jet d'une discussion devant les Chambres belges.

En Belgique comme en France les honoraires des notaires sont soumis à un tarif. Les dispositions régissant cette matière sont contenues dans une loi du 31 août 1891 modifiée par une loi du 22 juillet 1893 et dans un arrêté royal du 27 mars 1893 remplaçant un arrêté du 18 mars 1892. Elles s'appliquent uniquement aux honoraires et émoluments dus aux notaires pour les actes instrumentaires et opérations de leur ministère. Elles ne concernent pas les salaires pouvant revenir aux notaires en qualité d'hommes d'affaires lesquels restent régis par le droit commun. Ainsi le tarif légal est étranger aux négociations préalables à la conclusion d'un contrat, aux préliminaires d'actes non réalisés, aux diligences faites aux bureaux des hypothèques ou en vue des légalisations de signatures, à la rédaction des projets de testaments mystiques ou olographes à la garde de ces derniers avant l'ordonnance de dépôt, à leur apport au président du

(1) Voir le texte entier du projet et de la circulaire qui l'accompagne : *Répertoire général pratique du notariat*, 16^e année, article 9272.

Tribunal de première instance, à la rédaction de déclarations de succession, de réversions, d'accroissement ou de cessation d'usufruit, enfin aux recettes. Il en est de même du cas où le notaire agit comme mandataire judiciaire, par exemple, pour représenter les absents, les aliénés ou les non présents aux inventaires (1).

D'après la loi de 1891 les actions en paiement ou en restitution des émoluments et déboursés dus ou payés au notaire pour les actes instrumentaires et autres devoirs de leur ministère se prescrivent par cinq ans. En France, d'après la loi du 24 décembre 1897, la prescription est également de cinq ans pour les actions en paiement, mais elle est réduite à deux ans pour les actions en restitution.

Les chambres de discipline ont en France et en Belgique une organisation sensiblement analogue. En Belgique elles sont toujours régies par l'arrêté du 2 nivôse, an XII, dont la loi française du 4 janvier 1843 a reproduit la plupart des dispositions, en étendant toutefois un peu leurs attributions (2). Mais l'influence des chambres de discipline en France est pratiquement beaucoup plus grande qu'en Belgique à raison du mode de nomination des notaires et de la vénalité des charges.

SECTION II

Du ressort notarial

§ I. *Exposé et critique du système de la division des classes*

Tous les notaires ont une compétence matérielle

(1) Voir Galopin, pages 293 et suivantes.

(2) Voir Defrénois : *Résumé de législation étrangère*, page 618.
Galopin, pages 380 et suivantes.

égale en ce sens que les actes qu'ils peuvent ou doivent recevoir sont les mêmes pour chacun. Mais leur compétence territoriale est différente, c'est-à-dire qu'ils peuvent instrumenter seulement dans une partie de la Belgique dans une étendue déterminée du pays qui constitue leur ressort. La division fondamentale établie par la loi de ventôse subsiste toujours. Elle est calquée sur les subdivisions judiciaires. Les notaires résidant dans les villes où siège une cour d'appel, un tribunal de première instance ou une justice de paix peuvent exercer respectivement leurs fonctions dans le ressort de la Cour, du Tribunal ou de la Justice de paix qui comprend plusieurs provinces dans le premier cas, l'arrondissement dans le second cas et le canton dans le troisième (1). La résidence des parties et la situation des biens sont d'ailleurs indifférentes pourvu que l'acte soit passé dans le ressort (2).

Il arrive parfois qu'un notaire réside dans une commune suburbaine dépendant d'une justice de paix siégeant dans une ville où se trouve également un tribunal ou une cour. Ce notaire pourra instrumenter dans tout le territoire, notamment dans les quartiers de la ville soumis à la juridiction de cette Justice de paix. Mais que décider lorsqu'une ville ne possède qu'un seul prétoire commun à plusieurs justices de paix ? Les jurisconsultes belges enseignent que dans ce cas les notaires de toutes les communes suburbaines relevant de ces di-

(1) Il existe en Belgique 3 Cours d'appel siégeant à Bruxelles, Gand et Liège.

(2) Galopin, page 72.

vers juges de paix peuvent venir dans ce prétoire unique instrumenter sous la présidence de leur juge, par exemple en matière de vente et de partage de biens de mineurs ou d'adjudication sur expropriation forcée (1).

Le principe posé par la loi de ventôse a subi du reste quelques exceptions motivées par des considérations spéciales à certaines localités situées dans la banlieue des grandes villes. Une loi du 18 mars 1886 a étendu la compétence des notaires résidant dans les communes d'Ixelles, Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbreh, Saint-Jean, Laeken, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Etterbeek à chacune de ces communes et à la ville de Bruxelles. Une loi du 9 mai 1888 a procédé de même pour les communes de Berchem et Bergerhont avoisinant Anvers. Une loi du 2 juin 1896 a étendu la compétence des notaires résidant dans les cantons de Grivegnée, Herstal et Saint-Nicolas à chacun de ces cantons et aux cantons de la ville de Liège.

Lorsque le ressort d'une circonscription judiciaire est modifié, celui des notaires l'est également par le fait même, mais la loi autorise généralement, à titre transitoire et personnel les notaires de cantons d'exercer dans les limites de leur ancien territoire (2).

Les dispositions de la loi de ventôse ont fait en Belgique l'objet de critiques très vives, certains auteurs y voient l'une des causes principales de la crise qui sévit sur le notariat des campagnes. Elle aggrave les effets de

(1) Galopin, page 74.

(2) Galopin, page 75.

la concurrence préjudiciable que leur font les agents d'affaires. Ces derniers ne se bornent pas à rédiger des actes sous seings privés en très grand nombre ou à se présenter en qualité de mandataires des parties, comme c'est leur droit. Trop souvent, paraît-il, ils apportent aux notaires les actes tout préparés en exigeant d'eux le partage des honoraires que ces derniers sont obligés de subir en dépit des prohibitions légales. Il arrive même que le métier d'agent d'affaires est exercé par le secrétaire communal, employé de l'état-civil, possédant par là même toutes les facilités pour connaître les décès et capter la confiance des familles (1). Il est impossible, dit-on, de remédier sérieusement à cet état de choses si l'on n'assure pas aux notaires ruraux une situation convenable qui les protège contre la tentation de céder aux compromissions fâcheuses.

Or, le grand obstacle à cet égard viendrait du nombre excessif des notaires dans certains cantons, dont nous parlerons plus loin, et de la division surannée en trois classes consacrée par la loi de ventôse. Sur quels motifs s'est-on appuyé pour l'introduire ?

« Il faut reconnaître, dit le conseiller d'Etat Réal que
« si l'étude des lois, si la lecture des bons auteurs sont
« des éléments nécessaires à l'instruction de l'homme
« qui se destine au notariat, la perfection de cette ins-
« truction, le seul moyen de l'utiliser par l'application
« dépend essentiellement, je dirai presque unique-
« ment, de l'expérience ; et par conséquent l'instruc-

(1) Voir Vermersch, pages 27 et suivantes.

« tion sera incontestablement plus grande et le talent
« sera plus parfait là où les affaires seront plus avanta-
« geuses, plus variées, où le commerce et une popula-
« tion forte, compliquant les intérêts, présenteront dans
« les transactions des questions plus délicates à traiter,
« plus difficiles à résoudre. Il faut reconnaître une se-
« conde vérité qui n'est que le corollaire et la consé-
« quence nécessaire de la première ; c'est que le notaire
« d'une campagne où il ne se présente qu'un nombre
« très borné et pour ainsi dire qu'une espèce d'affaires
« n'aura point les talents et l'expérience exigés pour les
« transactions difficiles et compliquées qui ont lieu ha-
« bituellement entre les habitants des grandes commu-
« nes. Ainsi, la loi doit, dans la distribution des res-
« sorts qu'elle donne aux notaires, établir une différence
« proportionnée à la différence qu'elle suppose dans
« l'instruction. »

Ces arguments étaient déjà fort peu décisifs en 1803, ils ne le sont plus du tout aujourd'hui. Nous avons fait observer plus haut que les actes à rédiger dans une commune rurale, pour être en général moins nombreux et rouler sur de moins gros chiffres que les actes reçus dans les villes, présentaient souvent des difficultés égales, parfois supérieures. La clientèle moins éclairée a plus souvent besoin de conseils et l'isolement relatif dans lequel vit le notaire de campagne l'oblige pour lui donner à compter davantage exclusivement sur lui-même. L'expérience prouve du reste que les notaires des centres ruraux pris dans l'ensemble ne présentent pas des capacités moindres que leurs confrères urbains.

Cela est vrai surtout en Belgique où si le stage est trop souvent illusoire pour les uns et pour les autres, la loi exige au moins de tous des études théoriques semblables et l'obtention d'un même diplôme. L'espèce de hiérarchie que la loi de ventôse a semblé vouloir établir conformément aux idées de l'époque, ne correspond à aucune réalité pratique.

L'analogie créée entre le ressort notarial et le ressort judiciaire devrait, semble-t-il, étant donnés les motifs qui l'ont inspirée, amener pour les notaires une sorte d'avancement ; ils seraient transférés d'une classe à une autre, comme les magistrats passent du Tribunal à la Cour. La chose serait possible en Belgique où n'existe pas la vénalité des charges. Or, dans la pratique, les notaires conservent le plus souvent leur poste de début et ceux qui sont nommés à la première classe le sont immédiatement.

« Nous entrevoyons quelquefois, comme dans un
« rêve, dit M. Schicks, ce pays — bien éloigné
« d'ici — où l'on deviendrait notaire à une résidence
« appartenant à une classe inférieure, donnant au titulaire de la fonction une honnête aisance, mais qui
« n'est pour lui qu'une résidence de passage d'où il
« sera bientôt, s'il pratique sa fonction avec honneur
« et probité, appelé à une classe supérieure dans laquelle il jettera les premières bases de sa fortune,
« pour passer plus tard encore dans une autre classe
« plus élevée qui lui assurera la richesse. Mais ce pays,
« hélas, est bien loin d'ici et nous croyons qu'il n'existera jamais que dans nos rêves. Nous ne voyons pas

« que la nomination à la première ou à la seconde classe
« soit la récompense d'une vie de travail et d'honneur.
« Les mutations sont trop rares, diminuées par le pri-
« vilège des fils que tour à tour les divers partis qui se
« disputent en Belgique la prédominance politique ont
« respecté. Nous constatons aussi que beaucoup de no-
« taires cantonaux, et des meilleurs, préfèrent garder
« la clientèle qu'ils ont réussi à se faire et ne pas courir
« les chances bonnes parfois, mais quelquefois aussi
« mauvaises, d'un transfert à une classe supérieure. Il
« résulte de tout cela que la nomination à une classe
« supérieure n'apparaît pas comme une fin de carrière
« à laquelle aspire la généralité de ceux qui entrent
« dans le notariat, et voilà pourquoi, bien que l'établis-
« sement d'une sorte de hiérarchie puisse être utile, en
« ce qu'elle établit entre ceux qui pratiquent la même
« fonction, une louable émulation produite par le dé-
« sir d'avancement, nous ne demandons pas pour cela
« le maintien des classes. » (1).

Un autre inconvénient de la distinction s'est en outre singulièrement développé avec le temps. L'extension de compétence attribué à l'origine aux notaires d'arrondissement et de cour d'appel ne pouvait causer un très grave préjudice aux notaires de cantons. Les communications étaient difficiles, les affaires plus localisées, de sorte que les notaires des deux premières classes usaient relativement peu de la faculté d'instrumenter assez loin de leur résidence. La situation s'est entièrement modi-

(1) Schicks : *Ressort notarial ; considérations sur le projet Maenhaut*, page 18.

fiée depuis, les notaires ruraux souffrent de plus en plus de la concurrence que leur font les notaires de première et de deuxième classes, et ces derniers jouissent d'un privilège de plus en plus injustifiable.

§ II. — *Projet de réforme*

Mais, si l'on s'accorde en général à formuler ces critiques, l'on s'entend moins sur la réforme qu'il conviendrait d'apporter au système actuel. Huit propositions de loi ont été déposées sur cette question, la dernière par M. Maenhaut, le 16 décembre 1904 (1).

La plupart établissent un ressort unique correspondant à l'arrondissement. Plusieurs juristes ont également donné leur avis sur la question.

M. Van Iseghem (2) suggère la distinction suivante. Certains actes comme le testament, le contrat de mariage, le prêt, supposent une confiance particulière du client dans le notaire.

(1) Voir Van Wambeke : *Le ressort notarial*.

Le Ministre de la Justice, dans une circulaire adressée le 14 septembre 1896 aux présidents des chambres de notaires, leur demanda notamment leur avis sur le point suivant : A supposer conservée la classification actuelle des notariats, y aurait-il lieu : a) d'admettre la compétence générale de tout notaire pour certains actes qui impliquent spécialement la confiance des parties, tels que testaments, donations, contrats de mariage ? b) d'imposer au notaire d'une classe supérieure qui passe tout autre acte dans le ressort d'une classe inférieure ou un acte intéressant des biens immeubles qui y sont situés, l'obligation de s'adjoindre un notaire de ce dernier ressort.

(2) Discours prononcé à la séance de rentrée de la Cour d'appel de Gand le 1^{er} octobre 1901. *Flandre judiciaire*, 1901, col. 596 1.

Pour ces actes, qu'on pourrait qualifier de non publics, l'on conserverait le privilège des notaires des deux premières classes, afin d'augmenter la liberté du choix. Pour tous les autres actes, le ressort s'étendrait seulement au canton. Les ventes d'immeubles pouvant avoir lieu en dehors du ressort, le notaire de la situation des biens recevrait dans ce cas une part des honoraires.

Ce système ne paraît pas très satisfaisant. Il est difficile d'abord de classer sans arbitraire les actes dans chacune des deux catégories adoptées. De plus si l'on fait état de la confiance spéciale que certains notaires peuvent inspirer, pourquoi en retirer le bénéfice aux notaires de campagne quand ils en jouissent ? Enfin, le partage d'honoraires stipulé à leur profit pour des actes auxquels ils ne sont pas intervenus a le caractère d'une aumône et n'est pas de nature à relever leur condition.

Le projet qui consiste avec diverses variantes à prendre l'arrondissement comme base du ressort notarial a rencontré plus de partisans (1). Il apparaît à beaucoup d'esprits comme une solution transactionnelle, simple et logique, la Chambre de discipline étendant déjà sa compétence à tout l'arrondissement. Le privilège des notaires en fonctions dans les trois villes où siègent des Cours d'appel leur serait du reste maintenu à titre personnel.

Mais deux objections principales ont été formulées. Les notaires, dit-on, seraient amenés à violer à chaque instant l'obligation de résidence qui leur est imposée

(1) Vermersch, pages 43 et suivantes. Galopin, discours, pages 38 et suivantes.

et, d'autre part, la faculté donnée à chacun d'instrumenter dans tout l'arrondissement engendrerait une concurrence effrénée. On verrait se reproduire « le vagabondage des notaires », comme sous l'empire de la loi du 29 septembre et 6 octobre 1791. M. Schicks surtout s'est ému de ce danger. « Le notaire vivant dans un « centre où l'importance des affaires lui permet de se faire « une sérieuse clientèle peut facilement se soustraire à « la tentation d'aller faire la concurrence aux notaires « d'autres résidences, mais cette tentation doit venir « plus facilement à celui qui ne trouve point dans « l'exercice régulier de sa fonction le moyen de faire face « aux exigences de son rang social, et le notaire étant « homme, nous préférons, malgré toute l'estime que « nous avons pour lui par tradition de famille, lui éviter ce combat que l'intérêt livre à la probité » (1). L'inconvénient serait surtout sensible dans le cas où le notaire obtiendrait un transfert de résidence. N'aurait-il pas trop facilement la tentation de conserver une partie de son ancienne clientèle et de faire ainsi le plus grand tort à son remplaçant ?

Ces objections n'ont pas été laissées sans réponse. D'abord, il n'y a aucune assimilation à faire avec la situation créée par la loi de 1791. D'après celle-ci le ressort s'étendait, non pas seulement à l'arrondissement mais à tout le département. De plus, les moyens réduits de communication dont on disposait alors provoquaient

(1) *Le ressort notarial*, page 13 ; — voir également Van Iseghem. *Discours Flandre judiciaire*, 1901, col. 591.

de longs déplacements qui n'auraient plus aujourd'hui aucune nécessité ni raison d'être. Enfin la concurrence avait son champ d'action singulièrement plus grand et un effet beaucoup trop vaste. Etendue simplement à l'arrondissement, elle se maintiendra à des limites raisonnables et, si elle est plus vive que sous le régime actuel, cela n'est pas nécessairement un mal. « Une certaine émulation entre notaires dit M. Vermersch (1), « ne nous semble pas opposée à l'intérêt du corps, « bien au contraire. La lutte pour l'existence, mais « n'est-ce pas la loi universelle, applicable à toutes « les professions ? N'est-ce pas elle qui partout opère la « sélection, élevant les meilleurs, laissant subsister les « bons, éliminant les incapables ? Non, la concurrence « loyale n'est pas nuisible. Ce qui est odieux, ce qu'il faut « à tout prix faire disparaître, c'est d'une part la concurrence indécate, celle qu'utilise les moyens déloyaux, « c'est de l'autre la concurrence inégale, la lutte des privilégiés contre les parias. C'est cette dernière qui indigne et irrite les notaires ruraux. »

Les partisans de ce système conviennent du reste que la réforme proposée sur ce point ne suffirait pas à elle seule à conjurer la crise notariale. Elle devrait se combiner avec la réduction du nombre des notaires et la suppression des études improductives dont nous reparlerons. Il y aurait lieu également de prendre des mesures afin de remédier aux abus possibles de la concurrence

(1) Page 45 : *La réforme du notariat*. Comparer Galopin, page 39 (discours).

rence, en augmentant les pouvoirs des chambres de discipline, en instituant l'amende comme peine disciplinaire à côté de la suspension et de la destitution. En effet, suivant l'heureuse expression de M. Galopin, « l'amende sera toujours la peine la mieux appropriée à la répression des infractions inspirées par l'esprit de « lucre. »

M. Vermersch, tout en préconisant en principe l'extension du ressort à l'arrondissement pense même qu'il serait préférable de procéder en quelque sorte par étapes et de faire d'abord l'essai du système intermédiaire. On pourrait par exemple réunir plusieurs cantons en un seul ressort, ou bien encore autoriser les notaires de chaque canton à instrumenter dans les cantons limitrophes. Une dernière combinaison consisterait à permettre à chaque notaire, d'instrumenter dans les communes situées en dehors du canton mais limitrophes de sa résidence ; elle semble devoir être écartée. Elle étendrait trop peu la compétence du notaire pour améliorer vraiment sa situation et, d'autre part, elle entraînerait trop de complications pour le public en créant à chaque notaire un ressort particulier.

Quant à M. Schicks qui, comme nous l'avons vu, n'est pas partisan du ressort unique d'arrondissement, il estime que le ressort notarial ne doit pas être calqué nécessairement sur le ressort judiciaire. Il faut, suivant lui, tenir compte des circonstances locales et géographiques et aussi de la question des langues sans aucun parti pris d'uniformité, maintenir le ressort cantonal, lorsque le canton est suffisamment important et,

dans le cas contraire, grouper plusieurs cantons en un seul. L'absence de vénalité rend, en effet, possibles en Belgique des remaniements qui susciteraient en France de très graves difficultés. Mais néanmoins M. Schicks ne se fait pas beaucoup d'illusions sur les chances d'adoption de la réforme qu'il propose et qui entraînerait dans les situations acquises un bouleversement complet peu compatible avec le tempérament belge. Aussi, conclut-il en définitive en demandant le maintien du système actuel, en souhaitant toutefois que le gouvernement use largement du droit qui lui appartient de supprimer les études insuffisamment rémunératrices. Il recommande aux notaires de première et de deuxième classes, de ne pas abuser de leur privilège et il espère que ce conseil ne sera pas purement platonique le dépôt du projet Maenhaut étant de nature à les faire réfléchir sur les dangers de voir les abus entraîner la disparition de l'ancienne classification.

§ III. — *Réforme consacrée par la loi française*
du 12 août 1902

Beaucoup d'auteurs français ont également critiqué la distinction établie par la loi de ventôse et réclamé sa suppression (1). Mais la question se complique à raison

(1) Voir Amiaud : *Notariat français*, page 131 et *Traité formulaire*, tome 2, page 605.

Rouxel : *Crise notariale*, page 262.

Bauby : *Responsabilité civile*, page 671.

Dussouy : *Crise du notariat et ses remèdes*, page 19.

Hug : *Projet de réforme du notariat*, page 9.

de difficultés d'ordre financier que crée la vénalité des charges. On fait observer toutefois que si l'on adoptait le ressort d'arrondissement généralement proposé, les notaires des cours d'appels auraient seuls droit à une indemnité (1). Nous éprouvons quelque doute sur la justesse de cette solution. Si l'on donne aux notaires de cantons le droit d'instrumenter dans tout l'arrondissement, on augmente la valeur de leur étude en diminuant celle des études des chefs-lieux d'arrondissement. Sans doute les parties conserveraient la liberté du choix, et tous les clients actuels des notaires de deuxième classe auraient la faculté de recourir à leurs services. Mais, par la force même des choses un certain nombre d'entre eux profiteraient des facilités accordées par la loi nouvelle et s'adresseraient en fait à des notaires de canton. Du reste, le but même de la réforme est d'améliorer la situation de ces derniers. Ce résultat ne peut être obtenu qu'au détriment des notaires de deuxième classe. Qu'il soit désirable en théorie, nous n'y contredisons pas, qu'une inégalité choquante disparaisse, nous le voulons bien, mais il ne faudrait pas l'effacer en la remplaçant par une injustice. Les notaires ont acheté leurs charges en présence d'un état de choses établi par la loi et qui a formé l'un des éléments essentiels de la fixation du prix sanctionné par le gouvernement. Il nous semble impossible de le modifier sans accorder une indemnité à ceux qui souffrent du changement. Sans doute, ce ne serait plus dans l'espèce à l'Etat qu'il in-

(1) Lacombe : *De quelques réformes à apporter au notariat*, page 149.

comberait de dédommager les titulaires, mais aux bénéficiaires de la réforme. Tout en n'ayant pas de répercussion sur les finances publiques, le problème n'en est pas moins très délicat et n'est pas croyons-nous susceptible d'être rapidement résolu. L'indemnité serait en effet très difficile à déterminer dans son chiffre et l'on éprouverait en outre un grand embarras à en répartir équitablement la charge (1).

Aussi n'est-il pas étonnant que les projets radicaux de réforme n'aient pu aboutir jusqu'à présent. La loi du 12 août 1902 a cependant apporté à la loi de ventôse certaines modifications de détail. Elle maintient la division fondamentale en trois classes mais prévoit trois exceptions. La première concerne les communes qui, sans être des chefs-lieux d'arrondissement, comprennent plusieurs cantons. Autrefois les notaires étaient limités à la partie de la commune ressortissant à leur canton. Désormais ils pourront exercer dans tout le territoire de la commune. On n'a fait ainsi que généraliser une disposition consacrée formellement par certaines lois qui avaient divisé des villes en plusieurs cantons. Il résulte de la discussion qu'aucune indemnité ne sera exigible (2). On a considéré, en effet, que tous les notaires profiteraient également de la réforme qui n'entraînerait aucune mutation sensible de clientèle et faciliterait simplement les transactions en évitant aux notaires et aux parties des déplacements.

(1) M. Guérin, rapporteur de la loi de 1902 au Sénat, a signalé cette nécessité de l'indemnité et la difficulté de la fixer.

(2) Defrénois, page 18.

La seconde modification est relative aux cantons qui ont été dédoublés depuis la loi de ventôse. Elle se borne à confirmer le droit d'instrumenter dans les deux nouveaux cantons que les lois particulières intérieures avaient maintenu aux notaires en exercice.

Mais la disposition la plus importante est la troisième. Nous verrons que la loi nouvelle a réduit le nombre minimum des notaires à un par canton. On s'est préoccupé alors de l'hypothèse où ce notaire unique serait empêché d'instrumenter et de la gêne qui en résulterait pour les parties dans les cas d'urgence. Pour remédier à cet inconvénient on a ajouté à l'article 5 de la loi de ventôse un paragraphe 4 ainsi conçu : « Dans tout canton où il n'y a qu'un seul notaire, les notaires des cantons limitrophes appartenant au même ressort de cour d'appel auront le droit d'instrumenter dans ce canton, mais seulement en ce qui concerne les testaments, les donations entre époux et les donations à titre de partage anticipé. A titre de réciprocité, le notaire unique au canton aura le droit d'instrumenter pour les mêmes actes dans les dits cantons limitrophes. »

Cette innovation a été généralement critiquée dans le monde du notariat (1) et le Ministre de la Justice lui-même, dans une circulaire du 16 août 1902, a cru nécessaire de recommander aux chambres de discipline et aux parquets d'exercer à cet égard une particulière vigilance pour éviter toute concurrence déloyale. On peut se

(1) Defrénois, page 20.

demander si la mesure était bien indispensable, étant donnée la facilité actuelle des communications qui permet d'obtenir en très peu de temps dans les cas d'urgence véritable le concours d'un notaire d'arrondissement. Il semble bien tout au moins excessif d'avoir assimilé la donation-partage au testament. Le premier de ces actes suppose ordinairement une série de démarches, de recherches et de rendez-vous parfaitement compatibles avec l'empêchement purement momentané du notaire compétent auquel on a voulu pourvoir. Il n'était donc pas nécessaire de déroger sur ce point à la règle générale déterminant l'étendue du ressort.

SECTION III

Du nombre des Notaires

§ I. — *Critique du système belge et projets de réforme*

La question du nombre des notaires comme celle du ressort est toujours résolue en Belgique conformément aux principes de la loi de ventôse. D'après l'article 31 il y a lieu de distinguer. Dans les villes de 100.000 habitants et au-dessus, il peut y avoir un notaire au plus par six mille habitants; c'est donc la population qui sert de base au calcul. Pour le reste du pays, on s'attache à la division du territoire, le nombre des notaires ne peut être inférieur à deux ni dépasser cinq par canton de justice de paix. Le gouvernement fixe dans ces limites le nombre des notaires, et avec plus de facilités qu'en

France la vénalité des charges n'existant pas. Toutefois, aux termes de l'article 32, les suppressions ou réductions de places ne peuvent s'effectuer qu'au cas de décès, de démission ou de destitution du titulaire.

Il peut arriver que les villes ayant plus de 100.000 habitants soient divisées en plusieurs justices de paix dont chacune comprend en outre certaines communes rurales. Dans ce cas l'on tient compte de la population de la ville et des communes rurales réunies et l'on applique la règle établie pour les villes en répartissant ensuite les études entre la ville et les communes rurales proportionnellement à leur population respective (1).

En outre, diverses lois sont intervenues pour régler la situation spéciale de certaines communes (2).

Le système de la loi de ventôse n'est pas moins critiqué quant au nombre de notaires que relativement au ressort. Il avait été établi dans la pensée d'égaler autant que possible la situation des notaires ruraux et celle des notaires urbains. Mais en admettant que ce résultat ait été obtenu à l'origine, il n'en est plus ainsi depuis longtemps. La population a abandonné peu à peu les campagnes pour affluer vers les villes. Les progrès de l'instruction ont rendu de moins en moins nécessaire le concours des notaires ruraux et les agents d'affaires se sont multipliés à leur détriment. La facilité des communications a augmenté la concurrence légale des notaires des deux premières classes. Toutes ces

(1) Galopin, page 33.

(2) Galopin, page 34.

causes réunies ont créé une véritable crise et bouleversé les rapports numériques établis par la loi de ventôse. Tandis que dans les villes importantes le nombre des notaires est calculé sur la base d'un notaire au plus par 6,000 habitants — et cette proportion est très rarement atteinte, il s'en faut parfois de beaucoup — il existe souvent dans les campagnes un notaire pour deux ou trois mille habitants. La moyenne des actes reçus n'y dépasse pas cent ou cent cinquante par an et le chiffre des honoraires y atteint péniblement deux à trois mille francs (1).

Cette situation se rencontre surtout dans les Flandres. Il est impossible qu'un notaire puisse vivre dans ces conditions d'une façon honorable et digne conforme à son rang social et à l'instruction qu'il a dû acquérir. Le recrutement s'en ressent et les titulaires ne sont pas les seuls à en souffrir.

Tous les auteurs belges s'accordent à constater ces inconvénients et à signaler le remède. Il consiste à supprimer progressivement les études les moins prospères (2). Il faut tenir compte de divers éléments, l'im-

(1) Vermersch, pages 31 et 32.

(2) Shicks, pages 12, 13, 16. Galopin, discours, page 35.

Van Iseghem, discours de rentrée, *Flandre judiciaire*, 1901, col. 577.

Vermersch, page 35.

Le Ministre de la Justice, dans une circulaire du 14 septembre 1896, adressée aux présidents des chambres de notaires leur posaient notamment la question suivante : D'une façon générale, la proportion actuelle du nombre des notaires d'après la population doit-elle être maintenue ou y a-t-il lieu d'admettre une autre base ? Une répartition nouvelle diminuant le nombre des études, soit dans les campagnes, soit dans les villes, ne serait-elle pas favorable aux intérêts matériels et moraux de la corporation ?

portance de la population, sa densité, l'étendue du territoire, la nature des affaires traitées et leur nombre. La moyenne de cent cinquante actes par an, un peu faible peut-être si l'on consulte seulement l'intérêt des notaires, paraît cependant devoir être proposée, pour ne pas entraîner de trop nombreuses suppressions et ne pas obliger la clientèle à de trop grands déplacements (1).

L'intervention législative ne serait du reste pas nécessaire, il suffirait au gouvernement de réduire les notaires à deux par canton, comme la loi le lui permet, en profitant des vacances se produisant par suite de décès, démission ou destitution, chaque fois tout au moins qu'il n'existerait pas l'un de ces héritiers directs au profit desquels un usage légitime a créé une sorte de droit acquis. On pourrait aussi provoquer la démission des titulaires en leur offrant de les nommer à un autre poste vacant plus important. L'absence de vénalité rendrait possibles les combinaisons de cette nature et nous croyons qu'il serait désirable de voir le gouvernement répondre sur ce point à l'appel des jurisconsultes belges.

§ II. — *Réforme consacrée par la loi française
du 12 août 1902*

Ce n'est pas seulement en Belgique que la loi de vente a fait l'objet de critiques relatives à la détermination du nombre des notaires. Les mêmes motifs ont

(1) M. Vermersch a annexé à sa brochure sur *la Réforme du Notariat* un tableau de 70 places qui seraient supprimées si l'on admettait le minimum de 150 actes par an.

amené en France une crise du notariat rural et déterminé un mouvement en faveur de la suppression des petites études (1). Mais le gouvernement n'avait pas à raison de la vénalité les mêmes facilités qu'en Belgique. Il était nécessaire de recourir au législateur. La loi du 12 août 1902 est venue sur ce point encore modifier la loi de ventôse.

Rien n'est changé en ce qui concerne les villes de 100.000 habitants et au-dessus, il ne peut y avoir plus d'un notaire par six mille habitants. Mais pour les autres parties du pays deux innovations sont introduites. Le nombre minimum des notaires par canton est abaissé de deux à un ; par contre, le maximum autrefois fixé à cinq ans est supprimé. On a aussi remplacé les expressions « autres villes, bourgs ou villages », dont se servait la loi de ventôse, par le terme plus générique et plus exact « autres communes » ; il y a là une rectification de pure forme. De même on a substitué le mot de « canton » à ceux de « par ressort de justice de paix ». Il existe du reste en général une justice de paix par canton.

Le Ministre de la Justice, dans une circulaire du 16 août 1902, fait observer que le nombre des notaires doit être ramené à un par canton dans le cas seulement où les circonstances le comportent ; la loi n'a pas voulu dire que dans tous les cas cette réduction devait être considérée comme désirable, car il existe de nombreuses régions comportant trois et même quatre notaires par

(1) Voir Legrand : *Le notariat et sa crise actuelle* ; — Hug. op. cit., page 11.

canton. On peut même envisager, si les besoins de la population l'exigent, le concours de plus de cinq notaires, puisqu'aucun maximum n'est aujourd'hui fixé.

Mais comment parvenir à la réduction que le gouvernement est autorisé en principe à opérer ? Il était nécessaire de le déterminer. C'est l'objet du nouvel article 32 ainsi conçu :

« Les suppressions d'office ne seront effectuées que
« par mort, démission ou destitution, où à la suite d'un
« accord intervenu entre les parties intéressées et après
« avis de la Chambre de discipline et du Tribunal.

« En cas de démission du titulaire, avec présentation
« d'un successeur, le gouvernement pourra toujours
« refuser la nomination, si la suppression du titre est
« jugée nécessaire après avis de la Chambre et du Tri-
« bunal.

« L'indemnité due après la suppression d'un office,
« en cas de mort ou de démission, sera convenue entre
« les intéressés, sous le contrôle du gouvernement, ou
« fixée par le décret prononçant la suppression, après avis
« de la Chambre des notaires et du Tribunal.

« Dans tous les cas, elle sera mise à la charge des
« notaires qui devront bénéficier de la suppression,
« quelle que soit leur résidence.

« La répartition en sera faite par le Garde des Sceaux
« sur la proposition de la Chambre des notaires de l'ar-
« rondissement auquel appartient l'office supprimé. »

Le premier paragraphe maintient les¹ quatre cas de suppression antérieurement admis ; les trois que prévoyait formellement la loi : mort, démission pure et

simple, destitution, et le quatrième que la pratique avait ajouté : convention entre les intéressés, c'est-à-dire, d'une part, le titulaire ou ses ayants-droit ; de l'autre, les notaires qui doivent bénéficier de la suppression.

Le second paragraphe précise que la suppression peut avoir lieu même au cas où le démissionnaire présente un successeur ce que le Conseil d'Etat déclarait autrefois constituer de la part du gouvernement un abus de pouvoir (1).

Enfin la loi nouvelle indique les conditions dans lesquelles l'indemnité à laquelle donne lieu la suppression est fixée dans son chiffre et répartie entre ceux qui doivent la payer.

SECTION IV

De la forme des Actes notariés

§ I. — *Régime belge*

La Belgique est toujours régie par la loi de ventôse au point de vue de la forme des actes notariés. Par suite, aux termes de l'article 9, ils doivent être reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux témoins citoyens belges sachant signer et domiciliés dans l'arrondissement judiciaire où l'acte est passé. La loi de ventôse dit : « Arrondissement communal », mais

(1) Defrénois, page 40.

il résulte d'une autre loi, celle du 27 ventôse an VIII, article 6, sur l'organisation des tribunaux, que cette expression s'entend de l'arrondissement judiciaire et non pas de la commune (1).

La France ayant été longtemps et étant encore soumise au même régime, nous jugeons inutile d'entrer dans de longs développements qui seraient contraires à notre plan et nous nous bornons à faire ressortir les différences existant entre les deux législations.

Les deux notaires ou le notaire et les deux témoins doivent être tous réellement présents au moment de la réception de l'acte et cela à peine de nullité. La loi de ventôse ne laisse aucun doute à cet égard. Cette présence est certainement exigée lors de la signature des parties ou de la déclaration faite par elles qu'elles ne savent où ne peuvent signer. Un arrêt en a décidé qu'il en était de même pendant la lecture de l'acte (2). Mais, cette dernière formalité n'étant, aux termes de l'article 13, sanctionnée que par une amende, son accomplissement dans des conditions irrégulières ne peut entraîner une nullité que l'omission totale ne ferait pas encourir (3).

Dans la pratique, on parle souvent *de notaire en second* pour désigner le notaire qui n'a pris aucune part véritable à la rédaction de l'acte et a été simplement appelé par son confrère pour éviter le recours à des témoins. Cette terminologie n'est pas conforme à la loi qui n'établit aucune distinction entre les deux notaires,

(1) Galopin, page 133.

(2) Gand, 26 mai 1877. *Mon.* 1878, p. 17.

(3) Galopin, page 125.

leur impose les mêmes devoirs et, ajoutent les auteurs, les mêmes responsabilités (1).

Il convient cependant de ne rien exagérer. Nous admettons que les deux notaires soient responsables au même titre des nullités de forme que l'acte peut contenir, mais nous ne comprendrions pas *que le notaire en second* encourût la responsabilité spéciale dérivant de l'idée de mandat, alors qu'il ne connaît pas les parties ou tout au moins n'a reçu d'elles aucun mandat et ne leur a donné aucun conseil. Du reste, les auteurs auxquels nous faisons allusion ne disent rien et ne veulent certainement rien dire de semblable.

Signalons également dans un ordre d'idées analogues que le nom des deux notaires doit être énoncé sous peine d'amende conformément à l'article 12. En France les notaires avaient pris l'habitude de rédiger ainsi le préambule des actes : *Par devant M^e X... et son collègue...* Cet usage n'a jamais été suivi en Belgique (2).

La formule exécutoire, dont le libellé a été fixé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 décembre 1865, est conçu dans des termes presque identiques à la formule française avec de légères variantes provenant de la différence des régimes politiques.

La signature du notaire doit comme en France être légalisée dans certains cas et c'est au président du Tribunal civil qu'il appartient de donner cette légalisation. Mais l'article 1^{er} de la loi du 11 mai 1866 autorise les juges de paix ne siégeant pas au chef-lieu de l'arrondissement

(1) Galopin, page 126.

(2) Galopin, page 150.

judiciaire à légaliser concuremment avec le président du tribunal les signatures des notaires de leur canton. L'article 2 de la même loi oblige ces derniers à déposer leur signature et leur paraphe au greffe de la Justice de paix.

Ainsi, sauf la légère réforme dont nous venons de parler, les formalités de l'acte notarié n'ont pas été modifiées en Belgique depuis la loi de ventôse. Une simplification est généralement réclamée (1) et nous allons voir que la France est déjà entrée dans cette voie.

§ 2. *Régime français*

Le système assurément trop compliqué de la loi de ventôse a reçu en France une première atteinte par la loi du 21 juin 1843. Elle interprète la loi de ventôse en ce sens que les actes notariés ne peuvent être annulés par le motif que le notaire en second ou les témoins instrumentaires n'auraient pas été présents au moment de leur réception. Et il en est décidé ainsi non seulement pour les actes à venir mais pour les actes passés. Par exception les actes contenant donation entre vifs, donation entre époux pendant le mariage, révocation de donation ou de testament, reconnaissance d'enfant naturel et les procurations pour consentir ces divers actes, doivent être

(1) Galopin, page 124. Le Ministre de la Justice, dans une circulaire du 14 septembre 1896 adressée aux présidents des Chambres de notaire, leur demandait notamment de répondre à la question suivante : Y a-t-il un inconvénient quelconque à supprimer l'intervention des témoins instrumentaires ou tout au moins à limiter leur intervention à certains actes.

Y a-t-il lieu d'admettre comme témoins les étrangers, les femmes ?

à l'avenir, à peine de nullité, reçus conjointement par deux notaires ou par un notaire en présence de deux témoins. La présence du notaire en second ou des deux témoins n'est requise qu'au moment de la lecture des actes par le notaire et de la signature par les parties ; elle doit être mentionnée à peine de nullité. Il n'est rien innové aux dispositions du Code civil sur la forme des testaments. Cette loi a donc apporté une première amélioration en supprimant, pour la plupart des actes, la nécessité de la présence réelle du notaire en second ou des témoins instrumentaires.

Mentionnons en passant la loi du 7 décembre 1897 qui permet aux femmes d'être témoins instrumentaires et certificateurs dans les actes notariés et a modifié en conséquence les articles 9 et 11 de la loi de ventôse.

Mais la réforme la plus importante a été introduite par la loi du 12 août 1902 dont nous avons analysé déjà les dispositions sur d'autres points. Elle a donné à l'article 9 de la loi de ventôse la rédaction suivante :

« Les actes notariés pourront être reçus par un seul
« notaire sauf les exceptions ci-après :

« 1^o Les testaments et les notifications d'actes respec-
« tueux resteront soumis aux règles spéciales du Code
« civil.

« 2^o Les actes contenant donation entre vifs ou dona-
« tions entre époux autres que celles insérées dans un
« contrat de mariage, acceptation de donation, révoca-
« tion de donation ou de testament, reconnaissance d'en-
« fant naturel, et les procuration et autorisation pour
« consentir ces divers actes seront à peine de nullité re-

« çus par deux notaires ou par un notaire assisté de
« deux témoins.

« La présence du second notaire ou des deux témoins
« n'est requise qu'au moment de la lecture de l'acte par
« le notaire et de la signature des parties ou de leur
« déclaration de ne savoir ou ne pouvoir signer, et la
« mention en sera faite dans l'acte à peine de nullité.

« 3^o Les actes dans lesquels les parties ou l'une d'elles
« ne sauront ou ne pourront signer seront soumis à la
« signature d'un second notaire ou de deux témoins.

« Dans le cas ci-dessus prévu, paragraphe 2, les
« témoins instrumentaires devront être Français et
« majeurs, savoir signer et avoir la jouissance de leurs
« droits civils. Ils pourront être de l'un ou l'autre sexe,
« mais le mari et la femme ne pourront être témoins
« ensemble dans le même acte. »

Ainsi, désormais, un seul notaire suffit en principe à la réception des actes. La loi d'ailleurs n'interdit pas le concours de plusieurs notaires (1), mais elle ne l'impose pas, sauf pour les actes qu'elle soumet à des formalités spéciales. La règle générale nouvelle s'applique notamment à la constitution d'hypothèque, malgré les termes de l'article 2127 du code civil qui s'est trouvé implicitement modifié (2).

Par exception, la nécessité du second notaire ou des deux témoins réellement présents subsiste pour certains actes divisés en deux catégories. La première comprend les testaments, la seconde divers actes figurant déjà dans

(1) Defrénois, page 27.

(2) Defrénois, page 26.

l'énumération de la loi du 21 juin 1843, sauf une différence de formule pour les donations entre époux et une addition relative aux acceptations de donations et aux autorisations pour consentir les actes visés. Une troisième catégorie concerne les actes dans lesquels les parties ou l'une d'elles ne savent ou ne peuvent signer. La loi ne dit pas en propres termes à la différence des actes prévus dans les précédents paragraphes, que le second notaire ou les deux témoins doivent être présents au moment de la lecture, de la signature, et de la déclaration faite par les parties qui ne savent ou ne peuvent signer ; elle se borne à déclarer que les actes dont il s'agit seront soumis à la signature d'un second notaire ou de deux témoins. La présence réelle de ces derniers n'est pas exigée. Cette induction tirée du texte est fortifiée par les travaux préparatoires (1). Il en résulte que la loi, qui est destinée, semble-t-il, à protéger les personnes ne sachant ou ne pouvant signer, a manqué son but, la garantie qu'elle leur a donné étant purement illusoire. L'ancienne législation en imposant la signature sans la présence réelle rendait possible une véritable comédie légale dont tout le monde s'accordait à demander la suppression, et qui se perpétuera dans ce cas particulier (2).

La loi de 1902 a modifié les conditions de capacité des témoins instrumentaires et certificateurs. Il suffit désormais qu'ils soient Français, majeurs, sachent signer et possèdent la jouissance des droits civils. Il n'est plus

(1) Voir Defrénois, pages 30 et suivantes.

(2) Galopin, page 124 ; — Defrénois, page 32.

nécessaire qu'ils soient citoyens français, c'est-à-dire, aient également la jouissance de leurs droits politiques, ni qu'ils aient leur domicile dans l'arrondissement. A lire le texte nouveau de l'article 9, il semble que les conditions ci-dessus soient imposées seulement pour les actes prévus dans les deux premiers paragraphes, et que pour les actes dans lesquels interviennent des parties ne sachant ou ne pouvant signer, aucune condition spéciale ne soit exigée des témoins. Toutefois, le doute étant permis à cet égard sur la véritable portée de la loi, il est préférable d'appliquer dans tous les cas la même règle (1). Rappelons enfin que les femmes peuvent être témoins, mais l'article 9 ajoute que le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même acte.

CONCLUSION

L'achèvement de cette étude va nous permettre de porter un jugement d'ensemble sur le notariat belge comparé au notariat français.

Nous croyons que si le régime en vigueur chez nos voisins présente sur certains points d'incontestables avantages, l'organisation française est en général supérieure, surtout depuis les améliorations apportées par la loi du 12 août 1902.

Les deux législations pourraient se faire avec profit de

(1) Defrénois, page 34.

mutuels emprunts, mais il serait difficile de les assimiler complètement.

Le grand obstacle vient de la différence radicale qui les sépare au point de vue de la nomination. Il paraît impossible de faire accepter en Belgique l'établissement de la vénalité et sa suppression en France ne semble ni désirable ni en tous cas réalisable.

Quoi qu'il en soit, le système français correspond mieux, croyons-nous, au rôle véritable du notaire qui n'est pas un fonctionnaire au sens complet du mot et doit conserver son indépendance politique. Par ses origines même le notaire français a plus de facilités pour remplir sa mission fondamentale, celle de mandataire et surtout de conseiller investi de la confiance des familles et dépositaire de leurs secrets. Tous les auteurs s'accordent du reste à signaler les abus qu'entraîne le mode de nomination adopté en Belgique et à déplorer que les candidats-notaires en soient réduits à devenir les agents électoraux du gouvernement.

C'est surtout à l'égard des conditions d'aptitude que les deux législations pourraient utilement s'inspirer l'une de l'autre. En Belgique, le stage a perdu tout caractère effectif, tandis qu'en France il est presque toujours accompli sérieusement. Par contre, la loi française, à la différence de la loi belge, n'exige du futur notaire aucun diplôme attestant une certaine culture littéraire et une instruction juridique générale. Ainsi, d'un côté se manifeste une insuffisance pratique, de l'autre une insuffisance théorique.

Que faut-il conclure de cette comparaison au point de

vue de la valeur respective des notaires belges et des notaires français ? M. Adolphe Maton (1) répond à cette question de la façon suivante :

« Entre le notaire français qui a fait de bonnes études
« théoriques et pratiques et le notaire belge qui se trouve
« dans le même cas, il est clair qu'il n'existe aucune
« différence de savoir, ni de considération, ni de position sociale, cela va de soi. Si le notaire belge n'a fait
« que des études théoriques, le notaire français lui sera
« supérieur en aptitude, si, à de solides études théoriques, il a ajouté de bonnes études pratiques ; mais, par
« contre, le notaire belge sans pratique sera supérieur
« au notaire français qui n'aura que des connaissances
« pratiques. Un excellent jurisconsulte français a dit que
« le théoricien sans pratique ne fait que juger de l'exécution sans pouvoir exécuter lui-même, et que le praticien sans théorie ne fait qu'exécuter au hasard, sans
« se rendre compte des motifs de l'exécution qu'il ne peut
« pas juger avec assurance. Je ne me pardonnerai pas
« la prétention de vouloir dire mieux ni plus exactement,
« mais j'ajouterai un léger tempérament à cette définition comparative : c'est que le notaire théoricien sans
« pratique offre plus de sécurité au public que le notaire
« praticien sans théorie. »

Et plus loin :

« En somme le notaire belge n'a rien à envier au
« notaire français ; au contraire, le notaire français peut
« nous envier beaucoup. Voilà, je pense, les termes

(1) *De l'enseignement du notariat*, page 67.

« exacts de la comparaison essayée par M. Pradines
« entre le notaire belge et le notaire français. »

M. Adolphe Maton ne s'est-il pas laissé un peu entraîner par le désir de riposter à M. Pradines, qui aurait dit en termes assurément peu aimables :

« Comme honorabilité et surtout comme science,
« comme considération, comme position sociale, les
« notaires belges en général sont sensiblement au-des-
« sous des notaires français. » (1).

Une exagération en appelait une autre en sens inverse. Pour nous, sans porter aucune appréciation désobligeante pour les notaires belges, nous voyons que les inconvénients résultant de l'absence de stage effectif sont encore plus grands que les dangers produits par l'insuffisance des études théoriques. Car ils sont plus généralisés. Au témoignage des auteurs belges, un très grand nombre de candidats-notaires se dispensent de faire un stage réel, tandis qu'en France la plupart des notaires possèdent en fait les diplômes que la loi n'exige pas ; de plus, ce dont un notaire a surtout besoin, c'est d'expérience, et seule la pratique est capable de la donner. Du reste, depuis l'époque à laquelle l'écrivait M. Adolphe Maton, une heureuse innovation a été introduite dans la législation française, nous voulons parler des examens imposés par la loi de 1902. Cette réforme, insuffisante à notre avis, n'en a pas moins diminué l'infériorité que présente le système français relativement aux études théoriques.

(1) *Bulletin Soc. de lég. comparée*, février 1870, pages 16 et suivantes.

Au surplus, comme nous l'avons dit, la meilleure conclusion à tirer de notre étude c'est que la Belgique aurait intérêt à remettre le stage en honneur comme il l'est en France et que nous devrions en revanche suivre l'exemple de nos voisins en exigeant des futurs notaires une instruction générale plus étendue.

Sur les points que nous avons examinés en dernier lieu et qui ont trait à l'exercice de la profession, l'avantage reste incontestablement à la France. Les formalités de l'acte notarié ont été simplifiées, les règles relatives au ressort et au nombre des notaires ont été améliorées dans leur ensemble sauf quelques dispositions de détail.¹ Toutefois, il vaudrait peut-être mieux, comme on le fait en Belgique, imposer la forme authentique pour les transactions immobilières et obliger les tribunaux à renvoyer devant un notaire toutes les ventes publiques d'immeubles.

Telle est à notre avis la part équitable d'éloges et de critiques qu'il convient de faire à la législation respective des deux pays en matière de notariat.

Vu : le président de la thèse :

Albert TISSIER.

Vu : le Doyen,

Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

DEFRÉNOIS. — Résumé de législation étrangère.

GALOPIN. — Cours de droit notarial.

SCHICKS. — Cours autographié professé à la faculté de Louvain.

GALOPIN. — Discours sur la réforme du Notariat. — Annales parlementaires. — Chambres des représentants. — Pandectes françaises.

CAMPANA. — Des garanties de capacité exigées en Belgique pour l'admission aux fonctions notariales et du mode de nomination.

F. DE POTTER. — Le notariat belge et l'intérêt public. — Dictionnaire de la pratique notariale belge. — Revue pratique du notariat belge.

VARENNE. — Etude critique sur le droit de cession des offices ministériels.

Proposition Clemenceau.

HUG. — Projet de réforme du notariat.

GOMOT. — Rapport au Sénat.

ADOLPHE MATON. — De l'enseignement du notariat en Belgique.

VAN ISEGHEM. — L'organisation du notariat. — El y reglamento del notariado. Gongora, éditeur (Madrid).

THIRY. — De la suppléance des notaires.

- RODENBACK. — Revue pratique du notariat. — Pasicrisie, Bruxelles, 25 juin 1884.
- DEFRESNOIS. — Commentaire pratique de la loi du 12 août 1902.
- VERMERSCH. — La réforme du notariat. — Rapport de M. Guérin au Sénat. — Belgique judiciaire, 1846.
- M. COSTE. — Des conditions exigées par la loi du 12 août 1902. Thèse Paris, 1905.
- RUSGEERTS. — Moniteur du notariat.
- LAURENT. — Patria belgica. Tome II.
- ELOY. — La réforme du notariat. Thèse Paris, 1905.
- DUPOND. —
- LACOMBE. — De quelques réformes apportées au notariat. — Circulaire du comité des notaires. — Revue politique et parlementaire.
- GÉRARDIN. — Etude sur une question de finances et de notariat.
- LEGRAND. —
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Obligations.
- DE FRESNOIS. — Résumé de législation étrangère.
- VAN WAMBEKE. — Le ressort notarial.
- VAN ISEGHEM. — Discours de rentrée à la Cour d'appel de Gand, 1^{er} octobre 1901. — Flandre judiciaire.
- AMIAUD. — Notariat français. — Traité formulaire.
- ROUXEL. — Crise notariale.
- BAUBY. — Responsabilité civile.
- DUSSOUY. — Crise du notariat et ses remèdes.
- LEGRAND. — Le notariat et sa crise actuelle. Bulletin de législation comparée, 1870.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Nomination des Notaires belges	9
<i>Section I.</i> — Nomination par le roi. — Absence de vénalité	9
<i>Section II.</i> — Examen critique des systèmes belges et français	14
§ I. — Inconvénients du système belge	14
§ II. — Examen critique du système français	20
<i>Section III.</i> — Réforme proposée en Belgique	29
CHAPITRE II. — Des conditions nécessaires pour être no- taire en Belgique	45
<i>Section I.</i> — Généralités	45
<i>Section II.</i> — Du stage	49
§ I. — Réglementation du stage en Belgique d'après la loi de ventôse	49
§ II. — Critique du système belge et projets de réfor- me	53
§ III. — Réforme consacrée en France par la loi du 12 août 1902	58
<i>Section III.</i> — Du grade de candidat notaire	64
§ I. — Précédents travaux préparatoires et textes de la loi du 10 avril 1890	64
§ II. — Appréciation de la loi du 10 avril 1890	72

<i>a)</i> Condition d'admission à l'examen de candidat notaire	72
<i>b)</i> Programme des études notariales.....	75
<i>c)</i> Réglementation de l'enseignement pratique...	81
<i>Section IV.</i> — De l'organisation de l'enseignement notarial	85
§ I. — De l'enseignement théorique.....	87
§ II. — De l'enseignement pratique.....	90
§ III. — Des écoles françaises de notariat.....	99
CHAPITRE III. — De l'exercice de la profession de notaire en Belgique.....	110
<i>Section I.</i> — Des attributions des notaires, de la comptabilité, du tarif, de la discipline.....	110
<i>Section II.</i> — Du ressort notarial.....	116
§ I. — Exposé critique de la division des classes ...	116
§ II. — Projet de réforme.....	123
§ III. — Réforme consacrée par la loi française du 12 août 1902.....	128
<i>Section III.</i> — Du nombre des notaires.....	132
§ I. — Critique du système belge et projet de réfor- me	132
§ II. — Réforme consacrée par la loi française du 12 août 1902.....	135
<i>Section IV.</i> — De la forme des actes notariés.....	138
§ I. — Régime belge.....	138
§ II. — Régime français.....	141
CONCLUSION	145

